



**AVIS DE CONVOCATION
À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES
ET
CIRCULAIRE DE SOLLICITATION DE PROCURATIONS
DE LA DIRECTION
2021**

Le jeudi 13 mai 2021 à 9h30

Assemblée virtuelle par webdiffusion vidéo

AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES 2021



Date : Le jeudi 13 mai 2021
Heure : 9h30
Endroit : Assemblée virtuelle par webdiffusion vidéo à :
<https://web.lumiagm.com/450090203>

Lors de l'assemblée annuelle des détenteurs d'actions catégorie A (droits de vote multiples) et d'actions subalternes catégorie B (comportant droit de vote) de Québecor inc. (la « Société »), les actionnaires seront appelés à :

- recevoir les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 et le rapport de l'auditeur externe s'y rapportant;
- élire les administrateurs de la catégorie A et les administrateurs de la catégorie B;
- nommer l'auditeur externe;
- examiner, et, s'ils le jugent opportun, approuver la résolution consultative en vue d'accepter l'approche du conseil d'administration de la Société en matière de rémunération de la haute direction; et
- traiter de toute autre question qui pourrait être régulièrement soumise à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci.

Vous trouverez ci-joint la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de la Société et un formulaire de procuration ou un formulaire d'instructions de vote, incluant un consentement à la livraison électronique des documents. Seules les personnes dont les noms figurent au registre des actionnaires de la Société à la fermeture des bureaux le 16 mars 2021 sont en droit de recevoir l'avis de convocation à l'assemblée et à y voter.

Cette année, afin de faire face à l'incidence sans précédent sur la santé publique de la pandémie de COVID-19 et de réduire les risques pour la santé et la sécurité de nos collectivités, de nos actionnaires, de nos employés et des autres parties prenantes, nous tiendrons l'assemblée en format virtuel seulement, soit par webdiffusion vidéo. Les actionnaires ne pourront pas assister à l'assemblée en personne.

Les actionnaires inscrits et les fondés de pouvoir dûment nommés et ayant obtenu un numéro de contrôle pourront assister, participer, voter et poser des questions à l'assemblée en ligne à <https://web.lumiagm.com/450090203>.

Les actionnaires non inscrits (soit les actionnaires qui détiennent leurs actions par l'intermédiaire d'un courtier en valeurs mobilières, d'une banque, d'une société de fiducie ou d'un autre intermédiaire) qui ne sont pas dûment désignés comme fondés de pouvoir ne pourront assister à l'assemblée qu'à titre d'invités. Les invités pourront écouter l'assemblée, mais ne pourront pas voter ni poser de questions. Les actionnaires non inscrits souhaitant voter à l'assemblée en ligne ou nommer un tiers pour voter à leur place doivent nommer un fondé de pouvoir (en se nommant eux-mêmes à cette fonction ou en nommant un tiers pour les remplacer), en suivant les instructions fournies dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction et le formulaire d'instructions de vote et en suivant la procédure décrite ci-dessous pour obtenir un numéro de contrôle.

Les actionnaires inscrits peuvent nommer un fondé de pouvoir autre que les fondés de pouvoir désignés par la Société, en retournant leur formulaire de procuration par la poste, par télécopieur, par Internet ou par courriel et aviser le fondé de pouvoir de communiquer avec l'agent des transferts de la Société, Société de fiducie AST (Canada) (« AST ») soit par

téléphone au numéro 1 866 751-6315 (sans frais au Canada et aux États-Unis) ou au 212 235-5754 (autres pays), soit en complétant le formulaire électronique disponible à https://lp.astfinacial.com/numero_de_controle au plus tard à 9h30 (HAE) le 11 mai 2021 afin qu'AST puisse lui fournir un numéro de contrôle par courriel. Ce numéro de contrôle permettra à votre fondé de pouvoir de se connecter et de voter à l'assemblée. Sans un numéro de contrôle, votre fondé de pouvoir ne pourra se connecter à l'assemblée qu'à titre d'invité et ne pourra pas voter.

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

/s/ Sophie Riendeau

Sophie Riendeau
Directrice, Affaires juridiques et secrétaire

Montréal (Québec)
Le 26 mars 2021

TABLE DES MATIÈRES

Renseignements généraux	4	Responsabilité sociale d'entreprise	31
Sollicitation de procurations	4	Éthique commerciale et diverses politiques internes	32
Date de référence	4	Durée du mandat des administrateurs et âge limite pour siéger au conseil	33
Actions comportant droit de vote et principaux actionnaires	4	Évaluation	34
Droits en cas d'offre publique d'achat	5	Présences aux réunions du conseil et des comités	35
Exercice des droits de vote	5		
Ordre du jour de l'assemblée	10	Rémunération des administrateurs	36
États financiers et rapport de l'auditeur externe	10	Information sur les comités	40
Élection des administrateurs	10	Comité d'audit et de gestion des risques	40
Nomination de l'auditeur externe	11	Comité des ressources humaines et de régie d'entreprise	43
Vote consultatif sur l'approche du conseil en matière de rémunération des membres de la haute direction	12		
Propositions d'actionnaires	13	Analyse de la rémunération des membres de haute direction	45
Autres questions	13	Message aux actionnaires	45
Renseignements sur les candidats à l'élection à un poste d'administrateur	13	Analyse de la rémunération	48
Administrateurs de la catégorie A	14	Graphique de rendement	63
Administrateurs de la catégorie B	20	Tableau sommaire de la rémunération	65
Information relative à la gouvernance	25	Régimes de rémunération à base de titres de capitaux propres	72
Conseil d'administration	25	Autre régime de rémunération	76
Indépendance des candidats à l'élection	26	Autres renseignements importants	76
Diversité et représentation féminine au conseil et à la haute direction	27	Prêts aux administrateurs et aux dirigeants	76
Appartenance commune à d'autres conseils	28	Transactions avec des parties apparentées	77
Mandat du conseil	28	Propositions d'actionnaires	77
Descriptions de fonctions	29	Disponibilité des documents	77
Planification stratégique	29	Approbation	77
Planification de la relève	29		
Orientation et formation continue	30	Annexe A – Propositions d'actionnaire	78
Interaction avec les actionnaires	31	Annexe B – Mandat du conseil d'administration	83

CIRCULAIRE DE SOLLICITATION DE PROCURATIONS DE LA DIRECTION 2021



RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

SOLLICITATION DE PROCURATIONS

La présente circulaire de sollicitation de procurations de la direction (la « **circulaire** ») est transmise relativement à la sollicitation par la direction de Québecor inc. (la « **Société** » ou « **Québecor** ») de procurations devant servir lors de l'assemblée annuelle des actionnaires de la Société qui se tiendra le jeudi 13 mai 2021 (l'« **assemblée** ») à l'heure, à l'endroit et aux fins indiqués à l'avis de convocation ainsi qu'à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

Sauf indication contraire, l'information contenue aux présentes est en date du **11 mars 2021**. Tous les montants en dollars qui apparaissent dans la présente circulaire sont en dollars canadiens.

La sollicitation de procurations est principalement faite par courrier. Toutefois, la sollicitation pourra également être faite à l'aide d'autres moyens de communication ou directement par des dirigeants et des employés de la Société, mais sans rémunération supplémentaire.

De plus, la Société remboursera sur demande aux maisons de courtage et autres dépositaires, les dépenses raisonnables encourues aux fins de l'envoi des procurations et de la documentation qui y est jointe aux propriétaires véritables d'actions de la Société. Les frais de sollicitation de procurations seront à la charge de la Société. Il est prévu que ceux-ci seront minimes.

DATE DE RÉFÉRENCE

Les détenteurs d'actions catégorie A (droits de vote multiples) (les « **actions catégorie A** ») et les détenteurs d'actions subalternes catégorie B (comportant droit de vote) (les « **actions catégorie B** »), dont le nom est inscrit sur la liste des actionnaires établie à la fermeture des bureaux le 16 mars 2021 (la « **date de référence** »), auront le droit de recevoir l'avis de convocation et de voter à l'assemblée et à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement, s'ils y sont présents ou représentés par fondé de pouvoir.

Si un actionnaire cède la propriété de l'ensemble ou d'une partie de ses actions catégorie A ou de ses actions catégorie B après la date de référence, le cessionnaire de ces actions est habile à voter à l'assemblée, ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement, s'il présente les certificats d'actions dûment endossés, ou s'il établit autrement qu'il est propriétaire de ces actions et s'il demande, au moins dix jours avant l'assemblée, l'inscription de son nom sur la liste des actionnaires habiles à voter à l'assemblée.

ACTIONS COMPORTANT DROIT DE VOTE ET PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Les actions de la Société donnant droit de vote à l'assemblée sont les actions catégorie A et les actions catégorie B. Chaque action catégorie A confère le droit à dix votes et chaque action catégorie B confère le droit à un vote.

Les actions catégorie B sont des « titres subalternes » (selon la définition de la réglementation canadienne en matière de valeurs mobilières) puisqu'elles ne comportent pas un nombre de votes égal aux actions catégorie A. Les actions catégorie A sont convertibles en tout temps en un nombre égal d'actions catégorie B.

Au 11 mars 2021, il y avait en circulation 77 034 834 actions catégorie A et 168 788 057 actions catégorie B. L'ensemble des droits de vote afférents aux actions catégorie B représentait 17,97 % des droits de vote afférents à tous les titres de la Société donnant droit de vote émis et en circulation à cette date.

À la connaissance des administrateurs et des hauts dirigeants de la Société, et selon les informations publiques disponibles, les seules personnes physiques ou morales qui, au 11 mars 2021, étaient propriétaires véritables ou qui exerçaient le contrôle ou une emprise sur plus de 10 % des actions d'une catégorie d'actions comportant droit de vote de la Société étaient Pierre Karl Péladeau et Fidelity Management & Research Company et als (« **Fidelity** »).

Nom	Nombre d'actions catégorie A détenues ou contrôlées	% des actions catégorie A détenues ou contrôlées	Nombre d'actions catégorie B détenues ou contrôlées	% des actions catégorie B détenues ou contrôlées	% des droits de vote afférents aux actions catégorie A et B en circulation
Pierre Karl Péladeau	69 873 856	90,70	829 040	0,49	74,49
Fidelity ¹	—	—	18 409 832	10,91	1,96

- Établi à l'aide de la déclaration selon le système d'alerte déposée sur SEDAR le 11 janvier 2021, soit la dernière information disponible divulguant la propriété d'actions de Québecor par Fidelity Management & Research Company, FMR Co., Inc., Fidelity Management Trust Company, FIAM LLC, Fidelity Institutional Asset Management Trust Company, Strategic Advisers LLC, Crosby Advisors LLC, Fidelity SelectCo, LLC, Fidelity (Canada) Asset Management ULC, et FIL Limited et certaines de ses sociétés affiliées.

DROITS EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

Les statuts de la Société prévoient que si une offre publique d'achat visant les actions catégorie A est présentée à leurs détenteurs sans l'être en même temps et aux mêmes conditions aux détenteurs d'actions catégorie B, les actions catégorie B seront alors converties en actions catégorie A, à raison d'une action pour une action, aux fins seulement de permettre aux détenteurs d'actions catégorie B d'accepter l'offre. Ce droit est sujet à certaines conditions décrites aux statuts constitutifs de la Société, dont l'acceptation de l'offre par l'actionnaire majoritaire.

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Cette année, afin de faire face à l'incidence sans précédent sur la santé publique de la pandémie de COVID-19 et de réduire les risques pour la santé et la sécurité de nos collectivités, de nos actionnaires, de nos employés et des autres parties prenantes, nous tiendrons l'assemblée en format virtuel seulement, soit par webdiffusion en direct. Les actionnaires ne pourront pas assister à l'assemblée en personne. Les actionnaires inscrits et les fondés de pouvoir dûment nommés et ayant obtenu un numéro de contrôle auprès de Société de fiducie AST (Canada) (« **AST** ») pourront assister, participer et voter à l'assemblée en ligne en suivant les étapes présentées ci-dessous.

Actionnaires inscrits

Un actionnaire est un actionnaire inscrit si son nom apparaît sur son certificat d'actions ou sur son relevé produit par le biais du système d'inscription directe dans les registres de AST sous forme électronique.

Un actionnaire inscrit peut exercer les droits de vote afférents aux actions qu'il détient de l'une des façons suivantes :

Option 1 : Par procuration :

1- En ligne

Allez à www.astvotiezmaprocuration.com et suivez les instructions. Vous aurez besoin du numéro de contrôle indiqué sur votre formulaire de procuration.

2- Par téléphone

Composez le 1 888 489-7352 sans frais au Canada et aux États-Unis et suivez les instructions. Vous aurez besoin du numéro de contrôle indiqué sur votre formulaire de procuration.

3- En remplissant le formulaire de procuration et en le faisant parvenir par la poste, par télécopieur ou par courriel

Remplissez, signez et datez votre formulaire de procuration en suivant les instructions figurant au formulaire.

AST doit avoir reçu votre formulaire de procuration ou vous devez avoir voté en ligne ou par téléphone au plus tard à 9h30 (HAE) le 11 mai 2021.

Option 2 : De manière virtuelle à l'assemblée

L'actionnaire inscrit qui prévoit voter de manière virtuelle à l'assemblée ne doit pas remplir ni retourner le formulaire de procuration. Le vote de l'actionnaire sera pris et compté à l'assemblée.

- 1- Connectez-vous en ligne à <https://web.lumiagm.com/450090203> au moins 30 minutes avant le début de l'assemblée
- 2- Cliquez sur « Numéro de contrôle »
- 3- Saisissez le numéro de contrôle indiqué sur le formulaire de procuration
- 4- Saisissez le mot de passe « quebecor2021 » (sensible à la casse)
- 5- Suivez les instructions pour accéder à l'assemblée et votez lorsqu'il vous est demandé de le faire.

Vous devez être connecté à Internet en tout temps pour pouvoir voter lorsqu'il vous est demandé de le faire.

Qu'il assiste ou non à l'assemblée, l'actionnaire inscrit peut nommer une autre personne pour assister à l'assemblée et voter pour son compte en tant que fondé de pouvoir. **L'actionnaire peut choisir quiconque à titre de fondé de pouvoir. La personne choisie n'a pas obligatoirement à être un actionnaire de la Société. L'actionnaire doit inscrire le nom du fondé de pouvoir de son choix dans l'espace en blanc prévu sur le formulaire de procuration. L'actionnaire doit s'assurer que cette personne assiste à l'assemblée et qu'elle sait qu'elle a été désignée pour voter en son nom. Si aucun nom n'est inscrit dans l'espace en blanc, l'une des personnes désignées sur le formulaire, soit le très honorable Brian Mulroney, Sylvie Lalonde ou Pierre Karl Péladeau, administrateurs et/ou dirigeants de la Société, sera nommée à titre de fondée de pouvoir.**

Veuillez consulter la rubrique « Désignation d'un fondé de pouvoir » de la circulaire pour plus de détails.

Révocation d'une procuration

L'actionnaire inscrit qui a donné une procuration peut la révoquer à tout moment avant qu'elle ne soit utilisée au moyen d'un document écrit portant sa signature ou celle de son mandataire dûment autorisé à cette fin par écrit. Si l'actionnaire est une personne morale, la procuration peut être révoquée par un écrit signé par un dirigeant ou un mandataire dûment autorisé. La révocation devra être reçue au Secrétariat corporatif de la Société, 612, rue Saint-Jacques, 18^e étage, Montréal (Québec) Canada, H3C 4M8, au plus tard le dernier jour ouvrable précédant l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

Actionnaires non inscrits (ou propriétaires véritables)

Un actionnaire est un actionnaire non inscrit (ou un propriétaire véritable) si un intermédiaire (comme une banque, une société de fiducie, un courtier en valeurs mobilières ou une autre institution financière ainsi que leurs mandataires et autres prête noms) (un « **intermédiaire** ») détient des actions pour lui. Il est fort probable que les actions ne soient pas immatriculées au nom de l'actionnaire si celles-ci apparaissent au relevé de compte transmis à l'actionnaire par son courtier ou par un autre

intermédiaire; celles-ci sont plutôt immatriculées au nom de l'intermédiaire ou d'un mandataire de ce dernier. Dans un tel cas, l'actionnaire non inscrit doit s'assurer que ses instructions de vote soient transmises à la personne appropriée avant l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement. En l'absence d'instructions précises, il est interdit aux intermédiaires d'exercer les droits de vote rattachés à ces actions. **Dans tous les cas, les actionnaires non inscrits doivent lire attentivement les instructions transmises par leur intermédiaire, y compris celles concernant les modalités de livraison du formulaire d'instructions de vote.**

L'actionnaire qui ne sait pas s'il est un actionnaire inscrit ou non inscrit devrait communiquer avec l'agent des transferts de la Société, AST, au 1 800 387-0825 ou, s'il est à l'extérieur du pays, au 416 682-3860.

Les lois et les règlements en valeurs mobilières applicables, y compris le *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti*, exigent que l'intermédiaire d'un actionnaire non inscrit demande les instructions de vote de celui-ci avant l'assemblée. Les courtiers et autres intermédiaires ont des procédures d'envoi et des directives pour le retour des documents qui leur sont propres et qui doivent être suivies à la lettre par les actionnaires non inscrits afin que les droits de vote se rattachant à leurs actions puissent être exercés à l'assemblée. La plupart des intermédiaires délèguent maintenant la responsabilité d'obtenir les instructions de leurs clients à une tierce partie. L'actionnaire non inscrit qui reçoit un formulaire d'instructions de vote de cette tierce partie ne peut l'utiliser pour voter directement à l'assemblée, puisqu'il doit le retourner à cette tierce partie avant l'assemblée afin que les droits de vote afférents à ses actions puissent être exercés ou qu'un représentant puisse être nommé afin d'assister à l'assemblée et d'y voter en son nom.

L'actionnaire non inscrit peut exercer les droits de vote afférents aux actions détenues par un intermédiaire de l'une des façons suivantes :

Option 1 - Par procuration (formulaire d'instructions de vote)

Le formulaire d'instructions de vote que l'intermédiaire ou son mandataire vous a envoyé à titre de propriétaire véritable devrait vous indiquer la marche à suivre pour voter avant l'assemblée. Veuillez lire ces instructions attentivement afin de vous assurer que les droits de vote rattachés à vos actions sont exercés à l'assemblée.

Option 2 - De manière virtuelle à l'assemblée

- 1- Désignez-vous comme fondé de pouvoir en suivant la procédure complète indiquée sous « Désignation d'un fondé de pouvoir »
- 2- Connectez-vous en ligne à <https://web.lumiagm.com/450090203> au moins 30 minutes avant le début de l'assemblée
- 3- Cliquez sur « Numéro de contrôle »
- 4- Saisissez le numéro de contrôle indiqué au courriel de notification que vous avez reçu d'AST
- 5- Saisissez le mot de passe « quebecor2021 » (sensible à la casse)
- 6- Suivez les instructions pour accéder à l'assemblée et votez lorsqu'il vous est demandé de le faire.

Vous devez être connecté à Internet en tout temps pour pouvoir voter lorsqu'il vous est demandé de le faire.

Désignation d'un fondé de pouvoir

Qu'il assiste ou non à l'assemblée, l'actionnaire non inscrit peut nommer une autre personne pour assister à l'assemblée et voter pour son compte en tant que fondé de pouvoir.

L'actionnaire peut choisir quiconque à titre de fondé de pouvoir. La personne choisie n'a pas obligatoirement à être un actionnaire de la Société. L'actionnaire doit inscrire le nom du fondé de pouvoir de son choix dans l'espace en blanc prévu sur le formulaire d'instructions de vote. L'actionnaire doit s'assurer que cette personne assiste à l'assemblée et qu'elle sait qu'elle a été désignée pour voter en son nom. Si aucun nom n'est inscrit dans l'espace en blanc, l'une des personnes désignées sur le formulaire, soit le très honorable Brian Mulroney, Sylvie Lande ou Pierre Karl Péladeau, administrateurs et/ou dirigeants de la Société, sera nommée à titre de fondée de pouvoir.

Les dispositions suivantes s'appliquent aux actionnaires inscrits et non inscrits qui souhaitent nommer comme fondé de pouvoir une personne autre que les fondés de pouvoir de la Société indiqués au formulaire de procuration ou au formulaire d'instructions de vote.

L'actionnaire qui souhaite se nommer lui-même ou qui souhaite désigner un tiers fondé de pouvoir pour assister et participer à l'assemblée pour son compte et exercer les droits de vote rattachés à ses actions **DOIT** soumettre son formulaire de procuration ou son formulaire d'instructions de vote, selon le cas, désignant cette personne comme fondée de pouvoir **ET** inscrire ce fondé de pouvoir comme il est décrit ci-dessous. L'inscription du fondé de pouvoir est une étape supplémentaire à accomplir **APRÈS** avoir soumis votre formulaire de procuration ou d'instruction de vote. **Si vous n'inscrivez pas votre fondé de pouvoir, celui-ci ne recevra pas le numéro de contrôle qui est nécessaire pour voter à l'assemblée et il pourra seulement y assister à titre d'invité.**

- **Étape 1 : Soumettre votre formulaire de procuration ou d'instruction de vote** : Pour vous désigner ou désigner un tiers comme fondé de pouvoir, insérez votre nom ou celui de cette personne dans l'espace prévu à cet effet au formulaire de procuration ou d'instructions de vote et soumettez votre formulaire en suivant les instructions. Cette opération doit être effectuée avant de pouvoir passer à l'étape suivante, soit l'inscription de votre fondé de pouvoir.

Si vous êtes un actionnaire non inscrit et souhaitez voter à l'assemblée, veuillez inscrire votre propre nom dans l'espace prévu à cet effet dans le formulaire d'instructions de vote qui vous a été envoyé par votre intermédiaire, suivre toutes les directives fournies par celui-ci **ET** vous inscrire vous-même en tant que votre fondé de pouvoir, comme il est décrit ci-dessous. Ce faisant, vous demandez à votre intermédiaire de vous nommer fondé de pouvoir. Il est important de suivre les directives de votre intermédiaire concernant la manière de signer et de retourner les documents.

- **Étape 2 : Inscrire votre fondé de pouvoir** : Pour vous inscrire ou inscrire un tiers comme fondé de pouvoir, vous **DEVEZ ÉGALEMENT** communiquer avec AST soit par téléphone au 1 866 751-6315 (sans frais au Canada et aux États-Unis) ou au 212 235-5754 (autres pays) soit en complétant le formulaire électronique disponible à https://lp.astfinancial.com/numero_de_controle au plus tard à 9h30 HAE le 11 mai 2021 pour inscrire correctement votre fondé de pouvoir afin qu'AST puisse lui fournir par courriel un numéro de contrôle à 13 chiffres pour fondé de pouvoir. Sans numéro de contrôle à 13 chiffres pour fondé de pouvoir, votre fondé de pouvoir ne pourra pas voter ni poser de questions à l'assemblée, mais pourra y participer à titre d'invité.

Le fondé de pouvoir qui a été nommé par l'actionnaire est autorisé à voter et à le représenter à l'assemblée, y compris à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement. L'actionnaire devrait indiquer sur le formulaire de procuration, ou sur le formulaire d'instructions de vote, la façon dont il veut que ses droits de vote soient exercés. Il peut également laisser son fondé de pouvoir prendre la décision pour son compte.

Révocation d'une procuration

L'actionnaire non inscrit qui a donné une procuration peut la révoquer en communiquant avec son intermédiaire et en se conformant aux exigences dictées par celui-ci. L'intermédiaire pourrait ne pas pouvoir révoquer une procuration si l'avis de révocation ne lui parvient pas à temps.

Exercice de la discrétion

Les fondés de pouvoir préalablement désignés au formulaire de procuration ou au formulaire d'instructions de vote exerceront les droits de vote rattachés aux actions auxquelles se rapportent leurs procurations conformément aux directives de leur mandant lors de tout vote, et aux dispositions des lois et règlements applicables.

En l'absence d'instructions, les droits de vote afférents aux actions visées par le formulaire de procuration, ou le formulaire d'instructions de vote, seront exercés de la façon suivante :

- **EN FAVEUR** de l'élection de chacun des candidats proposés à un poste d'administrateur;

- **EN FAVEUR de la nomination d’Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. (« Ernst & Young ») à titre d’auditeur externe de la Société;**
- **EN FAVEUR de l’approche du conseil d’administration de la Société (le « conseil ») en matière de rémunération de la haute direction.**

La procuration ci-jointe confère un pouvoir discrétionnaire aux personnes qui y sont nommées à l’égard de toute modification relative aux questions énoncées à l’avis de convocation à l’assemblée et de toute autre question dont l’assemblée pourrait être régulièrement saisie. Au moment de l’impression de la présente circulaire, la direction de la Société n’a connaissance d’aucune modification ou autre question devant être soumise à l’assemblée.

Date et heure limites

Les date et heure limites pour faire parvenir votre formulaire de procuration dûment complété ou pour que vos instructions de vote soient soumises, selon le cas, sont fixées au 11 mai 2021 à 9h30 (HAE), ou, si l’assemblée est reportée, au plus tard à 9h30 deux jours ouvrables précédant la date fixée pour la reprise de celle-ci. Les actionnaires non inscrits qui reçoivent des documents de leur intermédiaire devraient remplir le formulaire d’instructions de vote et le remettre tel que cela est indiqué sur le formulaire d’instructions de vote. La date limite pour voter peut être prolongée par le président de l’assemblée, ou il peut y déroger, à sa discrétion, sans avis.

Règles de conduite pour l’assemblée virtuelle

Seuls les actionnaires inscrits et les fondés de pouvoir dûment nommés et ayant obtenu un numéro de contrôle auprès d’AST pourront voter et poser des questions lors de la période de questions.

Il y a deux façons de poser des questions à l’assemblée. Elles peuvent être soumises par écrit en utilisant la boîte de dialogue prévue à cet effet dans la fonction « Poser une question » en appuyant sur l’icône approprié pendant l’assemblée. Il sera également possible de soumettre une question par téléphone. Pour ce faire, l’actionnaire ou le fondé de pouvoir devra soumettre son numéro de téléphone en utilisant la boîte de dialogue prévue à cet effet dans la fonction « Poser une question » en appuyant sur l’icône approprié pendant l’assemblée afin de pouvoir être rejoint par téléphone au moment opportun. Votre numéro de téléphone ne sera pas partagé avec les autres personnes participant à l’assemblée. Il est recommandé aux actionnaires et aux fondés de pouvoir de transmettre leurs questions le plus tôt possible pendant l’assemblée pour qu’elles puissent être traitées au moment opportun.

Le président du conseil et les autres membres de la direction qui assisteront à l’assemblée répondront aux questions relatives aux propositions de résolution devant faire l’objet d’un vote avant qu’un vote ne soit tenu à l’égard de chacune d’elles, s’il y a lieu. Les questions d’ordre général seront traitées par eux à la fin de l’assemblée lors de la période des questions. Le président de l’assemblée est responsable du bon déroulement de l’assemblée. Il maintient l’ordre et exerce tous les pouvoirs nécessaires à cette fin. Ses décisions sont finales et sans appel. Tous les participants présents sur la webdiffusion doivent se conformer aux directives du président de l’assemblée.

Afin de nous permettre de répondre au plus grand nombre possible de questions, les actionnaires et les fondés de pouvoir sont priés de poser des questions brèves et précises et de ne couvrir qu’un seul sujet par question. Les questions que plusieurs actionnaires pourraient poser à propos d’un même sujet ou qui sont autrement liées seront regroupées, résumées et traitées en même temps.

Toutes les questions des actionnaires seront accueillies favorablement. Toutefois, la Société n’a pas l’intention de répondre à des questions :

- qui ne se rapportent pas aux activités de la Société ou aux points à l’ordre du jour de l’assemblée;
- qui se rapportent à des informations non publiques concernant la Société;
- qui se rapportent à des griefs personnels;
- qui discréditent des personnes ou sont offensantes pour des tiers;
- qui reprennent des questions déjà formulées par un autre actionnaire;

- qui servent les intérêts personnels ou commerciaux d'un actionnaire; ou
- qui sortent du cadre de l'assemblée ou qui ne sont pas appropriées tel que peuvent en décider le président ou le secrétaire de l'assemblée, agissant raisonnablement.

S'il y a des questions qui ont été posées durant l'assemblée et pour lesquelles il n'y a pas eu de réponse, les actionnaires peuvent contacter le secrétaire corporatif de la Société, à relations.investisseurs@quebecor.com.

Les actionnaires ayant déposé des propositions avant l'assemblée pourront s'exprimer sur leurs propositions par téléphone lors de l'assemblée. À noter que cette intervention devra être d'une durée n'excédant pas le temps requis pour lire le texte accompagnant chacune des propositions reproduites dans la Circulaire.

La Société a l'intention d'offrir un forum dans lequel, dans la mesure du possible et en utilisant les solutions électroniques disponibles au moment de l'assemblée, les actionnaires peuvent communiquer adéquatement au cours de l'assemblée. Une webdiffusion de l'assemblée sera disponible sur le site Internet de la Société www.quebecor.com.

Si l'assemblée est perturbée par des problèmes techniques ou d'autres problèmes importants, le président de l'assemblée pourra ajourner ou suspendre l'assemblée ou en accélérer le déroulement, ou prendre toute autre mesure qu'il juge appropriée dans les circonstances.

Il est interdit de photographier ou de faire des enregistrements audio ou vidéo de la webdiffusion de l'assemblée.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE

À l'exception de l'élection des administrateurs, les résolutions soumises au vote à l'assemblée doivent être adoptées à la majorité des voix exprimées à l'assemblée, en personne ou par procuration, par les détenteurs d'actions catégorie A et d'actions catégorie B, votant en tant que catégorie unique. Deux votes distincts seront tenus pour l'élection des administrateurs.

ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE

Les états financiers consolidés audités ainsi que le rapport de l'auditeur externe s'y rapportant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 sont disponibles sur le site Web de la Société au www.quebecor.com ainsi que sur SEDAR au www.sedar.com.

ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS

Le conseil a fixé à neuf le nombre d'administrateurs à élire à l'assemblée pour un mandat se terminant à la clôture de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires. Les candidats proposés à l'élection ont été recommandés au conseil par le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise (« CRHR »). Tous les candidats à l'élection aux postes d'administrateurs siègent actuellement au conseil de la Société.

Pour de plus amples renseignements au sujet des candidats proposés aux postes d'administrateur, veuillez consulter la rubrique « Renseignements sur les candidats à l'élection à un poste d'administrateur » de la circulaire.

Les statuts prévoient, de plus, que les membres du conseil seront divisés en deux catégories d'administrateurs. Les détenteurs d'actions catégorie B, votant séparément comme catégorie, ont le droit d'élire le nombre de membres au conseil de la Société représentant 25 % de la totalité des membres au conseil ou, si 25 % de la totalité des membres au conseil n'est pas un nombre entier, le nombre entier supérieur le plus proche du nombre de membres au conseil constituant au moins 25 % de tous les membres au conseil (les « **administrateurs de la catégorie B** »).

Les détenteurs d'actions catégorie A, votant séparément comme catégorie, ont le droit d'élire les autres membres au conseil (les « **administrateurs de la catégorie A** »). Les administrateurs de chacune de ces catégories demeurent en fonction pour un même terme et seront égaux à tous égards. Le mandat de chacun d'eux se terminera lors de l'élection de son successeur, à moins qu'il ne démissionne ou que son poste ne devienne vacant en raison de son décès, de sa destitution ou pour un autre motif.

Politique d'élection à la majorité - Le conseil de la Société a adopté une politique prévoyant le vote à la majorité pour l'élection des administrateurs de la catégorie B lors d'une assemblée des actionnaires de la Société où une « élection non contestée » d'administrateurs est tenue. Pour les fins de cette politique, une « élection non contestée » désigne une élection à laquelle le nombre de candidats au poste d'administrateur correspond au nombre de sièges à pourvoir au conseil.

Si le nombre d'abstentions est supérieur au nombre de votes favorables dans le cas d'un candidat au poste d'administrateur de la catégorie B, celui-ci sera considéré, aux fins de la politique, ne pas avoir reçu l'appui des actionnaires, même s'il a été dûment élu au sens du droit des sociétés et il devra soumettre immédiatement sa démission au conseil, démission qui prendra effet dès son acceptation par le conseil.

Suivant la réception d'une démission soumise en vertu de la politique, le CRHR de la Société examinera avec célérité cette démission et recommandera au conseil de l'accepter ou non. Le CRHR tiendra compte de tous les facteurs que ses membres jugeront pertinents, y compris, sans y être limité, les raisons invoquées par les actionnaires, le cas échéant, pour s'abstenir de voter.

Le conseil prendra sa décision quant à l'acceptation ou non de la démission et l'annoncera dans un délai maximal de 90 jours suivant l'assemblée des actionnaires pendant laquelle l'élection a eu lieu. Le conseil acceptera la démission, à moins de circonstances exceptionnelles. Dès qu'il aura pris sa décision, le conseil la diffusera par voie de communiqué de presse. S'il a décidé de refuser la démission, il devra énoncer les motifs à l'appui de sa décision dans le communiqué de presse. La démission prendra effet au moment où elle sera acceptée par le conseil. Sous réserve de toute restriction imposée par la législation, les statuts ou le règlement intérieur de la Société, le CRHR recommandera au conseil soit (i) de laisser le poste à pourvoir vacant jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires, ou (ii) de nommer un nouvel administrateur qui, à son avis, mérite la confiance des actionnaires.

L'administrateur qui donne sa démission conformément à la politique d'élection à la majorité ne peut participer à toute portion de toute rencontre du CRHR ou du conseil lors de laquelle sa démission est examinée.

Dans le cas d'une élection contestée (c.-à-d. si le nombre de candidats à l'élection est supérieur au nombre de sièges à pourvoir au conseil), les candidats qui recevront le nombre de votes le plus élevé seront élus administrateurs de la Société.

Le conseil n'a pas adopté une telle politique pour l'élection des administrateurs de la catégorie A. En effet, cette catégorie d'actions est contrôlée par un actionnaire majoritaire et est donc dispensée de l'obligation relative à l'élection à la majorité, tel que prévu au Guide à l'intention des sociétés de la TSX.

On ne prévoit pas que l'un des candidats à l'élection sera incapable ou, pour quelque motif que ce soit, ne sera plus disposé à exercer la fonction d'administrateur, mais, si tel était le cas avant l'élection, les personnes désignées au formulaire de procuration, ou au formulaire d'instructions de vote, se réservent le droit de voter pour un autre candidat de leur choix, à moins d'indications de la part de l'actionnaire de s'abstenir de voter lors de l'élection des administrateurs.

En l'absence d'instructions, les administrateurs et/ou dirigeants de la Société préalablement désignés au formulaire de procuration, ou au formulaire d'instructions de vote, voteront **EN FAVEUR** de l'élection de chacun des candidats aux postes d'administrateur de la catégorie A ou d'administrateur de la catégorie B, selon le cas.

NOMINATION DE L'AUDITEUR EXTERNE

À l'assemblée, les actionnaires devront nommer l'auditeur externe de la Société qui demeurera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires. Le conseil et le comité d'audit et de gestion des risques recommandent la nomination d'Ernst & Young à titre d'auditeur externe de la Société.

En l'absence d'instructions, les administrateurs et/ou dirigeants de la Société préalablement désignés au formulaire de procuration, ou au formulaire d'instructions de vote, voteront **EN FAVEUR** de la nomination d'Ernst & Young à titre d'auditeur externe de la Société. Ernst & Young agit à titre d'auditeur externe de la Société depuis juin 2008.

La Société intègre par renvoi les informations relatives aux honoraires versés à Ernst & Young au cours des deux derniers exercices de la Société qui sont divulguées à la notice annuelle pour son exercice financier terminé le 31 décembre 2020. La notice annuelle est disponible sur SEDAR au www.sedar.com ou sur le site Web de la Société au www.quebecor.com.

VOTE CONSULTATIF SUR L'APPROCHE DU CONSEIL EN MATIÈRE DE RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

La responsabilité de déterminer les objectifs et principes qui sous-tendent l'approche en matière de rémunération des hauts dirigeants de la Société incombe au conseil, appuyé en cela par le CRHR. Le conseil souhaite expliquer clairement aux actionnaires tous les éléments importants composant la rémunération de la haute direction et de quelle façon son approche est liée aux objectifs de la Société.

Pour une sixième année, le conseil a décidé de soumettre au vote consultatif de ses actionnaires son approche en matière de rémunération des membres de la haute direction. Ainsi, le conseil démontre son engagement envers les actionnaires et reconnaît sa responsabilité quant aux décisions liées à la rémunération de la haute direction. De plus, il considère qu'il est primordial que les actionnaires soient informés et puissent bien comprendre sur quels principes se fondent ses décisions à cet égard. Ce vote consultatif s'inscrit dans le cadre d'un dialogue entre les actionnaires et le conseil en ce qui a trait à l'approche en matière de rémunération. L'information est divulguée à la rubrique « Analyse de la rémunération des membres de la haute direction » de la circulaire.

L'an dernier, la résolution consultative portant sur l'approche du conseil en matière de rémunération des membres de la haute direction a été approuvée par une vaste majorité des détenteurs d'actions de catégorie A et de catégorie B. Les résultats du vote sont les suivants:

CATÉGORIE D' ACTIONS	VOTES EN FAVEUR	%	VOTES CONTRE	%
Catégorie A (10 votes)	71 254 583	99,95	32 200	0,05
Catégorie B (1 vote)	134 376 259	96,05	5 523 958	3,95
Total des votes	846 922 089	99,31	5 845 958	0,69

À l'assemblée, les actionnaires de la Société seront invités à voter sur la résolution consultative suivante :

« **IL EST RÉSOLU**, à titre consultatif et sans que ne soient diminués le rôle et les responsabilités du conseil de la Société, que les actionnaires de la Société acceptent l'approche en matière de rémunération des membres de la haute direction décrite dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction transmise en vue de l'assemblée annuelle des actionnaires de la Société du 13 mai 2021. »

La résolution consultative ci-dessus, sur laquelle les actionnaires sont appelés à se prononcer, ne saurait lier le conseil. Toutefois, le conseil, appuyé du CRHR, en tiendra compte dans le cadre de leur examen futur du principe et des programmes de rémunération des membres de la haute direction.

Le conseil et le CRHR recommandent aux actionnaires de voter **EN FAVEUR** de l'adoption de la résolution consultative portant sur l'approche du conseil en matière de rémunération des membres de la haute direction.

En l'absence d'instructions, les administrateurs et/ou dirigeants de la Société préalablement désignés au formulaire de procuration ou au formulaire d'instructions de vote, voteront **EN FAVEUR** de l'adoption de la résolution consultative portant sur l'approche du conseil en matière de rémunération des membres de la haute direction.

PROPOSITIONS D'ACTIONNAIRE

Trois propositions d'actionnaire ont été déposées par le Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires (le « **MÉDAC** »). Les propositions ainsi que les réponses du conseil sont reproduites en Annexe A de la circulaire. Le MÉDAC a convenu de ne soumettre aucune des propositions à l'assemblée aux fins de vote. Ces propositions sont donc incluses à titre d'information seulement.

AUTRES QUESTIONS

La direction de la Société n'a connaissance d'aucune autre question qui devrait être soumise à l'assemblée. Toutefois, si d'autres questions sont soumises à l'assemblée et qu'elles s'avèrent recevables, les personnes désignées au formulaire de procuration ou au formulaire d'instructions de vote ci-joint voteront sur celles-ci au mieux de leur jugement en vertu du pouvoir discrétionnaire que leur confère la procuration à l'égard de telles questions.

RENSEIGNEMENTS SUR LES CANDIDATS À L'ÉLECTION À UN POSTE D'ADMINISTRATEUR

Chacun des candidats nommés ci-après a exercé l'occupation principale indiquée en regard de son nom pour une période de plus de cinq ans, sauf indication contraire ou comme il est indiqué aux circulaires de sollicitation de procurations antérieures de la Société, selon le cas. Le résultat des votes obtenus pour chacun des candidats aux postes d'administrateur de la catégorie A et de la catégorie B dont la candidature était proposée lors de l'assemblée annuelle tenue le 14 mai 2020 figure dans les renseignements sur les candidats à l'élection aux postes d'administrateur et est également disponible dans le rapport des résultats du vote déposé sur SEDAR au www.sedar.com.

Les renseignements relatifs aux actions détenues ont été fournis par chacun des candidats. Le nombre d'actions, d'unités d'actions différées (« **UAD** ») ainsi que la valeur de ces UAD sont en date du 31 décembre 2020. Pour de plus amples détails relativement à la détention minimale, nous vous référons à la rubrique « Politique de détention minimale des administrateurs » de la circulaire.

ADMINISTRATEURS DE LA CATÉGORIE A



Indépendant

Administrateur depuis 2016

Âge : 59 ans

Montréal

Québec (Canada)

Résultat du vote à l'assemblée annuelle 2020 :

Votes pour : 99,99 %

Abstentions : 0,01 %

Présence aux réunions 2020 : 100 %

Trois principales compétences :

- Fusions/acquisitions
- Finances/Comptabilité/Gestion de risques
- Technologies de l'information et sécurité

ANDRÉ P. BROUSSEAU

André P. Brosseau est président du conseil et chef de la direction de Les Investissements du Musée inc. (anciennement Avenue Capital Markets BNB Inc.), une société de gestion de patrimoine avec des investissements privés au Canada, aux États-Unis et au Brésil qu'il a fondée en 2010.

Il est administrateur, président du comité d'audit et président du comité de rémunération de Groupe DMD connexions santé numériques inc., une société de solutions numériques dont il est l'un des cinq fondateurs et qui se spécialise dans le média numérique pour les sociétés pharmaceutiques. Monsieur Brosseau est également aviseur/propriétaire de Quintess (auparavant Grupo Cimcorp Brazil), une société de technologies de l'information spécialisée dans l'impartition et la gestion d'infrastructures de télécommunication.

Monsieur Brosseau fut président de Blackmont Capital Markets basé à Toronto jusqu'en juin 2009, puis président du conseil pour le Québec jusqu'en mai 2010. De 1994 à 2007, il a occupé plusieurs fonctions exécutives au sein de la Banque CIBC, principalement établi à Toronto, le plus récent à titre de co-chef des divisions Cash Equities et Global Cash Equities de Marchés mondiaux CIBC inc., ainsi qu'à titre de membre du comité exécutif. Monsieur Brosseau est également administrateur, président du comité exécutif et membre du comité d'audit et de gestion des risques et du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise de Québecor Média inc. (« **QMI** ») De plus, il est administrateur et membre du comité d'audit et de gestion des risques de Vidéotron (« **Vidéotron** »).

Monsieur Brosseau détient un Baccalauréat (BSc) en Sciences politiques ainsi qu'une Maîtrise en Sciences politiques de l'Université de Montréal.

Comités du conseil

Membre du comité d'audit et de gestion des risques
Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

Autre poste d'administrateur d'émetteur assujetti

Groupe DMD connexions santé numériques inc.
Administrateur en chef
Président du comité d'audit
Président du comité de rémunération

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2020

Actions détenues	Valeur des actions ¹	UAD détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD détenues	Détention minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
Aucune	s.o.	26 102	856 407 \$	856 407 \$	v

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2020, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.



MICHÈLE COLPRON
FCPA, FCA, ASC,

Madame Colpron est administratrice de sociétés.

Madame Colpron cumule plus de 30 ans d'expérience en tant que cadre pour des institutions financières. Elle a travaillé de 2000 à 2012 à la Caisse de dépôt et placement du Québec et a occupé plusieurs fonctions exécutives dont le poste de vice-présidente principale Gestion financière. Elle a également occupé le poste de vice-présidente, Administration des investissements et, celui de vice-présidente Finance et administration des placements privés. De 1993 à 1999, madame Colpron a occupé des postes de direction en tant que chef des finances à Merrill Lynch Bank (Suisse) S.A. et directrice des finances et des ressources humaines au sein de Standard Chartered Bank (Switzerland) S.A. Elle a fait sa première incursion sur le marché international en 1989 en se joignant à Ernst & Young à Londres, puis à Hong Kong de 1991 à 1993 en tant que directrice de l'audit.

Madame Colpron est Fellow de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (FCPA, FCA). Elle est également administratrice de sociétés certifiée (ASC).

Madame Colpron siège aux conseils d'administration du Fonds de solidarité FTQ depuis 2012, de la Banque de l'infrastructure du Canada et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) depuis 2017. Elle est vice-présidente du conseil d'administration de l'OCRCVM depuis 2020. Elle est membre de divers comités et préside actuellement un comité de finance et audit, un comité des ressources humaines et des régimes de retraite, et un comité de gestion des actifs financiers pour ces conseils d'administration. Elle a également été vice-présidente du conseil d'administration, administratrice et membre de divers comités du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec entre 2012 et 2020. Madame Colpron est également administratrice et membre du comité d'audit et de gestion des risques de QMI et de Vidéo-tron.

Comité du conseil

Membre du comité d'audit et de gestion des risques

Autre poste d'administratrice d'émetteur assujetti

Madame Colpron ne siège au conseil d'administration d'aucun autre émetteur assujetti.

Indépendante

Administratrice depuis 2020

Âge: 57 ans

Saint-Lambert

Québec (Canada)

Résultat du vote à l'assemblée annuelle 2020 :

Votes pour : 99,99 %

Abstentions : 0,01 %

Présence aux réunions 2020 : 100 %

Trois principales compétences :

- Fusions/Acquisitions
- Finances/Comptabilité/Gestion de risques
- Droit/Affaires gouvernementales/réglementaires

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2020

Actions détenues	Valeur des actions ¹	UAD détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD détenues	Détention minimale rencontrée (V) ou date limite pour la rencontrer
Aucune	s.o.	3 135	102 859 \$	102 859 \$	11 mars 2025

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2020, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.



SYLVIE LALANDE

ASC-C.Dir

Sylvie Lalande est vice-présidente du conseil et administrateur en chef de la Société et administratrice de sociétés.

Madame Lalande a occupé divers postes de direction dans le domaine des médias, du marketing, des communications marketing et des communications d'entreprise. Elle était chef des communications de Bell Canada jusqu'en octobre 2001. De 1994 à 1997, elle fut présidente et chef de la direction du Consortium UBI mis sur pied afin de concevoir et exploiter des services de communication interactifs et transactionnels pour les câblodistributeurs. De 1987 à 1994, elle a occupé divers postes de haute direction chez Groupe TVA inc. (« **TVA** ») et chez Le Groupe Vidéotron Itée. Madame Lalande a entrepris sa carrière à la radio pour ensuite mettre sur pied son propre cabinet de services-conseils. En 2006, elle a obtenu une certification universitaire en gouvernance de sociétés du Collège des administrateurs de sociétés de l'Université Laval (« **CAS** »). Elle est également administratrice de sociétés certifiée (ASC). Madame Lalande a été présidente du comité de régie d'entreprise et des ressources humaines et administratrice en chef d'OVIVO inc. jusqu'à sa privatisation en septembre 2016.

Madame Lalande est également vice-présidente du conseil et administrateur en chef, présidente du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise de QMI et administratrice de Vidéotron.

De novembre 2013 à septembre 2017, madame Lalande a été présidente du conseil du CAS. D'avril 2017 à décembre 2019, elle était présidente du conseil de Capital régional et coopératif Desjardins.

Comité du conseil

Présidente du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

Autre poste d'administratrice d'émetteur assujetti

Groupe TVA inc.

Présidente du conseil d'administration

Présidente du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

Indépendante

Administratrice depuis 2011

Âge : 70 ans

Lachute

Québec (Canada)

Résultat du vote à l'assemblée annuelle 2020 :

Votes pour : 99,99 %

Abstentions : 0,01 %

Présence aux réunions 2020 : 100 %

Trois principales compétences :

Communications/Marketing

Médias / Contenu / Divertissement

Télécommunications

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2020

Actions détenues	Valeur des actions ¹	UAD Détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD détenues	Détention minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
4 000 actions catégorie B	131 240 \$	70 119	2 300 604 \$	2 431 844 \$	v

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2020, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.

Madame Lalande détient également 10 817 actions classe B sans droit de vote et 34 187 UAD de TVA.



LE TRÈS HONORABLE BRIAN MULRONEY

C.P., C.C., LL.D.

Le très honorable Brian Mulroney est président du conseil d'administration de la Société et associé principal du bureau d'avocats Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Il a pratiqué le droit avant de devenir président d'Iron Ore du Canada. Il fit ensuite ses débuts en politique, comme Chef du Parti progressiste-conservateur, qu'il mena au pouvoir en septembre 1984. Il fut premier ministre du Canada jusqu'en 1993. Il est retourné à la pratique du droit en s'associant au cabinet montréalais d'envergure internationale Norton Rose Fulbright Canada (auparavant Ogilvy Renault). Il était, jusqu'en mai 2019, administrateur, président du comité de rémunération et membre du comité de régie d'entreprise de Wyndham Worlwide Corporation. Le très honorable Brian Mulroney est président du conseil consultatif international de Société aurifère Barrick et est également président du conseil d'administration de QMI et de Vidéotron.

Il a été fait Compagnon de l'Ordre du Canada ainsi que grand officier de l'Ordre national du Québec.

Comité du conseil

Aucun

Autres postes d'administrateur d'émetteur assujetti

- Acreage Holdings, Inc.
- The Blackstone Group L.P.

Non indépendant

Administrateur depuis 1999

Âge : 82 ans

Montréal

Québec (Canada)

Résultat du vote à l'assemblée annuelle 2020 :

Votes pour : 99,99 %

Abstentions : 0,01 %

Présence aux réunions 2020 : 100 %

Trois principales compétences :

Fusions/Acquisitions

Finances/Comptabilité/Gestion de risques

Droit/Affaires gouvernementales/réglementaires

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2020

Actions détenues	Valeur des actions ¹	UAD détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD détenues	Détention minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
4 000 actions catégorie A	130 880 \$	200 608	6 581 948 \$	6 712 828 \$	v

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2020, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.



ROBERT PARÉ

Robert Paré est conseiller stratégique auprès du cabinet d'avocats Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. depuis février 2018, cabinet dont il était auparavant associé principal spécialisé en gouvernance et droit des sociétés et commercial.

Monsieur Paré est membre du conseil d'administration de l'Institut des administrateurs de sociétés du Canada ainsi que de l'Institut de recherche en immunologie et en oncologie (IRIC). Il est membre du conseil d'administration et membre du comité exécutif de QMI. Monsieur Paré a œuvré à titre d'administrateur de plusieurs autres sociétés telles que Essilor Groupe Canada inc., Groupe ADF inc., Groupe BMTC inc. ainsi que RONA inc., dont il a été membre du comité de mise en candidature et de gouvernance d'avril 2009 à mai 2016 et membre du comité de ressources humaines et de la rémunération de mai 2012 à mai 2016.

Monsieur Paré est titulaire d'un baccalauréat en droit de l'Université Laval et est membre du Barreau du Québec.

Non indépendant

Administrateur depuis 2014
 Âge : 66 ans
 Westmount
 Québec (Canada)

Résultat du vote à l'assemblée annuelle 2020 :

Votes pour : 99,99 %
 Abstentions : 0,01 %

Présence aux réunions 2020 : 100 %

Trois principales compétences :

- Fusions/Acquisitions
- Droit/Affaires gouvernementales/réglementaires
- Commerce de détail

Comité du conseil

Aucun

Autre poste d'administrateur d'émetteur assujetti

Banque Nationale du Canada
 Membre du comité de révision et de gouvernance

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2020

Actions détenues	Valeur des Actions ¹	UAD Détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD détenues	Détention minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
33 000 actions catégorie B	1 082 730 \$	34 931	1 146 086 \$	2 228 816 \$	v

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2020, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.



ÉRIK PÉLADEAU

Érik Péladeau est président de Cie de Publications Alpha inc., une société de portefeuille.

Il était, jusqu'au 30 juin 2018, président de Groupe Lelys inc., une société dont il avait fait l'acquisition en 1984 et qui se spécialise dans l'impression d'étiquettes en flexographie.

Monsieur Péladeau est associé aux différentes entreprises de Québecor au sein de laquelle il a travaillé plus de 28 années. Il a notamment été à l'origine de la diversification de l'offre de contenu numérique de l'entreprise grâce à la création de Québecor Multimédia. Érik Péladeau a siégé au conseil d'administration de Québecor inc. de janvier 1988 à mai 2010, notamment à titre de vice-président du conseil et au conseil de QMI de janvier 2001 à septembre 2009, notamment à titre de vice-président et président du conseil.

Érik Péladeau s'implique activement au sein de plusieurs œuvres philanthropiques. Il est membre du conseil de QMI et a aussi été membre du conseil d'administration de Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. de 1993 à 2008.

Non indépendant

Administrateur depuis 2015

Âge : 66 ans

Lorraine

Québec (Canada)

Résultat du vote à l'assemblée annuelle 2020 :

Votes pour : 99,99 %

Abstentions : 0,01 %

Présence aux réunions 2020 : 100 %

Trois principales compétences :

Fusions/Acquisitions

Médias/Contenu/Divertissement

Commerce de détail

Comité du conseil

Aucun

Autre poste d'administrateur d'émetteur assujetti

Monsieur Péladeau ne siège au conseil d'administration d'aucun autre émetteur assujetti.

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2020

Actions détenues	Valeur des Actions ¹	UAD Détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD détenues	Détention minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
------------------	---------------------------------	--------------	---------------------------------------	---	---

200 actions catégorie A	19 668 \$	26 174	858 769 \$	878 437 \$	v
400 actions catégorie B					

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2020, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.

Monsieur Péladeau détient également 19 200 actions classe B sans droit de vote de TVA.

ADMINISTRATEURS DE LA CATÉGORIE B



Indépendante

Administratrice depuis 2018
 Âge : 69 ans
 Blainville
 Québec (Canada)

Résultat du vote à l'assemblée annuelle 2020 :

Votes pour : 99,47 %
 Abstentions : 0,53 %

Présence aux réunions 2020 : 100 %

Trois principales compétences :

- Fusions/Acquisitions
- Finances/Comptabilité/Gestion de risques
- Commerce de détail

CHANTAL BÉLANGER

FPCA, FCGA, ASC-C.Dir

Chantal Bélanger est administratrice de sociétés.

À l'emploi de la Banque Laurentienne de 1986 à 2006, elle a occupé différents postes dont celui de première vice-présidente, Services aux particuliers pour le Québec. Elle a aussi été ombudsman de la Banque et directrice de l'audit interne et informatique.

Madame Bélanger a été administratrice, vice-présidente du conseil, présidente du comité d'audit et du comité d'évaluation de portefeuilles et membre du comité de gouvernance et des ressources humaines de Capital régional et coopératif Desjardins de 2012 à 2019. Elle a également été administratrice et membre de divers comités du conseil d'administration de Ovivo inc. de 2011 à 2016, année de sa privatisation. Elle été administratrice et présidente du comité d'audit de la Régie des Rentes du Québec de 2009 à 2015, administratrice de l'Institut des administrateurs de sociétés de 2009 à 2013, administratrice, présidente du comité d'audit et membre de plusieurs comités de la Société des Alcools du Québec de 2002 à 2010.

Depuis 2014, madame Bélanger est administratrice et présidente du comité d'audit de Société de services financiers fonds FMOQ inc. Elle est également administratrice et membre du comité d'audit et de gestion des risques de QMI et de Vidéotron.

Madame Bélanger est membre fellow de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (FPCA, FCGA) et détient une certification en gouvernance de sociétés auprès du CAS. Elle est également administratrice de sociétés certifiée (ASC). Madame Bélanger est présidente du conseil d'administration du CAS depuis septembre 2017 et siège à ce conseil depuis 2016.

Comité du conseil

Membre du comité d'audit et de gestion des risques

Autre poste d'administratrice d'émetteur assujetti

Industries Lassonde inc.
 Présidente du comité d'audit
 Membre du comité des ressources humaines et de rémunération
 Membre du comité de régie d'entreprise

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2020

Actions détenues	Valeur des actions ¹	UAD détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD	Détention minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
1 000 actions catégorie B	32 810 \$	11 238	368 719 \$	401 529 \$	v

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2020, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.



LISE CROTEAU

FCPA, FCA, ASC

Lise Croteau est administratrice de sociétés.

Madame Croteau a amorcé sa carrière en tant qu'auditeur avant de rejoindre Hydro-Québec en 1986 où elle a occupé des postes de contrôle et de direction financière de responsabilité croissante. De 2015 à 2018, elle a occupé le poste de vice-présidente exécutive et chef de la direction financière d'Hydro-Québec en plus d'assurer les fonctions de présidente-directrice par intérim de mai à juillet 2015.

Madame Croteau est membre de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec depuis 1984 et s'est vu décerner le titre de Fellow en 2008 (FCPA, FCA). Elle est également administratrice de sociétés certifiée (ASC).

En 2016, le Réseau des femmes exécutives (Women's Executive Network ou WXN) l'a nommée au palmarès des cent femmes les plus influentes du Canada. En 2017, Le Financial Executives International Canada (FEI Canada – Section Québec) lui a décerné le prix « As de la finance » dans la catégorie « Dirigeant financier d'une grande entreprise ».

Madame Croteau est gouverneure de la Fondation de recherche en administration de l'Université de Sherbrooke (FRAUS), fondation pour laquelle elle a également été administratrice jusqu'en mai 2019. Madame Croteau était membre du conseil d'administration de la Fondation de l'Institut de Cardiologie de Montréal et de son comité d'audit jusqu'en avril 2019. Elle a également siégé au conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal.

Comité du conseil

Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

Autres postes d'administratrice d'émetteur assujetti

Boralex inc.

Présidente du comité d'audit

Membre du comité d'investissement et de gestion des risques

Total S.E.

Membre du comité d'audit

Indépendante

Administratrice depuis 2019

Âge: 60 ans

Mont-Tremblant

Québec (Canada)

Résultat du vote à l'assemblée annuelle 2020 :

Votes pour : 99,98 %

Abstentions : 0,02 %

Présence aux réunions 2020 : 100 %

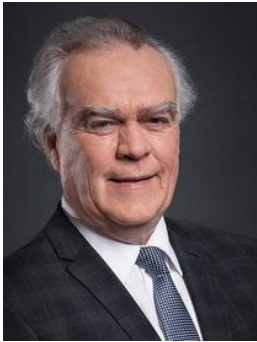
Trois principales compétences :

- Finances/Comptabilité/Gestion de risques
- Droit/Affaires gouvernementales/réglementaires
- Technologies de l'information et sécurité

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2020

Actions détenues	Valeur des actions ¹	UAD Détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD	Détention minimale rencontrée (V) ou date limite pour la rencontrer
Aucune	s.o.	3 055	100 235 \$	100 235 \$	17 juin 2024

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2020, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.



NORMAND PROVOST

Normand Provost est administrateur de sociétés.

De mai 2014 à décembre 2015, il était conseiller au président de la Caisse de dépôt et placement du Québec (la « **Caisse** »), l'un des plus importants gestionnaires de fonds institutionnels au Canada et en Amérique du Nord. Au service de la Caisse depuis 1980, il a occupé, d'octobre 2003 à mai 2014, le poste de premier vice-président, Placements privés et, entre 1995 et 2003, plusieurs fonctions allant de conseiller et gestionnaire en placement à l'intention de moyennes entreprises, à président de la filiale de placements privés CDP Capital d'Amérique Investissements inc. En plus de ses responsabilités dans le secteur de l'investissement, monsieur Provost a occupé le poste de chef des opérations de la Caisse d'avril 2009 à mars 2012 et siégeait également au comité de direction. Il a de plus assumé la direction de l'ensemble des initiatives de la Caisse au Québec entre septembre 2009 et mai 2014.

Monsieur Provost est administrateur, membre du comité exécutif et président du comité d'audit et de gestion des risques de QMI et administrateur et président du comité d'audit et de gestion des risques de Vidéotron. De plus, il siège à la fois au conseil de surveillance et au comité des rémunérations et des ressources humaines du Groupe Kéolis S.A.S., et en préside le comité d'audit et de gestion des risques depuis septembre 2020. Depuis mars 2015, monsieur Provost siège également au conseil d'administration et préside le comité de placements de Desjardins Sécurité financière. De janvier 2018 à décembre 2019, monsieur Provost a siégé au conseil d'administration d'Investissement Québec et présidait le comité de gestion des risques. Enfin, depuis janvier 2019, monsieur Provost est président du conseil d'administration de Groupe Germain.

Indépendant

Administrateur depuis 2013

Âge : 66 ans

Brossard

Québec (Canada)

Résultat du vote à l'assemblée annuelle 2020 :

Votes pour : 99,43 %

Abstentions : 0,57 %

Présence aux réunions 2020 : 100 %

Trois principales compétences :

- Fusions/Acquisitions
- Finances/Comptabilité/Gestion de risques
- Télécommunications

Comité du conseil

Président du comité d'audit et de gestion des risques

Autre poste d'administrateur d'émetteur assujetti

Monsieur Provost ne siège au conseil d'administration d'aucun autre émetteur assujetti.

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2020

Actions détenues	Valeur des actions ¹	UAD détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD détenues	Détention minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
Aucune	s.o.	28 448	933 379 \$	933 379 \$	v

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2020, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.

Grille des compétences des candidats à l'élection

Le CRHR veille à ce que la composition du conseil soit optimale. Pour ce faire, il maintient une grille des compétences afin de s'assurer que les membres du conseil possèdent l'expérience, l'expertise et les connaissances professionnelles et opérationnelles pertinentes et suffisamment variées pour s'acquitter des responsabilités reliées à la fonction d'administrateur et pour administrer efficacement la Société.

Chacun des candidats au poste d'administrateur possède des compétences clés, dont l'expérience à titre de membre d'un conseil d'une société ouverte ou fermée et en gouvernance d'entreprise, celle-ci étant habituellement acquise à titre de cadre supérieur ou d'administrateur d'une société ouverte. Tous les candidats au poste d'administrateur possèdent également un haut sens de l'éthique, de solides compétences financières ainsi que de l'expérience en ressources humaines et en relations de travail.

La grille des compétences ci-dessous fait état des trois principales compétences pour chacun des candidats au poste d'administrateur.

Candidats à l'élection	Fusions / Acquisitions	Communications / Marketing	Finances / Comptabilité / Gestion de risques	Droit / Affaires gouvernementales / réglementaires	Médias / Contenu / Divertissement	Télécommunications	Technologies de l'information et sécurité	Commerce de détail
Chantal Bélanger	√		√					√
André P. Brosseau	√		√				√	
Michèle Colpron	√		√	√				
Lise Croteau			√	√			√	
Sylvie Lalande		√			√	√		
Brian Mulrone	√		√	√				
Robert Paré	√			√				√
Érik Péladeau	√				√			√
Normand Provost	√		√			√		

Définition des domaines d'expertise

Fusions / Acquisitions : Expérience dans le cadre d'importantes opérations de fusions et d'acquisitions.

Communications / Marketing : Expérience à titre de cadre supérieur ou d'administrateur dans le secteur des communications ou du marketing.

Finances / Comptabilité / Gestion de risques : Expérience ou compréhension de la comptabilité financière, de la présentation de l'information financière / normes internationales d'information financière et/ou expérience des contrôles des risques internes, en évaluation des risques, en gestion et/ou en communication des risques.

Droit / Affaires gouvernementales / réglementaires : Expérience légale et/ou expérience auprès d'organismes gouvernementaux pertinents et/ou concernant les politiques gouvernementales au Canada ou compréhension de celles-ci et/ou expérience en

environnement réglementaire avec des organismes tels que le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications ou le Bureau de la concurrence.

Médias / Contenus / Divertissement : Expérience à titre de cadre supérieur, d'administrateur ou d'entrepreneur dans le secteur des médias ou du contenu (audiovisuel, imprimés) et/ou dans le domaine artistique et culturel et/ou en gestion d'événements.

Télécommunications : Expérience de cadre supérieur ou d'administrateur dans le secteur des télécommunications.

Technologies de l'information et sécurité : Expérience ou connaissances liées aux solutions technologiques, à l'exploitation des données, à la sécurité et à la domotique.

Commerce de détail : Expérience à titre de cadre supérieur ou d'administrateur dans le secteur du commerce au détail.

Information additionnelle sur les candidats à l'élection

À la connaissance de la Société et selon l'information fournie par les candidats à l'élection, au cours des dix dernières années, aucun des candidats à l'élection, à l'exception de la personne mentionnée ci-dessous (i) n'est ou n'a été administrateur ou membre de la haute direction d'une autre société qui a, pendant que la personne exerçait cette fonction ou dans l'année suivant la cessation de cette fonction, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de toute législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou n'a vu un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite être nommé pour détenir ses biens, ou ii) n'a fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou n'a vu un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite être nommé pour détenir ses biens.

André P. Brosseau était administrateur de Virtutone Network inc. jusqu'en novembre 2014. Cette société a déposé en janvier 2015 un avis d'intention de faire une proposition aux termes de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

À la connaissance de la Société et selon l'information fournie par les candidats à l'élection, au cours des dix dernières années, aucun des candidats à l'élection, à l'exception de la personne mentionnée ci-dessous, n'est ou n'a été administrateur, chef de la direction ou chef des finances d'une société qui a fait l'objet d'une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance semblable, ou s'est vu refuser le droit de se prévaloir de toute dispense pouvant être accordée en vertu de la législation canadienne en valeurs mobilières, pendant plus de trente jours consécutifs, alors que cet administrateur ou membre de la haute direction exerçait les fonctions d'administrateur, chef de la direction ou chef des finances ou à la suite de la cessation de ces fonctions mais en raison d'un événement survenu pendant que cette personne exerçait une de ces fonctions.

Le 5 mai 2012, André P. Brosseau était administrateur d'Aptilon Corporation (maintenant Groupe DMD connexions santé numériques inc.) alors que ses titres ont fait l'objet d'une interdiction d'opérations émise par l'Autorité des marchés financiers dans le contexte du défaut d'avoir déposé ses états financiers annuels 2011, son rapport de gestion et ses attestations annuelles connexes. En juillet 2012, une interdiction d'opérations similaire a été émise par les commissions des valeurs mobilières de la Colombie-Britannique, du Manitoba, de l'Alberta et de l'Ontario. Le 22 février 2013, une interdiction d'opérations similaire a aussi été émise par la commission des valeurs mobilières de l'Alberta, qui visait également le défaut de produire les états financiers, les rapports de gestion intermédiaires et les attestations y afférentes pour l'exercice financier 2011 et les périodes financières terminées les 31 mars, 30 juin et 30 septembre 2012. Ces interdictions furent levées en août 2014 et les actions de Groupe DMD connexions santé numériques inc. ont été transigées à nouveau à la Bourse NEX le 22 octobre 2014.

INFORMATION RELATIVE À LA GOUVERNANCE

La rubrique qui suit a pour but de fournir aux actionnaires et aux autres parties intéressées l'information relative aux pratiques de la Société en matière de gouvernance, lesquelles sont conformes aux exigences en matière de présentation de l'information et d'inscription de la Bourse de Toronto et aux règles en matière de gouvernance qui sont énoncées dans l'*Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance* et le *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques de gouvernance* (collectivement, les « **règles en matière de gouvernance** »).

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Composition du conseil

Dans un but d'efficacité opérationnelle, depuis 2013, les administrateurs de la Société sont également administrateurs de QMI. Le conseil est actuellement composé de neuf administrateurs. Chaque année, le CRHR, composé entièrement d'administrateurs indépendants, examine la taille et la composition du conseil et de ses comités, la diversité de l'expérience des membres du conseil eu égard aux besoins de la Société et formule les recommandations appropriées au conseil.

Pour ce faire, le CRHR revoit annuellement une grille des compétences qu'il croit nécessaires de retrouver au sein du conseil et tient également compte de l'évaluation de la contribution de chacun des administrateurs. De plus, le CRHR, en consultation avec le conseil, maintient à jour une liste d'éventuels candidats au poste d'administrateur et s'assure que les candidatures féminines soient bien représentées dans cette démarche.

Lorsqu'un siège au conseil doit être pourvu, la politique sur la sélection des candidats au poste d'administrateur et la diversité au conseil prévoit que le président du conseil amorce un dialogue avec les membres du conseil et, à sa demande, que le CRHR recherche des candidatures en lien avec la ligne de pensée dominante qui s'est dégagée des discussions, et en fonction des qualités personnelles et des critères de qualifications requis pour les besoins du conseil. Le recours à une firme de recrutement peut être envisagé dans certains cas. La présidente du CRHR recommande au président du conseil une liste des candidatures potentielles. Le président du conseil et la présidente du CRHR rencontrent le président et chef de la direction pour discuter de cette liste et sélectionner la candidature la plus appropriée. Le président du conseil ou le président et chef de la direction rencontre le ou la candidat(e) recommandé(e) afin de valider son intérêt à siéger au conseil de la Société ainsi que sa disponibilité. Le président du conseil recommande ensuite au conseil la candidature retenue.

Préavis pour la mise en candidature d'administrateurs

La Société a adopté un règlement relatif au préavis pour la mise en candidature d'administrateurs (le « **Règlement** »), ratifié par les actionnaires en mai 2015. Le Règlement établit les conditions permettant aux détenteurs d'actions catégorie A et d'actions catégorie B de la Société d'exercer leur droit de proposer la candidature d'administrateurs en fixant un délai à l'intérieur duquel de telles candidatures doivent être proposées à la Société par un actionnaire avant une assemblée annuelle ou extraordinaire d'actionnaires.

Aux termes du Règlement, l'actionnaire qui souhaite présenter un ou des candidats à l'élection des administrateurs doit, en temps opportun, en aviser par écrit le secrétaire de la Société au siège social de celle-ci. Pour que soient respectés les délais, l'avis de l'actionnaire doit être reçu (i) dans le cas d'une assemblée annuelle des actionnaires, au moins 30 jours avant la date de l'assemblée annuelle, ou tout report ou ajournement de celle-ci, étant entendu que si l'assemblée annuelle des actionnaires doit être tenue moins de 50 jours après la date de la première annonce publique de la date de l'assemblée, l'avis de l'actionnaire peut être reçu au plus tard à la fermeture des bureaux le 10^e jour suivant l'annonce publique; et (ii) dans le cas d'une assemblée extraordinaire des actionnaires (qui n'est pas aussi une assemblée annuelle) convoquée aux fins de l'élection d'administrateurs, au plus tard à la fermeture des bureaux le 15^e jour suivant la première annonce publique de la date de l'assemblée extraordinaire. La forme et la teneur de l'avis sont aussi prescrites par le Règlement. Le conseil peut, à son entière discrétion, renoncer à toute exigence prévue au Règlement.

Pour l'application du Règlement, l'« annonce publique » d'une assemblée s'entend d'une communication d'information par voie de communiqué de presse diffusé par un service de presse national au Canada, ou dans un document déposé publiquement par la Société sur SEDAR à www.sedar.com.

INDÉPENDANCE DES CANDIDATS À L'ÉLECTION

Les normes des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (« **ACVM** ») recommandent qu'au moins la majorité des administrateurs soient indépendants. Agissant sur la recommandation du CRHR, le conseil a la responsabilité de déterminer si chaque administrateur est indépendant ou non. Pour guider cette analyse, le conseil se réfère aux critères d'indépendance des administrateurs des ACVM qui prévoient qu'est indépendant un administrateur qui n'a pas de relation importante, directe ou indirecte, avec la Société, ce qui comprend une relation, qui de l'avis du conseil, pourrait raisonnablement entraver l'exercice du jugement indépendant de l'administrateur.

L'information concernant les relations qu'entretient chacun des administrateurs avec Québecor ou les sociétés membres de son groupe est recueillie au moyen de l'une ou de plusieurs des sources suivantes : les réponses des administrateurs à un questionnaire détaillé, l'information biographique des administrateurs, les registres internes, des vérifications externes et toute discussion requise avec nos administrateurs. Dans le cadre des évaluations du conseil concernant l'indépendance, celui-ci a examiné les relations qu'entretient chaque administrateur avec Québecor et son actionnaire de contrôle en regard des critères d'indépendance susmentionnés et toutes les opérations, relations et ententes pertinentes avec des sociétés ou des organisations avec qui nos administrateurs peuvent avoir des liens.

Le conseil s'est plus particulièrement penché sur l'indépendance des candidats aux postes d'administrateur de la catégorie B. Mesdames Bélanger et Croteau ainsi que monsieur Provost n'ont aucun lien d'affaires avec la Société ou son actionnaire de contrôle.

Par suite de cette évaluation, le conseil a déterminé que chacun des membres actuels du conseil et chacun des candidats aux postes d'administrateur est indépendant (à l'exception du président du conseil, le très honorable Brian Mulroney, de Robert Paré et d'Érik Péladeau) et n'a pas de relation importante avec Québecor. Compte tenu de cette analyse, plus de la majorité, soit 67 %, des candidats proposés à l'élection au conseil sont indépendants de la Société.

Le tableau suivant présente l'analyse du statut pour les candidats à l'élection qualifiés de non indépendants.

Candidat à l'élection	Indépendant	Non indépendant	Raison(s) expliquant le statut de non indépendance
Chantal Bélanger	√		
André P. Brosseau	√		
Michèle Colpron	√		
Lise Croteau	√		
Sylvie Lalande	√		
Le très honorable Brian Mulroney		√	Le très honorable Brian Mulroney est associé principal du cabinet Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l., principaux conseillers juridiques de la Société et de ses filiales. De plus, il reçoit des honoraires de consultation (voir le « Tableau de la rémunération des administrateurs » de la présente circulaire).
Robert Paré		√	Robert Paré est conseiller stratégique du cabinet Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l., importants conseillers juridiques de la Société et de ses filiales.
Érik Péladeau		√	Érik Péladeau a des liens familiaux avec Pierre Karl Péladeau, actionnaire de contrôle et président et chef de la direction de la Société.
Normand Provost	√		

Administrateur en chef et comités du conseil

Le conseil a nommé une vice-présidente du conseil et administrateur en chef qui est indépendante et tous les membres du comité d'audit et de gestion des risques et du CRHR doivent être indépendants au sens des critères d'indépendance des ACVM. Le conseil a déterminé, en date de la circulaire, que tous les membres du comité d'audit et de gestion des risques et du CRHR sont indépendants.

Séances à huis clos

Une réunion des administrateurs, sans la présence des membres de la direction, est tenue après chaque réunion régulière du conseil et de ses comités, ce qui favorise des discussions libres et ouvertes entre les administrateurs. Cette réunion est suivie d'une réunion à laquelle seuls les administrateurs indépendants discutent en privé. La vice-présidente du conseil et administrateur en chef préside les séances à huis clos.

DIVERSITÉ ET REPRÉSENTATION FÉMININE AU CONSEIL ET À LA HAUTE DIRECTION

La Société reconnaît les avantages de la diversité des genres au sein de son conseil et de sa haute direction tout comme dans le reste de l'entreprise.

Représentation féminine au conseil

Le conseil a toujours été sensible à la question de la représentation féminine au conseil. Il considère que la diversité donne lieu à des échanges plus riches et la présence de femmes qui occupent 44 % des sièges au conseil, dont l'une d'elles est vice-présidente du conseil et administrateur en chef et présidente du CRHR, en témoigne.

En janvier 2017, le conseil, sur recommandation du CRHR, a adopté une politique écrite sur la sélection des candidats au poste d'administrateur et la diversité au conseil qui est venue formaliser la procédure de sélection des candidats d'alors qui encourageait déjà la recherche de la diversité des expériences chez les candidats.

Cette politique prévoyait notamment que le conseil visait l'atteinte d'une cible pour la composition du conseil selon laquelle au moins 40 % des sièges seraient occupés par des femmes au plus tard à la levée de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de 2020. Suite à l'atteinte de cette cible en 2019, la politique a été amendée et le conseil s'est engagé à ce que 40 % des sièges au conseil soient occupés par des femmes étant entendu que cette proportion pourrait être temporairement moindre que 40 % pour des raisons exceptionnelles.

Chaque année, le CRHR évalue si le processus de mise en candidature est efficace et s'il permet à la Société d'atteindre les objectifs en matière de diversité décrits qu'il s'est fixés. Afin de mesurer l'efficacité de la politique, le CRHR tient compte de sa recherche et de son examen de la candidature d'éventuels membres du conseil au cours de l'exercice précédent et de la manière dont cette politique a pu influencer la recherche et l'examen des candidatures. Le CRHR fait rapport au conseil à ce sujet.

Représentation féminine à la direction

La Société accorde une importance au leadership féminin et vise une bonne représentation de femmes à travers l'organisation. En effet, plusieurs femmes occupent actuellement des postes de direction au sein de la Société et de ses filiales et, dans le cadre du processus de planification de la relève, tant la direction que le CRHR s'assurent que les femmes constituent une forte relève à ces postes.

Diverses initiatives ont été mises en place au sein de la Société et ses filiales afin de reconnaître le leadership et la contribution des femmes à tous les niveaux dans l'organisation, de propulser le talent au féminin et d'inspirer les femmes à occuper des fonctions de gestion et ainsi assurer la diversité hommes/femmes à tous les niveaux de gestion. Parmi ces initiatives, au cours de l'année 2020, une deuxième conférence *Femmes d'exception* animée par madame Marie-Claude Barrette a été organisée. Un peu plus de 500 employés et employées de la Société ont assisté à cette conférence au cours de laquelle France Lauzière, présidente et chef de la direction de TVA et chef du contenu de Québecor Contenu et Sylvie Lalonde, vice-présidente du conseil et administrateur en chef de Québecor et présidente du conseil d'administration de TVA, ont été conviées à titre de

conférencières afin de mettre en lumière les défis et les choix personnels et professionnels auxquels elles ont dû faire face pour se donner les moyens de leurs ambitions. De plus, le 19 février 2020, se tenait le premier Gala *Femmes d'exception* visant à remettre les prix Femme d'exception et Relève aux deux lauréates parmi les 12 nominations de femmes s'étant démarquées par leur leadership, leur créativité, leur engagement et leur dévouement au sein de la Société. Finalement, afin d'encourager et de soutenir la relève des femmes dans le milieu de la télévision, TVA a mis sur pied un plan d'action visant à atteindre la parité d'ici 2025, avec un pourcentage global de 50 % de femmes dans ses productions originales de langue française pour les rôles clés de réalisatrice, productrice et scénariste. Se déclinant en trois volets, le plan d'action se compose d'incitatifs afin que plus de femmes occupent des postes clés et appuie diverses initiatives paritaires afin de favoriser le leadership féminin et d'assurer une meilleure représentativité des femmes dans l'industrie.

Le tableau suivant présente un portrait de la représentation féminine au sein de Québecor et ses filiales en date du 31 décembre 2020.

	Femmes	Femmes occupant un poste de gestion	Comités de direction
Québecor	63 %	45 %	37 %
TVA	49 %	54 %	33 %
Groupe Sports & Divertissement	41 %	55 %	29 %
Vidéotron	30 %	29 %	20 %
Secteurs livres, journaux et numérique	48 %	60 %	47 %
Pourcentage total	36 %	39 %	40 %

La Société n'a pas adopté de cibles ou des proportions spécifiques en matière de diversité pour des postes de direction puisque les nominations sont fondées sur un ensemble de critères dont les mérites de la personne ainsi que son expérience et ses compétences. Toutefois, les nominations de membres de la direction prennent notamment en compte, le niveau de représentation des femmes à des postes de direction.

APPARTENANCE COMMUNE À D'AUTRES CONSEILS

Le conseil ne limite pas le nombre de ses administrateurs qui siègent au même conseil d'un autre émetteur assujéti, mais il revoit cette information et estime pertinent de la communiquer. En date des présentes, aucun des candidats à l'élection ne siège à d'autres conseils d'émetteurs assujétis avec un autre candidat.

MANDAT DU CONSEIL

Le conseil de la Société est ultimement responsable de la gestion de l'entreprise dans son ensemble et de la direction de ses opérations. Le conseil de la Société a approuvé et adopté un mandat officiel qui décrit la composition, les responsabilités et le mode de fonctionnement du conseil (le « **mandat du conseil** »). Le mandat du conseil est revu chaque année par le CRHR qui, lorsqu'il le juge à propos, recommande au conseil d'y apporter des modifications.

Le mandat du conseil prévoit que le conseil est chargé de la supervision de la gestion des affaires commerciales et internes de la Société, avec comme objectif l'augmentation de la valeur pour les actionnaires. Même si la direction gère les activités quotidiennes, le conseil a un devoir de gérance et, à ce titre, il doit superviser de façon efficace et indépendante les activités de la Société.

Une copie du mandat du conseil est jointe aux présentes à titre d'annexe « B » et est également disponible sur le site Web de la Société au www.quebecor.com.

DESCRIPTIONS DE FONCTIONS

Les descriptions de fonctions sont revues annuellement par le CRHR qui, lorsqu'il le juge à propos, recommande au conseil d'y apporter des modifications.

Président du conseil

Le président du conseil voit au bon fonctionnement du conseil. Il doit s'assurer que le conseil s'acquitte efficacement des tâches liées à son mandat et que les administrateurs comprennent clairement et respectent les limites entre les responsabilités du conseil et celles de la direction.

Vice-présidente du conseil et administrateur en chef

La vice-présidente du conseil et administrateur en chef remplit toutes les fonctions dévolues au président du conseil lors de son absence ou incapacité d'agir, notamment présider les réunions du conseil et les assemblées annuelles des actionnaires. Elle assiste le président du conseil dans ses fonctions. Le président du conseil n'étant pas un administrateur indépendant, la vice-présidente du conseil et administrateur en chef préside les réunions des administrateurs indépendants qui sont tenues à huis clos afin de donner aux administrateurs l'opportunité de discuter de façon ouverte de certains sujets. Elle aide le conseil à agir indépendamment de la direction et de tout actionnaire important de la Société.

Président de comité

Selon les descriptions de fonctions de chacun des présidents de comité, le rôle principal de ceux-ci est de s'assurer que leur comité respectif s'acquitte efficacement des tâches liées à son mandat. Les présidents de comité doivent rendre compte régulièrement au conseil des activités de leur comité.

Responsabilités du président et chef de la direction

Le conseil a élaboré et approuvé une description des responsabilités du président et chef de la direction de la Société.

Le président et chef de la direction est notamment chargé de la mise en œuvre des objectifs stratégiques et d'affaires de la Société et de l'exécution des décisions du conseil. Il doit de plus mettre en place les processus requis afin de favoriser au sein de l'organisation une culture d'entreprise basée sur l'intégrité, la discipline et la rigueur financière.

PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Le conseil supervise et dirige le processus de planification stratégique de la Société de manière à s'assurer que la direction établisse et mette en œuvre des stratégies appropriées. Il incombe principalement à la direction de présenter et de recommander le plan stratégique et d'expliquer les options stratégiques qui s'offrent à la Société ainsi que les éléments clés du plan.

Le conseil tient habituellement une séance de deux jours chaque année, qui est axée expressément sur la planification stratégique et dans le cadre de laquelle il obtient des comptes rendus de la direction principale et des dirigeants des différentes unités d'affaires sur des sujets pertinents. Cette séance, qui est consacrée exclusivement à ces sujets, permet une discussion et un examen approfondis des risques et des perspectives ainsi que des impératifs stratégiques.

PLANIFICATION DE LA RELÈVE

Le conseil, appuyé en cela par le CRHR, s'assure qu'un plan de relève est en place pour les membres de la haute direction de la Société. Le CRHR revoit annuellement et analyse le plan de relève préparé par la direction de Québec et fait rapport au conseil. Ce plan de relève est soumis pour l'ensemble des secteurs d'activités. Ainsi, la relève provient de l'ensemble des talents de Québec et de ses filiales, ce qui permet d'assurer la meilleure relève pour les postes de haute direction. Le processus de planification annuelle de la relève vise trois groupes : la relève de la haute direction, les postes jugés critiques par la direction ainsi que les hauts potentiels de l'ensemble de l'organisation. Ceci n'empêche pas par ailleurs d'envisager pour certains postes une relève provenant de l'externe.

Au cours de ce processus, le profil des compétences des personnes occupant des postes clés et leur relève est analysé de façon approfondie par le CRHR. Les hauts potentiels de l'entreprise sont ainsi identifiés et la direction s'assure que leur développement professionnel est à l'avant-plan pour chacun d'eux. Le processus de planification de la relève est mis en œuvre pour toutes les unités d'affaires, afin d'assurer une gestion efficace des talents.

ORIENTATION ET FORMATION CONTINUE

Le mandat du CRHR prévoit qu'il est responsable d'élaborer et de revoir le programme d'orientation et de formation continue à l'intention des administrateurs. Les administrateurs ont accès en tout temps, via le portail électronique qui leur est dédié, au guide à l'intention des administrateurs (le « **Guide** »), lequel est mis à jour sur une base continue. Ce Guide contient notamment les mandats et les plans de travail du conseil et des comités, le code d'éthique, les principales politiques ainsi que des renseignements utiles sur la Société.

Lors de leur nomination, les nouveaux administrateurs sont conviés à une séance d'orientation portant, entre autres, sur le fonctionnement du portail électronique de la Société leur permettant notamment de repérer toute l'information utile sur Québecor contenue au Guide. La vice-présidente du conseil et administrateur en chef, de concert avec le secrétaire corporatif, les accompagnent dans l'apprentissage de leur rôle d'administrateur de la Société et les informent des pratiques de la Société en matière de gouvernance et notamment du rôle du conseil, de ses comités et de chaque administrateur. De plus, les nouveaux administrateurs ont accès, via le portail électronique qui leur est dédié, aux textes des présentations faites lors des journées de formation antérieures à leur nomination. La haute direction de Québecor fournit des renseignements historiques et prospectifs relativement à la position sur le marché, à l'exploitation et à la situation financière de la Société, et ce, afin de s'assurer que les nouveaux administrateurs comprennent la nature, le fonctionnement et les orientations de la Société.

Également, les membres de la direction font régulièrement des présentations au conseil sur les principaux secteurs d'activités de Québecor et sur les grandes tendances anticipées quant à ses principales activités. Les administrateurs participent aux journées stratégiques du conseil où les grandes orientations ainsi que les plans stratégiques de la Société et de ses filiales sont présentés et approuvés.

Les administrateurs ont également accès via le portail électronique à des rapports d'analystes, des rapports médiatiques et d'autres documents susceptibles de les tenir informés de toute évolution touchant la Société ou son contexte réglementaire. Ils peuvent communiquer en tout temps avec les membres de la direction pour discuter de présentations au conseil ou d'autres questions d'intérêt.

Chaque année, le conseil tient une journée de formation au cours de laquelle les administrateurs reçoivent de l'information plus exhaustive sur certains aspects techniques ou sur les activités de la Société et ses filiales. En 2020, les administrateurs ont notamment reçu les présentations suivantes :

- Une mise à jour de l'évolution technologique et des modes de consommation des services offerts par QMI;
- Une présentation sur le service à la clientèle de Vidéotron;
- Une mise à jour sur le projet de transformation organisationnelle de Vidéotron; et
- Une formation sur la gouvernance des données et la cybersécurité.

Consciente de l'importance pour les administrateurs de maintenir à jour leurs connaissances et habilités, à se perfectionner et à acquérir de nouvelles compétences pertinentes à leur fonction, la Société offre aux administrateurs d'assister à des sessions de formation organisées par des firmes spécialisées sur des sujets d'intérêt, dont elle assume les coûts. Ces formations portent notamment sur la gouvernance, l'environnement réglementaire, la gestion stratégique, la gestion du risque, les ressources humaines, la gestion de la performance, la planification de la relève ainsi que l'information et la gestion financière. En 2020, les administrateurs ont assisté à un certain nombre d'événements de la sorte dans divers domaines pertinents à leur rôle d'administrateur.

Par ailleurs, plusieurs administrateurs participent de leur propre initiative à divers événements de formation portant sur des sujets liés à l'exercice du rôle d'administrateur par des établissements d'enseignement, des ordres professionnels ou des organismes similaires, ou agissent à titre de conférenciers sur des sujets liés à la fonction d'administrateur de sociétés.

INTERACTION AVEC LES ACTIONNAIRES

Le conseil croit en l'importance d'un dialogue ouvert et constructif avec les actionnaires. Au cours des dernières années, la Société a posé des gestes concrets pour améliorer ses communications avec ses actionnaires notamment grâce aux pratiques suivantes :

- Le site Web de la Société où l'on retrouve une section dédiée aux relations avec les investisseurs de la Société;
- Les conférences téléphoniques avec les analystes financiers, les investisseurs institutionnels et les actionnaires où sont présentés et commentés les résultats annuels et trimestriels de la Société;
- Les initiatives continues en matière de relations avec les investisseurs et la participation à des conférences reliées au secteur;
- Les échanges avec des groupes de défense des actionnaires et les investisseurs; et
- Publication d'un rapport sur la responsabilité sociale d'entreprise (« RSE ») à l'intérieur du rapport d'activité.

De plus, notre service des relations avec les investisseurs répond à toute demande ou question reçue des actionnaires. Toute personne peut communiquer avec ce service par courriel à relations.investisseurs@quebecor.com et leur demande sera acheminée à la personne concernée.

Sensible aux préoccupations des actionnaires, le conseil a également mis en place plusieurs mesures, principalement :

- L'adoption du vote consultatif sur l'approche du conseil en matière de rémunération de la haute direction;
- La divulgation séparée des votes par catégorie d'actions, comme on peut le voir sur SEDAR à www.sedar.com;
- L'adoption d'une politique pour favoriser la présence des femmes au conseil fixant à 40 % le nombre de sièges au conseil devant être occupés par des femmes;
- L'adoption d'une politique de récupération de la rémunération incitative versée pour certains membres de la haute direction;
- L'adoption de restrictions en matière de négociation et d'opérations de couverture;
- L'adoption d'une politique de détention minimale à l'intention des administrateurs; et
- L'adoption d'une politique de détention minimale des hauts dirigeants en matière d'actionariat.

Le conseil et ses comités examinent et passent en revue d'autres initiatives en matière d'interaction qu'ils estiment susceptibles de renforcer l'engagement à long terme de la Société envers ses actionnaires, afin de promouvoir les processus permettant aux actionnaires d'exprimer leurs points de vue sur les questions de gouvernance et de rémunération et d'autres sujets. La Société est d'avis qu'une telle interaction l'aide à s'acquitter de ses responsabilités au mieux de ses intérêts, de ceux de ses actionnaires et les autres parties prenantes.

RESPONSABILITÉ SOCIALE D'ENTREPRISE

En matière de responsabilité sociale, la Société reconnaît l'importance de maintenir de bonnes pratiques environnementales, sociales et de gouvernance pour créer une valeur durable pour ses actionnaires et les autres parties prenantes.

En tant que leader responsable et engagé au sein de la société québécoise, Québecor s'est donné comme mission de s'impliquer et de faire une différence dans sa communauté. Dans le cadre de cet engagement, la Société a mis sur pied un comité RSE composé de gestionnaires et professionnels de Québecor, qui effectue une veille des tendances, développe les orientations et coordonne les initiatives dans ce domaine. Le comité RSE fait rapport de ses activités à la haute direction ainsi qu'au CRHR.

Québecor a à cœur de contribuer à la vitalité économique, sociale et culturelle du Québec et sa stratégie RSE se déploie à travers chacun des engagements suivants :

- **L'engagement philanthropique** : Québecor s'investit activement dans la culture et la collectivité québécoise en soutenant des causes qui font une réelle différence dans plusieurs sphères de la Société;

- **L'engagement envers les employés** : consciente que les employés constituent sa plus grande valeur, Québecor s'engage à leur offrir une expérience de travail stimulante, mobilisante, équilibrée et saine; et
- **L'engagement envers l'environnement** : Québecor pose des gestes concrets afin de réduire son empreinte écologique et elle encourage ses clients, ses fournisseurs et la population à faire de même.

En 2020, Québecor a mis en place plusieurs initiatives de responsabilité sociale. En voici quelques exemples:

- Plus de 400 organismes ont été soutenus représentant un engagement philanthropique d'une valeur de plus de 28 M\$ en 2020 dont le Festival international du film Black de Montréal, la Fondation Émergence et la Fondation Les petits rois;
- Afin de lutter contre les changements climatiques, Québecor a lancé un ambitieux plan d'action visant à accélérer l'électrification de la totalité de ses quelque 1 100 véhicules, dont plus de 200 véhicules de Vidéotron d'ici 2024. Le plan s'articule autour de l'achat de voitures électriques et de la conversion des moteurs à essence des camions légers de la Société en moteurs électriques;
- Depuis de création en 2012, le programme *On recycle* de Vidéotron a permis de collecter plus de 8,7 millions de produits et accessoires électroniques à des fins de réemploi et de recyclage;
- Depuis la création des Bourses Pierre-Péladeau, 2,3 M\$ ont été remis afin de soutenir le démarrage de plus de 60 entreprises dont près de la moitié sont toujours en activité;
- Le grand événement télévisuel *Une chance qu'on s'a*, diffusé à TVA et à Télé-Québec, et présenté en partenariat avec le gouvernement du Québec, a permis de remettre 2 M\$ aux organismes SOS violence conjugale ainsi qu'aux Petits Frères qui a pour mission de contrer l'isolement des aînés;
- En guise de solidarité et de loyauté envers les employés qui ont dû être mis à pied temporairement, Québecor et ses filiales ont mis sur pied un programme de bonification des prestations d'aide gouvernementale;
- Des formations et différentes mesures ont été mises en place pour faciliter la transition vers le télétravail et encadrer celui-ci;
- TVA a maintenu les services de nouvelles en continu accessibles à tous via ses diverses plateformes de diffusion et a offert gratuitement la chaîne spécialisée d'information « LCN » tout au long du deuxième trimestre ainsi qu'entre le 15 octobre et le 15 décembre 2020; et
- Pendant une partie de l'année 2020, Vidéotron a suspendu les plafonds de données sur tous les forfaits Internet résidentiels et affaires de ses clients afin de favoriser la mise en place de mesures de télétravail efficaces au sein des entreprises québécoises et de permettre à ses clients de rester connectés avec leurs proches durant la pandémie de la COVID-19.

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, nous vous référons au Rapport d'activités de Québecor qui peut être consulté à la section Investisseurs ainsi qu'à la section Responsabilité sociale du site Web de Québecor au www.quebecor.com.

ÉTHIQUE COMMERCIALE ET DIVERSES POLITIQUES INTERNES

La réputation de la Société ainsi que la confiance que lui témoignent ceux avec qui elle fait affaire sont indissociables de son succès. Québecor est soucieuse de gérer son entreprise dans le respect de certaines valeurs qui répondent aux plus hautes normes d'intégrité et d'excellence.

Dans cette optique, la Société a adopté un code d'éthique (le « **Code** ») afin de s'assurer que ses administrateurs, dirigeants et employés ainsi que ceux de ses filiales (à l'exception de TVA et Vidéotron qui ont chacune leur propre code d'éthique) agissent en accord avec ces valeurs. Le Code est remis à tous les employés au moment de leur embauche et ces derniers s'engagent à le respecter.

La personne responsable des ressources humaines de QMI, conjointement avec le vice-président, Audit interne de QMI, ont la responsabilité de diffuser annuellement le Code à tous les employés et d'obtenir d'eux la confirmation qu'ils en ont pris connaissance. Tous les deux ans, la Société procède à une révision complète du Code afin de s'assurer qu'il reflète l'évolution de l'industrie dans laquelle elle exerce ses activités. Un nouvel exemplaire du Code est mis à la disposition des employés lorsqu'une révision a lieu. De plus, la Société a mis en place un programme de formation auprès de l'ensemble des adhérents au Code sur des sujets comme la cybersécurité, la protection des données personnelles et le harcèlement.

La dernière révision du Code s'est faite en 2021. Celui-ci a fait l'objet d'une mise à jour afin, notamment, de préciser les bons comportements éthiques lorsqu'un employé est en télétravail, une réalité qui s'est accrue pour un grand nombre d'employés en 2020. Il est disponible sur SEDAR à www.sedar.com et sur le site Web de la Société à www.quebecor.com. Le CRHR examine et approuve toutes les modifications qui y sont apportées.

Le vice-président, Audit interne de QMI fait rapport trimestriellement au comité d'audit et de gestion des risques concerné sur les plaintes en matière d'éthique (portant sur les conflits d'intérêts, les dossiers et registres de la Société, l'utilisation des biens de la Société et l'information confidentielle), les transactions d'initiés, les fonds de la Société et la conduite en matière de concurrence qui lui ont été rapportés via la ligne de dénonciation de manquements à l'éthique exploitée par un tiers indépendant et/ou directement au service des ressources humaines et les actions prises par l'entreprise afin de corriger la situation si nécessaire. Le président du comité d'audit et de gestion des risques en fait rapport à chaque réunion régulière du conseil. Le vice-président, Audit interne de QMI fait également rapport annuellement au CRHR sur l'ensemble des plaintes reçues.

Ni le conseil, ni le CRHR, n'ont accordé de dérogation au Code à un administrateur ou à un membre de la haute direction au cours des douze derniers mois et pour l'ensemble de 2020. Par conséquent, aucune déclaration de changement important n'a été nécessaire ni déposée.

Le comité d'audit et de gestion des risques revoit les opérations entre apparentés. Tous les ans, les administrateurs et les hauts dirigeants de la Société doivent déclarer dans un questionnaire tout conflit d'intérêts et ils ont l'obligation d'aviser la Société par la suite si leur situation venait à changer. Le secrétaire corporatif de la Société révise les questionnaires complétés par les administrateurs et fait rapport au CRHR à propos de tout manquement, réel ou appréhendé, aux dispositions du Code en matière de conflits d'intérêts. Lorsqu'un administrateur se trouve dans une situation de conflit d'intérêts lors de toutes discussions ayant lieu lors d'une réunion du conseil ou de l'un de ses comités, il doit déclarer son intérêt et se retirer de façon à ne pas prendre part aux discussions ou aux décisions qui seront prises, le cas échéant. Ceci est noté au procès-verbal de la réunion.

En plus de veiller au respect du Code, le conseil a adopté diverses politiques internes pour encourager et promouvoir une culture d'éthique commerciale.

Ainsi, une politique relative à l'utilisation d'informations privilégiées et aux transactions d'initiés a été approuvée par le conseil et rappelle aux administrateurs, membres de la direction et employés de la Société qui disposent d'information confidentielle susceptible d'affecter le cours ou la valeur au marché des titres de la Société ou de toute tierce entreprise partie à des négociations importantes, qu'il est interdit de transiger les actions de Québecor ou de l'autre entreprise concernée, tant que l'information n'a pas été intégralement diffusée et qu'un délai raisonnable ne se soit écoulé depuis sa diffusion publique. De plus, les administrateurs et dirigeants de la Société, et toutes les autres personnes qui sont des initiés de Québecor, ne peuvent transiger les titres de Québecor durant certaines périodes d'interdiction prévues à ladite politique. Cette politique inclut également l'interdiction pour les initiés assujettis d'acheter des instruments financiers tel que plus amplement décrit à la rubrique « Pratiques en matière de gestion des risques liés à la rémunération » de l'analyse de la rémunération de la circulaire.

Enfin, la politique de communication de l'information encadre les communications de la Société à l'intention du public investisseur afin que celles-ci soient diffusées en temps opportun, qu'elles soient conformes aux faits et exactes et largement diffusées conformément aux exigences légales et réglementaires pertinentes.

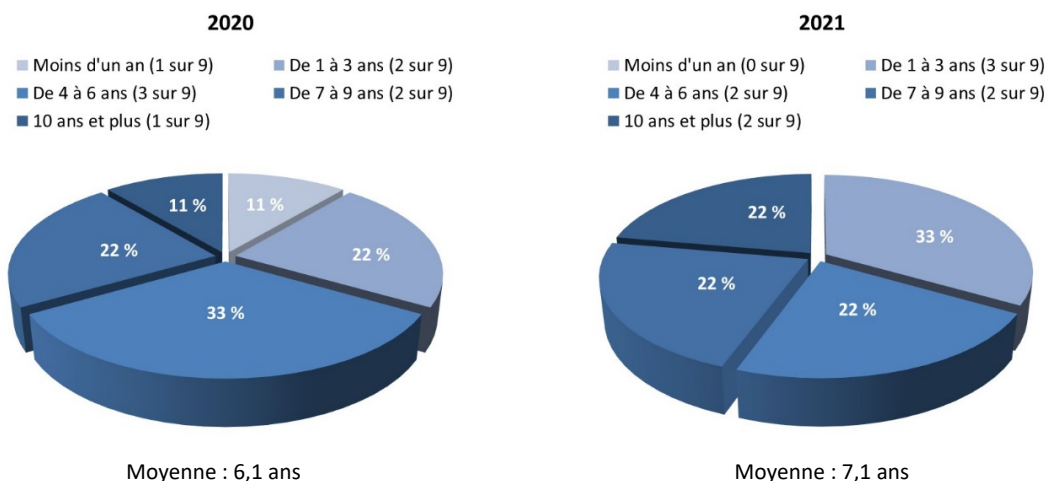
DURÉE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS ET ÂGE LIMITE POUR SIÉGER AU CONSEIL

La Société n'a pas fixé un âge limite pour siéger au conseil ni établi de limite pour la durée du mandat des administrateurs. Le CRHR et le conseil sont d'avis que le fait d'obliger les administrateurs à prendre leur retraite à un certain âge priverait le conseil de l'apport précieux d'administrateurs qui ont acquis au fil des ans une expérience, une expertise et une connaissance approfondie de la Société. Nous croyons qu'un administrateur peut agir de façon indépendante de la direction même s'il siège au conseil depuis plusieurs années.

La Société considère que les critères qui devraient prévaloir dans le choix des candidats au poste d'administrateur sont les connaissances et l'expérience du candidat. Elle s'efforce cependant d'atteindre un équilibre entre le besoin de compter dans

ses rangs des membres ayant une expérience approfondie de la Société d'une part, et le besoin de se renouveler et d'avoir de nouvelles perspectives d'autre part. On retrouve à la section composition du conseil de la présente rubrique une description des mécanismes de renouvellement au conseil.

Tel que le démontrent les diagrammes suivants, le nombre moyen d'années d'ancienneté des administrateurs qui siégeaient au conseil en 2020 était de 6,1 ans et sera de 7,1 ans pour ceux dont l'élection est proposée en 2021. Ceci est de nature à créer un sain équilibre au conseil entre un apport de longue date (plus particulièrement celui du président du conseil) qui permet d'assurer une stabilité, et une vision plus nouvelle.



Si l'on tient compte des 22 années où Érik Péladeau a siégé au conseil de Québecor, soit de janvier 1988 à mai 2010, la moyenne serait de 8,6 années pour 2020 et de 9,6 années pour 2021.

ÉVALUATION

Le mandat du conseil prévoit qu'il a la responsabilité d'évaluer le conseil dans son ensemble. Ainsi, chaque président de comité rend compte au conseil sur une base annuelle du travail effectué au cours du dernier exercice financier et dépose une attestation indiquant si le comité a couvert les éléments requis par son mandat.

Il revient à la vice-présidente du conseil et administrateur en chef d'évaluer la contribution de chacun des administrateurs au moyen d'un questionnaire confidentiel qui évalue l'efficacité du fonctionnement du conseil et de rencontres individuelles. Lors de ces rencontres, la vice-présidente du conseil et administrateur en chef revoit notamment avec chaque administrateur l'évaluation faite par chacun d'eux de l'efficacité du conseil et des comités ainsi que la contribution de ses membres. Rapport en est fait au président du conseil et au conseil sur une base annuelle et cette évaluation est prise en compte par le CRHR dans son analyse de la composition du conseil. Par ailleurs, le conseil évalue annuellement en collégialité le président du conseil et la vice-présidente du conseil et administrateur en chef lors d'une réunion à huis clos. Le conseil attache beaucoup d'importance à la conduite de telles évaluations sans avoir recours à un consultant externe. Ceci permet d'avoir une approche taillée sur mesure et de bénéficier de l'apport de chaque administrateur individuellement.

PRÉSENCES AUX RÉUNIONS DU CONSEIL ET DES COMITÉS

Le tableau ci-dessous indique la présence des administrateurs aux réunions du conseil et de ses comités tenues au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Administrateurs	Conseil et comités	Présence aux réunions
Chantal Bélanger	Conseil	6/6
	Comité d'audit et de gestion des risques	8/8
André P. Brosseau	Conseil	6/6
	Comité d'audit et de gestion des risques	8/8
	Comité des ressources humaines et de régie d'entreprise	5/5
Michèle Colpron	Conseil	6/6
	Comité d'audit et de gestion des risques ¹	5/5
Lise Croteau	Conseil	6/6
	Comité des ressources humaines et de régie d'entreprise	5/5
Sylvie Lalande	Conseil	6/6
	Comité des ressources humaines et de régie d'entreprise	5/5
Brian Mulroney	Conseil	6/6
Robert Paré	Conseil	6/6
Érik Péladeau	Conseil	6/6
Normand Provost	Conseil	6/6
	Comité d'audit et de gestion des risques	8/8
Taux de participation	Réunions du conseil	100 %
	Réunions des différents comités	100 %

1. Michèle Colpron a été nommée membre du comité d'audit et de gestion des risques le 14 mai 2020.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

Dans un souci d'économie et d'efficacité, les conseils d'administration de la Société et de QMI sont miroirs, c'est-à-dire que les administrateurs de la Société sont également administrateurs de QMI. Le coût des honoraires et jetons de présence payables aux administrateurs est assumé à 40 % par la Société et à 60 % par QMI, à l'exception des honoraires du président du conseil et de la vice-présidente du conseil et administrateur en chef de la Société qui sont assumés à 50 % par la Société.

Le CRHR a la responsabilité de revoir la rémunération des administrateurs et de recommander tout ajustement jugé nécessaire. La rémunération des administrateurs n'a connu aucune augmentation depuis 2015.

Tous les administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société ont reçu, au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2020, la rémunération suivante :

Rémunération annuelle	\$
Présidence du conseil ¹	390 000
Vice-présidence du conseil et administrateur en chef	20 000
Honoraires de base des administrateurs	90 000
Présidence du comité d'audit et de gestion des risques	30 000
Présidence du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise	26 000
Membres du comité d'audit et de gestion des risques (sauf la présidence)	15 000
Membres du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise (sauf la présidence)	17 000
Membres du comité exécutif (QMI seulement)	5 000
Jetons de présence – Montant forfaitaire	20 000

1. Le président du conseil ne touche pas de rémunération additionnelle à titre d'administrateur et aucun jeton de présence ne lui est versé pour sa participation aux réunions du conseil.

Régime d'UAD à l'intention des administrateurs

Dans le but de rapprocher davantage les intérêts des administrateurs de ceux de ses actionnaires, la Société a mis en place un régime d'UAD à l'intention des administrateurs (le « régime d'UAD »). Aux termes du régime d'UAD, chaque administrateur a l'obligation de recevoir une portion de sa rémunération sous forme d'UAD, cette portion étant égale à au moins 50 % des honoraires de base à titre d'administrateur (« portion obligatoire »). Sous réserve de certaines conditions, chaque administrateur peut choisir de recevoir sous forme d'UAD jusqu'à 100 % de la rémunération globale qui lui est payable à l'égard de ses services à titre d'administrateur, y compris le solde de sa rémunération annuelle à titre d'administrateur, ses jetons de présence et tous les autres honoraires qui lui sont payables. Lorsque l'administrateur atteint le seuil de détention minimale requis décrit à la rubrique « Politique de détention minimale des administrateurs » de la présente circulaire, la portion obligatoire est réduite à un minimum de 10 % de ses honoraires de base annuels à titre d'administrateur.

Le compte de l'administrateur établi aux termes du régime d'UAD est crédité, le dernier jour de chaque trimestre financier de la Société, du nombre d'UAD établi en fonction des sommes payables à chaque administrateur à l'égard du trimestre financier en question, divisé par la valeur d'une UAD. Aux fins de l'inscription des UAD au crédit d'un administrateur, la valeur d'une UAD à une date donnée correspond au cours moyen pondéré des actions catégorie B à la Bourse de Toronto au cours des cinq

jours de négociation précédant immédiatement cette date. Les UAD prennent la forme d'une inscription en compte et les UAD portées au crédit du compte d'un administrateur ne peuvent être converties en espèces tant que l'administrateur demeure membre du conseil. Les UAD ne sont pas cessibles autrement que par testament ou autre document testamentaire ou conformément aux lois en matière de dévolution successorale.

Les UAD donnent le droit de recevoir des dividendes versés sous forme d'UAD additionnelles au même taux que celui qui s'applique, de temps à autre, aux dividendes versés sur les actions catégorie B.

Après qu'il ait cessé d'être un administrateur de la Société, le régime d'UAD prévoit que la totalité ou une partie des UAD créditées au compte de l'administrateur est rachetée à sa demande par la Société et sa valeur lui est payée. Le rachat de toutes les UAD doit avoir lieu au plus tard le 15 décembre de la première année civile suivant celle où l'administrateur a cessé d'être admissible à titre de participant au régime d'UAD. La Société n'a racheté aucune UAD au cours du dernier exercice. Aux fins du rachat d'UAD, la valeur d'une UAD correspond à la valeur marchande d'une action catégorie B à la date de rachat, soit le cours de clôture des actions catégorie B à la Bourse de Toronto le dernier jour de négociation précédant la date de rachat.

Politique de détention minimale des administrateurs

Le conseil de la Société a adopté une politique de détention minimale des administrateurs qui est entrée en vigueur le 7 mai 2015. Depuis cette date, chaque administrateur de la Société qui n'est pas membre de la direction doit, dans un délai de cinq ans suivant (i) le moment où il se joint au conseil de la Société ou (ii) la date d'adoption de la politique de détention minimale des administrateurs, selon l'échéance la plus tardive, devenir propriétaire d'actions ou d'UAD de la Société dont la valeur représente au moins trois fois le total des honoraires de base annuels reçus à titre d'administrateur (le « **seuil de détention minimale** ») et, dans le cas du président du conseil, une somme équivalente au seuil de détention minimale prescrit pour les administrateurs.

Une fois le délai de cinq ans expiré, chaque administrateur qui n'est pas membre de la direction devra maintenir une telle détention minimale pendant toute la durée de son mandat. Les tableaux suivants fournissent le détail de la rémunération annuelle et des jetons de présence versés aux administrateurs pour l'année 2020, ainsi qu'un sommaire de la répartition des honoraires.

Tableau de la rémunération des administrateurs

Nom	Honoraires					Attributions fondées sur des actions		Autre rémunération (\$)	Rémunération totale versée (\$)
	Rémunération annuelle de base (\$)	Jetons de présence (\$)	Rémunération président de comité (\$)	Rémunération membre de comité (\$)	Total des honoraires (\$)	Attributions en vertu du Régime d'UAD (\$) ¹	Dividendes versés sous forme d'UAD (\$)		
Chantal Bélanger	45 000	20 000	–	15 000	80 000 ²	45 000	7 124	10 000 ³	142 124
André P. Brosseau	45 000	20 000	5 000	32 000	102 000 ⁴	45 000	18 528	10 000 ³	175 528
Manon Brouillette	15 799	3 901	–	–	19 700	1 756	192	–	21 648
Michèle Colpron	36 346	16 154	–	9 478	61 978 ⁵	36 346	722	6 319 ³	105 365
Lise Croteau	45 000	20 000	–	17 000	82 000 ⁶	45 000	1 558	–	128 558
Sylvie Lalande	45 000	20 000	46 000 ⁷	–	111 000 ⁸	45 000	53 076	150 000 ⁹	359 076
Brian Mulroney	390 000	–	–	–	390 000 ¹⁰	–	155 325	100 000 ¹¹	645 325
Robert Paré	45 000	20 000	–	5 000	70 000 ¹²	45 000	25 925	–	140 925
Érik Péladeau	45 000	20 000	–	–	65 000 ¹³	45 000	19 095	760 977 ¹⁴	890 072
Normand Provost	45 000	20 000	30 000	5 000	100 000 ¹⁵	45 000	20 403	25 000 ¹⁶	190 403
TOTAL	757 145	160 055	81 000	83 478	1 081 678	353 102	301 948	1 062 296	2 799 024

1. Représente la portion obligatoire en vertu du régime d'UAD.
2. Madame Bélanger a choisi de recevoir la totalité de cette somme en UAD.
3. Rémunération à titre de membre du comité d'audit et de gestion des risques de Vidéotron.
4. Monsieur Brosseau a choisi de recevoir la totalité de cette somme en UAD.
5. Madame Colpron a choisi de recevoir la totalité de cette somme en UAD.
6. De cette somme, madame Croteau a choisi de recevoir l'équivalent de 16 400 \$ en UAD.
7. Cette somme inclut la rémunération que madame Lalande a reçue à titre de vice-présidente du conseil et administrateur en chef.
8. Madame Lalande a choisi de recevoir la totalité de cette somme en UAD.
9. Rémunération à titre de présidente du conseil de TVA. De cette somme, 15 000 \$ ont été versés sous forme d'UAD de TVA.
10. De cette somme, monsieur Mulroney a choisi de recevoir l'équivalent de 195 000 \$ en UAD.
11. Rémunération à titre de consultant.
12. Monsieur Paré a choisi de recevoir la totalité de cette somme en UAD.
13. Monsieur Péladeau a choisi de recevoir la totalité de cette somme en UAD.
14. Rente annuelle de retraite. Cette rente a été acquise au cours des 32 années où monsieur Péladeau fut à l'emploi de la Société et de QMI.
15. Monsieur Provost a choisi de recevoir la totalité de cette somme en UAD.
16. Rémunération à titre de président du comité d'audit et de gestion des risques de Vidéotron.

Ventilation des honoraires reçus à titre d'administrateurs de Québecor et ses filiales

Nom	Répartition des honoraires	
	Au comptant (\$)	En UAD (\$)
Chantal Bélanger	10 000	132 124
André P. Brosseau	10 000	165 528
Manon Brouillette	19 700	1 948
Michèle Colpron	6 319	99 046
Lise Croteau	65 600	62 958
Sylvie Lalande	135 000	224 076
Brian Mulroney	295 000	350 325
Robert Paré	—	140 925
Érik Péladeau	760 977	129 095
Normand Provost	25 000	165 403
Total	1 327 596	1 471 428

Attributions fondées sur des actions

Le tableau suivant indique, pour chaque administrateur, les UAD de la Société en cours au 31 décembre 2020. À cette même date, les administrateurs détenaient ensemble une valeur totale de 13 249 006 \$ en UAD et ne détenaient aucune option d'achat d'actions de la Société.

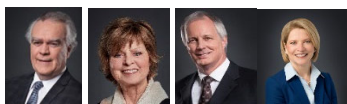
Administrateurs	Attributions à base d'actions		Détenion minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
	UAD dont les droits n'ont pas été acquis (#)	Valeur marchande ou de paiement des UAD dont les droits n'ont pas été acquis ¹ (\$)	
Chantal Bélanger	11 238	368 719	v
André P. Brosseau	26 102	856 407	v
Michèle Colpron	3 135	102 859	11 mars 2025
Lise Croteau	3 055	100 235	17 juin 2024
Sylvie Lalande	70 119	2 300 604	v
Brian Mulroney	200 608	6 581 948	v
Robert Paré	34 931	1 146 086	v
Érik Péladeau	26 174	858 769	v
Normand Provost	28 448	933 379	v

1. La valeur marchande des UAD est fondée sur le cours moyen pondéré des actions catégorie B à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours de négociation précédant immédiatement le 31 décembre 2020, lequel s'établissait à 32,81 \$ l'action. En vertu du régime d'UAD, les UAD ne deviennent acquises que lorsque l'administrateur cesse d'être membre du conseil.

INFORMATION SUR LES COMITÉS

Le conseil a mis sur pied deux comités permanents, soit le comité d'audit et de gestion des risques et le CRHR, qui se composent tous d'administrateurs indépendants, afin de faciliter l'exercice de ses fonctions et de ses responsabilités et de remplir les exigences des lois et des règlements applicables. Le conseil nomme habituellement les membres des comités pour un mandat d'un an après l'assemblée annuelle des actionnaires. Pour connaître la nouvelle composition des comités après l'assemblée, veuillez consulter la page Gouvernance de la section Investisseurs du site Web de la Société, au www.quebecor.com.

COMITÉ D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES



Président : Normand Provost

Membres : Chantal Bélanger, André P. Brosseau et Michèle Colpron

Mandat

Le comité d'audit et de gestion des risques aide le conseil à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance i) de l'efficacité des contrôles internes et financiers, ii) de la qualité et de l'intégrité de la présentation des états financiers et de l'information financière et iii) des processus d'identification et de gestion des risques d'entreprise de la Société. Il surveille également le respect par la Société de ses engagements financiers ainsi que des exigences légales et réglementaires régissant les questions de présentation de l'information financière et de gestion des risques financiers.

La Société intègre par renvoi les informations additionnelles sur son comité d'audit et de gestion des risques qui sont divulguées à la notice annuelle pour son exercice financier terminé le 31 décembre 2020. La notice annuelle est disponible sur SEDAR au www.sedar.com et sur le site Web de la Société.

Membres

Le comité d'audit et de gestion des risques est composé de monsieur Normand Provost, à titre de président du comité, de monsieur André P. Brosseau et de mesdames Chantal Bélanger et Michèle Colpron. Tous les membres du comité d'audit et de gestion des risques sont indépendants et ont des compétences financières au sens de la réglementation des ACVM. Des renseignements sur l'expérience de chacun des membres du comité d'audit et de gestion des risques sont également contenus dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Réunions

Le comité d'audit et de gestion des risques tient au moins une réunion par trimestre et rend compte de ses activités au conseil. Les activités qui sont revues par le comité d'audit et de gestion des risques sont décrites dans son mandat et dans son plan de travail annuel. À chaque réunion trimestrielle, le comité d'audit et de gestion des risques a l'occasion de rencontrer en privé, au moyen de séances à huis clos, le chef de la direction financière, l'auditeur interne et les auditeurs externes. De plus, il tient à chaque réunion une séance à huis clos, en l'absence de la direction.

Points saillants de 2020

Le comité d'audit et de gestion des risques a tenu huit réunions en 2020. Au cours de ces réunions, tel que le prévoit son mandat, le comité d'audit et de gestion des risques a continué à se concentrer sur cinq éléments principaux :

- Évaluation de la qualité et de la pertinence de l'information financière communiquée.
- Examen du caractère adéquat des politiques et processus en matière de contrôle interne à l'égard de l'information financière.
- Gestion des risques incluant, notamment, les risques opérationnels liés aux technologies de l'information et à la cybersécurité, ainsi que les risques stratégiques et opérationnels liés à la pandémie de la COVID-19.

- Suivi de l'application des Normes internationales d'information financière (« IFRS »).
- Supervision de tous les aspects des fonctions d'audit interne et externe.

En 2020, le comité a changé son nom, passant de « comité d'audit » à « comité d'audit et de gestion des risques », officialisant ainsi son rôle de surveillance et de gestion des risques d'entreprise de la Société.

Présentation de l'information financière

- Le comité d'audit et de gestion des risques a assisté aux présentations du chef de la direction financière de la Société et a posé des questions sur les résultats financiers et opérationnels trimestriels et annuels de la Société, y compris à l'égard des informations sectorielles, par rapport aux résultats de périodes antérieures.
- Il a passé en revue avec la direction et l'auditeur externe, la qualité et l'acceptabilité des conventions comptables de la Société et toute proposition de modification de celles-ci, incluant (i) toutes les conventions et pratiques comptables essentielles utilisées (ii) les autres traitements possibles de l'information financière qui ont fait l'objet de discussions avec la direction, les effets de leur utilisation et le traitement préconisé par l'auditeur externe et (iii) la divulgation et l'effet des éventualités et du caractère raisonnable des provisions, réserves et estimations pouvant avoir une incidence importante sur la présentation de l'information financière.
- Il a vérifié que le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société étaient prêts à attester l'exactitude des états financiers consolidés intermédiaires et annuels et documents d'information connexes, comme l'exigent les lois sur les valeurs mobilières canadiennes, et en a discuté avec eux.
- Il a passé en revue avec la direction et l'auditeur externe les états financiers consolidés annuels audités et les états financiers consolidés trimestriels non audités de la Société et de ses filiales et a obtenu de la direction des explications sur tous les écarts importants avec les périodes correspondantes, avant de recommander au conseil de les approuver et d'approuver leur publication et leur dépôt, y compris les communiqués de presse et les rapports de gestion connexes.
- Il a passé en revue les principaux documents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières contenant de l'information financière, y compris la notice annuelle, avant de recommander au conseil de les approuver et d'approuver leur divulgation publique ou leur dépôt auprès des autorités compétentes.

Auditeur externe

- Le comité d'audit et de gestion des risques a surveillé les travaux de l'auditeur externe et a examiné et approuvé le plan d'audit annuel.
- Il a rencontré à tous les trimestres les représentants de l'auditeur externe en l'absence de la direction.
- Il a examiné et autorisé au préalable l'ensemble des services d'audit et approuvé au préalable tous les autres services non liés à l'audit fournis par les auditeurs externes à la Société et ses filiales pour l'exercice 2020.
- Il s'est assuré du respect des exigences légales et réglementaires quant à (i) la rotation des associés de l'auditeur externe responsables des dossiers de la Société et (ii) la participation de l'auditeur externe au programme du Conseil canadien sur la reddition de comptes.
- Il a évalué le caractère adéquat de la politique en matière d'indépendance de l'auditeur externe.
- Il a élaboré avec la direction le plan de mise en place du processus d'évaluation complète et approfondie de l'auditeur externe tous les cinq ans et a procédé à l'évaluation annuelle de ce dernier auprès de chaque membre du comité d'audit et de gestion des risques et des employés-clés impliqués dans la gestion financière. L'évaluation a porté notamment sur divers facteurs tels que l'évaluation des qualifications professionnelles de l'associé responsable et de son équipe, la qualité des discussions et échanges survenus avec les représentants de l'auditeur externe au cours de l'exercice, la qualité des plans d'audit ainsi que les honoraires.
- Il a recommandé au conseil de soumettre au vote des actionnaires le renouvellement du mandat de l'auditeur externe pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020. Cette recommandation est faite après considération, notamment, des résultats de l'évaluation annuelle de l'auditeur externe.
- Il a examiné et recommandé au conseil d'approuver la rémunération de l'auditeur externe pour les services d'audit rendus au cours de l'exercice 2019.

Gestion des risques

- Le comité d'audit et de gestion des risques a passé en revue et surveillé la gestion des principaux risques opérationnels de la Société et de ses filiales importantes et a passé en revue les rapports sur les méthodes mises en œuvre par la direction pour protéger les biens et les systèmes d'information de la Société, incluant les aspects de cybersécurité.
- Il a assisté à des présentations périodiques au sujet des stratégies de limitation du risque mises en place par des membres de la haute direction qui sont responsables de risques particuliers.

Contrôles et procédures de communication et contrôle interne

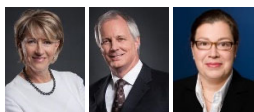
- Le comité d'audit et de gestion des risques a examiné le programme d'audit interne, de même que sa portée et sa capacité d'assurer l'efficacité des systèmes de contrôle interne et l'exactitude de l'information financière qui est communiquée.
- Il a passé en revue les rapports trimestriels sur les activités d'audit interne.
- Il a obtenu l'assurance de l'indépendance et de l'efficacité de la fonction d'audit interne et veillé à ce que la fonction d'audit interne dispose des ressources nécessaires à la réalisation de son mandat.
- Il a passé en revue l'évaluation par les auditeurs internes des systèmes de divulgation de l'information et de contrôle interne et des progrès en matière de limitation des risques de la Société.
- Il a rencontré régulièrement l'auditeur interne en l'absence de membres de la direction. Il a été mis au courant par la direction du suivi des principales questions soulevées dans les rapports d'audit interne.
- Il a vérifié trimestriellement les résultats du processus d'attestation en cascade par les principaux intervenants dans la préparation de l'information financière et le contrôle de la divulgation de l'information, afin que le chef de la direction et le chef de la direction financière bénéficient d'un degré de certitude raisonnable.
- Il a rencontré la direction, l'auditeur interne et l'auditeur externe pour obtenir des rapports d'étape sur le processus de documentation et d'évaluation par la direction du contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »). Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont remis au comité d'audit et de gestion des risques leur rapport sur leur examen de la conception et de l'efficacité du fonctionnement du CIIF au 31 décembre 2019. Aucune faiblesse importante dans la conception ou le fonctionnement du CIIF n'a été notée.
- Il a examiné les rapports sur les litiges du chef des affaires juridiques et sur des questions de conformité aux lois et aux règlements.
- Il a reçu et examiné les rapports trimestriels sur les dénonciations et les plaintes reçues en matière de dénonciation, d'éthique et de contrôles internes et sur la façon dont celles-ci ont été examinées et traitées.

Autres points examinés par le comité d'audit et de gestion des risques

- Il a revu son mandat, apporté certaines modifications mineures et a ensuite recommandé qu'il soit soumis à l'approbation du conseil.
- Il a revu et approuvé son plan de travail annuel.
- Il a passé en revue certains secteurs d'activités et filiales de la Société n'ayant pas leur propre comité d'audit.
- Il a pris connaissance de rapports trimestriels en matière de fiscalité, notamment en ce qui concerne tout redressement fiscal et l'incidence de toute charge d'impôt actuelle ou projetée.
- Il a revu l'état des caisses de retraite de QMI et de ses filiales.
- Il a revu et s'est déclaré satisfait de la méthodologie et des bases de calcul utilisées aux fins du régime d'intéressement à court terme des dirigeants de QMI et ses filiales.
- Il a revu les transactions entre apparentés et, sur une base annuelle, le partage des honoraires inter-sociétés.

Le comité d'audit et de gestion des risques s'est acquitté de toutes les tâches rattachées à son mandat pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020. Le comité d'audit et de gestion des risques continuera notamment à superviser régulièrement le processus d'évaluation par la direction et l'efficacité du CIIF de la Société tout au long de 2021.

COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES ET DE RÉGIE D'ENTREPRISE



Présidente : Sylvie Lalande

Membres : André P. Brosseau et Lise Croteau

Le CRHR appuie le conseil dans ses responsabilités relatives à la nomination, l'évaluation et la rémunération de la haute direction et à la supervision du processus de planification de la relève et dans l'élaboration de l'approche en matière de régie d'entreprise et à identifier de nouveaux candidats au poste d'administrateur.

Membres

Le CRHR se compose de trois administrateurs indépendants au sens de la réglementation des ACVM, soit Sylvie Lalande, présidente, André P. Brosseau et Lise Croteau. De par leur expérience professionnelle, leur éducation et leur implication au sein de conseils d'administration, tous les membres ont, individuellement et collectivement, la compétence requise pour veiller à ce que le CRHR s'acquitte de son mandat avec succès.

Madame Lalande a occupé, tout au long de sa carrière, des postes de direction au sein d'importantes sociétés qui l'ont amenée à superviser différents aspects de la rémunération de dirigeants. Madame Lalande est présidente du conseil d'administration et du CRHR de TVA. Elle était également présidente du comité de régie d'entreprise et des ressources humaines d'Ovivo inc. jusqu'en septembre 2016, ainsi que présidente du comité de gouvernance de Capital régional et coopératif Desjardins jusqu'en décembre 2019. De plus, elle a suivi le programme de certification universitaire en gouvernance de sociétés du CAS où sont abordés divers sujets liés à la gestion du talent et à la rémunération des dirigeants ainsi que le programme de gouvernance sur les régimes de retraite.

Pour sa part, monsieur Brosseau est membre du comité de rémunération de Groupe DMD connexions santé numérique inc. Il a été président de Blackmont Capital Markets et a occupé plusieurs fonctions exécutives au sein de la Banque CIBC, ce qui lui a permis d'acquérir une expérience pertinente relativement à l'application et la supervision des programmes de rémunération.

Quant à madame Croteau, elle a occupé des postes de direction au sein d'importantes sociétés où elle a acquis une solide expérience à titre de gestionnaire responsable de la mise en place de systèmes de rémunération à la performance, du suivi et de la vérification de l'atteinte des résultats. Elle a également siégé à titre de membre d'un comité de direction responsable de l'élaboration et de la révision des politiques et pratiques en matière de rémunération dans un environnement complexe.

Réunions

Le CRHR tient au moins quatre réunions par année. La présidente du comité fait rapport au conseil des délibérations et recommandations du comité. À chaque réunion, le CRHR tient une séance à huis clos, en l'absence de la direction. Il peut à l'occasion rencontrer en privé des membres de la direction dont le président et chef de la direction et la directrice principale, Ressources humaines corporatives de QMI.

Points saillants de 2020

En 2020, le CRHR a tenu cinq réunions. Au cours de ces réunions, et tel que le prévoit son mandat, le CRHR s'est concentré sur les principaux éléments suivants :

- Revue du plan de relève de la Société.
- Recommandation au conseil relativement aux octrois d'options d'achat d'actions de la Société.
- Revue de la performance 2019 et recommandation au conseil des incitatifs annuels à verser au président et chef de la direction, au chef de la direction financière et au chef de l'exploitation de la Société.
- Revue des candidatures au poste d'administrateur, incluant des candidatures féminines, et recommandation au conseil.
- Revue des initiatives en matière de représentation féminine au conseil conformément à la politique adoptée.

- Revue des objectifs de rendement 2020 du président et chef de la direction, du chef de la direction financière et du chef de l'exploitation de la Société et recommandation au conseil de leur approbation.
- Revue de la rémunération des administrateurs.
- Revue des opportunités de formation continue pour les administrateurs.
- Revue du rapport du comité RSE.
- Revue du rapport sur l'application du Code et sur les dénonciations relatives à l'éthique.
- Revue et approbations des modifications aux mandats du CRHR, du comité d'audit et de gestion des risques et du conseil et recommandation au conseil de leur approbation.

Évaluation des risques

Le CRHR a évalué les risques associés aux programmes de rémunération de la haute direction et estime que rien n'incite les membres de la haute direction à prendre des risques excessifs dans le but de réaliser des gains financiers personnels. Un examen détaillé de l'évaluation des risques se trouve à la rubrique « Pratiques en matière de gestion des risques liés à la rémunération » de la circulaire.

Mandat

Parmi les responsabilités du CRHR figurent les suivantes :

- Revoir annuellement le plan de relève de la haute direction.
- Recommander au conseil la nomination des hauts dirigeants de Québecor et approuver les modalités de leur embauche, de leur retraite ou de leur cessation d'emploi.
- Réviser chaque année les objectifs que le chef de la direction doit atteindre, l'évaluer en fonction desdits objectifs et d'autres facteurs jugés pertinents par le CRHR, présenter annuellement au conseil les résultats de cette évaluation et recommander au conseil sa rémunération globale ainsi que ses objectifs généraux.
- Après consultation avec le chef de la direction et le président du comité d'audit et de gestion des risques de Québecor en ce qui a trait au chef de la direction financière, revoir l'évaluation du rendement du chef de la direction financière et du chef de l'exploitation et recommander au conseil leur rémunération globale ainsi que leurs objectifs généraux.
- Déterminer et revoir, en ce qui a trait aux membres de la haute direction, les politiques globales de rémunération et d'avantages sociaux, les plans de bonification, d'intéressement ou de participation aux bénéficiaires ainsi que les plans de retraite de la Société et des filiales qui n'ont pas de comité des ressources humaines et de régie d'entreprise en fonction de leur compétitivité et de leur effet de rétention.
- Favoriser l'harmonisation des programmes de rémunération et d'avantages sociaux offerts par les filiales de la Société.
- Déterminer et approuver les octrois d'options d'achat d'actions de la Société et faire les recommandations appropriées au conseil.
- S'assurer que Québecor a en place une structure de rémunération compétitive de façon à ce qu'elle puisse attirer, motiver et conserver à son service un personnel compétent lui permettant d'atteindre ses objectifs commerciaux.
- S'assurer que les politiques et programmes de rémunération mis en place n'incitent pas les hauts dirigeants à prendre des risques démesurés ou n'encouragent pas ces derniers à prendre des décisions rentables à court terme qui pourraient porter atteinte à la viabilité de Québecor à long terme.
- Surveiller les développements et les tendances en matière de gouvernance et réviser les pratiques de la Société
- Revoir les orientations et les initiatives de la Société en matière de RSE.
- Mesurer l'efficacité de la politique sur la sélection des candidats au poste d'administrateur et la diversité au conseil.
- S'assurer qu'un Code prônant le respect des valeurs qui répondent aux normes d'intégrité requises au sein des entreprises du groupe est en place, qu'il est diffusé et appliqué. Examiner et approuver toute modification à ce Code.
- Veiller à l'octroi de toutes dispenses aux administrateurs ou dirigeants de la Société en vertu du Code, lesquelles dispenses doivent être divulguées conformément à la réglementation applicable.

Le CRHR réalise son mandat, qui peut être consulté sur le site Web de la Société, à l'intérieur des paramètres des politiques de rémunération mises en place par Québecor qui encadrent la structure de rémunération globale décrite à l'analyse de la rémunération des membres de la haute direction.

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Message aux actionnaires

Nous sommes heureux de présenter, au nom du conseil et du CRHR, notre approche en matière de rémunération de la haute direction et les décisions qui ont été prises en 2020, année exceptionnelle de pandémie mondiale, à l'égard de la rémunération afin de récompenser et de souligner le leadership des membres de la haute direction visés et leur contribution exceptionnelle pour conjuguer avec les conséquences de cette pandémie. Nous croyons qu'il est important que les actionnaires aient en main tous les renseignements nécessaires pour bien comprendre cette approche et les principes sur lesquels elle s'appuie, afin d'apprécier les décisions prises et les raisons qui les ont motivées.

Faits saillants 2020 en matière de rémunération de la haute direction

Malgré un contexte exceptionnel et difficile, la Société a connu de bons résultats financiers au cours de l'exercice 2020, tel qu'expliqué à la rubrique « Retour sur l'exercice financier 2020 » ci-dessous. La pandémie de la COVID-19 a réduit les activités de nombreux partenaires d'affaires de la Société et a entraîné un ralentissement marqué de certains secteurs d'activité de la Société, ce qui a eu un impact sur le BAIIA ajusté¹ 2020 de la Société et de certaines de ses unités d'affaires. De plus, malgré les contraintes occasionnées par cette pandémie, la Société, via ses filiales Vidéotron et TVA, a continué de fournir les services essentiels de télécommunications et de nouvelles, tout en protégeant la santé et la sécurité du public et de ses employés. La Société a notamment retiré temporairement les limites de consommation de données sur tous les forfaits Internet et a donné l'accès sans frais à sa chaîne d'information en continu LCN, ce qui a également un impact sur le BAIIA ajusté 2020. Finalement, la Société a mis en place un programme afin d'aider financièrement les employés mis à pied temporairement ou mis en disponibilité. Cette aide a été versée par la Société et certaines de ses unités d'affaires en supplément des programmes canadiens de subventions salariales.

En parallèle, au début de l'année 2020, le CRHR, avec la direction, avait décidé de modifier le déclencheur de son programme d'intéressement court terme pour l'année 2020. En effet, il avait notamment été décidé que les flux de trésorerie d'exploitation² deviennent le déclencheur au lieu du BAIIA ajusté pour QMI et Vidéotron. Toutefois, la déclaration de la pandémie de la COVID-19 en mars 2020 a forcé l'arrêt de la mise en application de cette modification pour des préoccupations plus pressantes. Le programme d'intéressement court terme 2020 est donc demeuré identique à l'année 2019 avec le BAIIA ajusté comme élément déclencheur pour le paiement de notre régime d'intéressement à court terme.

Au moment d'établir la rémunération des membres de la haute direction visés pour 2020, le CRHR et le conseil ont tenu compte du leadership dont ont fait preuve le président et chef de la direction ainsi que les autres membres de la haute direction visés ainsi que de leur contribution exceptionnelle et leur détermination pendant cette période d'incertitude économique et sanitaire. Dans ce contexte, le conseil et le CRHR ont surtout tenu compte du fait que l'objectif financier lié au flux de trésorerie d'exploitation a été atteint pour QMI et certaines de ses unités d'affaires, objectif financier qui, n'eût été de la pandémie de COVID-19, aurait été le déclencheur du programme d'intéressement court terme 2020. Conséquemment, même si les BAIIA ajustés de QMI et des certaines de ses unités d'affaires n'ont pas été atteints en 2020, le CRHR et le conseil ont approuvé une bonification discrétionnaire à titre d'incitatif à court terme aux membres de la haute direction visés.

Finalement, le CRHR a adopté, en 2021, les flux de trésorerie d'exploitation comme élément déclencheur pour QMI et Vidéotron. Selon nous, ce nouveau déclencheur renforce le lien entre la rémunération des membres de la haute direction visés

¹ Le BAIIA ajusté et le ratio d'endettement net consolidé sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Pour la définition de ces mesures ainsi que le rapprochement entre le BAIIA ajusté et la mesure financière conforme aux IFRS divulgués aux états financiers consolidés de la Société, nous vous référons au rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 qui est disponible sur le site Web de la Société, de même que sur SEDAR au www.sedar.com.

² Les flux de trésorerie d'exploitation sont une mesure financière non conforme aux IFRS. Pour la définition de cette mesure ainsi que le rapprochement avec la mesure financière conforme aux IFRS divulgués aux états financiers consolidés de la Société, nous vous référons au rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 qui est disponible sur le site Web de la Société, de même que sur SEDAR au www.sedar.com.

et les priorités stratégiques de la Société, notamment quant aux investissements qui seront requis en lien avec le déploiement du réseau 5G de Vidéotron dont le lancement a été annoncé le 15 décembre 2020.

Nos pratiques en matière de salaire de base, d'intéressement à long terme, d'avantages sociaux, de retraite et d'autres avantages sont demeurées inchangées. Chaque année, nous procédons à l'analyse de l'opportunité d'octroyer des options d'achat d'actions et, le cas échéant, elles sont octroyées en consultation avec le président et chef de la direction en tenant compte du niveau de responsabilité, de la performance et de l'apport individuel de chacun ainsi que du rendement de la Société.

Retour sur l'exercice financier 2020

La croissance de nos revenus et de notre BAIIA ajusté s'est poursuivie en 2020. Malgré le contexte mondial difficile lié à la pandémie de la COVID-19 et son incidence sur certaines de nos activités, nous concluons notre exercice avec une augmentation du BAIIA ajusté pour l'ensemble de nos secteurs d'activités par rapport à l'exercice précédent. Notre secteur des Télécommunications s'est encore une fois démarqué et les derniers mois ont clairement démontré la robustesse et la fiabilité du réseau de Vidéotron qui a été en mesure de soutenir les sommets historiques d'utilisation auxquels nous avons été confrontés. L'année 2020 coïncidait avec les 10 ans d'existence de Vidéotron dans le marché de la téléphonie mobile. Notre arrivée dans ce marché a permis aux Québécois de bénéficier d'une plus grande offre, tout en contribuant à créer des emplois à l'échelle du Québec. Nous continuons toujours d'innover comme en témoigne notre plateforme de divertissement et de gestion de la vie connectée Helix qui remporte un vif succès depuis son lancement en août 2019. Notre secteur Média a, quant à lui, affiché une hausse de son BAIIA ajusté par rapport à l'exercice précédent en dépit du ralentissement économique causé par la pandémie et TVA a maintenu sa position de leader de la télédiffusion au Québec. Malgré la baisse des spectacles, des activités de hockey et autres événements sportifs résultant de la crise sanitaire, notre secteur Sports et divertissement a poursuivi son développement à travers différentes initiatives, se positionnant favorablement pour la reprise prochaine des activités.

Le tableau suivant résume la performance financière ainsi que quelques accomplissements marquants de nos différents secteurs d'activités au cours du dernier exercice.

Opérations financières		
<ul style="list-style-type: none"> Le chiffre d'affaires de Québecor a totalisé 4,32 G\$ en 2020, en hausse de 24,0 M\$ (0,6 %) par rapport à l'exercice 2019, et croissance de 73,1 M\$ (3,9 %) du BAIIA ajusté Le ratio d'endettement net consolidé atteignait 2,68x au 31 décembre 2020, contre 2,91x au 31 décembre 2019 Rachat et annulation de 6 457 050 actions catégorie B dans le cours normal des activités 		
Secteur Télécom	Secteur Média	Secteur Sports et divertissement
<ul style="list-style-type: none"> Croissance de 142,2 M\$ (4,1 %) du chiffre d'affaires et croissance de 61,0 M\$ (3,4 %) du BAIIA ajusté Croissance de 150 600 lignes (11,3 %) au service de téléphonie mobile et progression des revenus afférents de 57,8 M\$ (9,6 %) Lancement en décembre 2020 du réseau 5G de Vidéotron, technologie d'avant-garde qui offre aux clients des vitesses de chargement et de téléchargement plus rapides, tout en permettant l'implantation de nouvelles applications 	<ul style="list-style-type: none"> BAIIA ajusté du secteur s'élevant à 82,2 M\$, en hausse de 7,4 M\$ (9,9%), dont une augmentation de 12,9 M\$ (17,8 %) pour TVA, due à la réduction de coûts liée au report de plusieurs événements sportifs et aux différentes mesures d'aide gouvernementale 40,4 parts de marché totales en 2020 pour l'ensemble des chaînes de TVA, en hausse de 2,0 parts par rapport à 2019 	<ul style="list-style-type: none"> Acquisition en juin 2020 de la salle de spectacle du Capitole de Québec, le Théâtre Capitole, permettant ainsi de bonifier l'offre de spectacles dans la capitale nationale grâce à cette salle unique et centenaire pouvant accueillir jusqu'à 1 300 personnes Lancement en mai 2020 de la nouvelle plateforme d'écoute en continu QUB musique qui met de l'avant les artistes du Québec

En conclusion

Le CRHR est d'avis que les politiques, régimes et niveaux de rémunération actuels des membres de la haute direction de Québecor sont liés à la performance de la Société et reflètent une rémunération saine et concurrentielle face au marché.

En 2020, le vote consultatif sur la rémunération de la haute direction a de nouveau obtenu un large appui avec plus de 99 % des voix (soit 99,95 % des actions catégorie A et 96,05 % des actions catégorie B) en faveur de notre approche. Nous sommes reconnaissants de cet appui et nous croyons qu'il confirme que notre philosophie en matière de rémunération vise la création de valeur pour les actionnaires ainsi qu'à établir un lien direct entre les intérêts de ces derniers et ceux de la direction.

Encore une fois cette année, sur recommandation du CRHR, le conseil vous invite à vous exprimer en prenant part au vote consultatif sur notre approche en matière de rémunération des membres de la haute direction. Pour vous aider dans votre analyse, nous vous invitons à prendre connaissance des pages suivantes de la circulaire qui contiennent de plus amples renseignements à ce sujet.

Au plaisir de vous rencontrer virtuellement lors de l'assemblée annuelle,

Le président du conseil,
Le très honorable Brian Mulroney

Le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

Sylvie Lalande, présidente
André P. Brosseau
Lise Croteau

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION

Notre approche en matière de rémunération de la haute direction

Le conseil, appuyé du CRHR, examine la rémunération globale des membres de la haute direction chaque année afin de l'harmoniser avec la stratégie d'affaires, l'intérêt des actionnaires et le cycle de vie de la Société.

Nos pratiques de saine gouvernance

- » Restrictions en matière de négociation et d'opérations de couverture pour les participants aux programmes d'intéressement.
- » Exigences en matière d'actionariat à l'intention des membres de la haute direction visés, tels que définis ci-après.

Notre programme d'intéressement à long terme

- » En regard d'une approche convergente, le programme d'intéressement à long terme via un régime d'options d'achat d'actions est offert à plus d'une cinquantaine de leaders.
- » Les options d'achat d'actions sont acquises sur une période de cinq ans comme suit : 1/3 après trois ans, 2/3 après quatre ans et la totalité après cinq ans de la date de l'octroi, et expirent après une période de dix ans.

Rémunération directe cible

- » Au total, la rémunération directe annuelle cible des membres de la haute direction visés est demeurée stable en 2020 par rapport à 2019.

Ce que Québecor fait

- ✓ **Vote consultatif** sur l'approche du conseil en matière de rémunération de la haute direction
- ✓ **Rémunération liée au rendement.** Les paiements d'incitatifs à court terme sont établis en fonction de l'atteinte d'objectifs financiers et stratégiques
- ✓ **Composition de la rémunération mettant l'accent sur la rémunération à risque** avec le programme d'intéressement à court et à long terme
- ✓ **Engagement personnel** dans l'actionariat exigé des membres de la haute direction visés
- ✓ Établissement de **seuils de rendement minimaux** sous lesquels aucune rémunération variable n'est payée
- ✓ **Interdiction de contourner** la philosophie derrière les régimes de rémunération par des opérations de couverture ou de spéculation sur les titres de la Société
- ✓ Application à certains dirigeants d'une **politique de récupération** de la rémunération incitative versée
- ✓ Plafonnement des objectifs de rendement de manière à **contrôler les risques** liés à la rémunération
- ✓ Recours à un **conseiller externe indépendant** en rémunération, lorsque requis, n'offrant aucun autre service à la Société
- ✓ **Contrôle de la dilution.** Nous nous assurons que la dilution créée par l'émission de nouvelles actions aux termes du régime d'options d'achat d'actions demeure faible afin de permettre aux actionnaires d'optimiser leur placement dans la Société

Ce que Québecor ne fait pas

- x Aucun régime de retraite surcomplémentaire pour les membres de la haute direction
- x Aucun avantage démesuré
- x Aucune garantie de bonification ou d'octrois multi-années
- x Aucune clause de terminaison d'emploi excédant 24 mois de rémunération
- x Aucune modification des prix de levée des options d'achat d'actions

Principes de rémunération

La rémunération des membres de la haute direction est fondée sur un principe qui la relie au rendement de la Société pour ainsi contribuer à créer une valeur durable pour les actionnaires par la mise en œuvre et la réalisation de la stratégie d'affaires de la Société et de ses filiales. La Société doit s'assurer d'offrir continuellement une rémunération concurrentielle afin non seulement d'attirer, mais également de retenir les talents, ce qui constitue un des éléments clés de son succès. Québecor croit aussi que la rémunération devrait lier l'engagement personnel des membres de la haute direction à la variation du cours de l'action de la Société.

De plus, les éléments de rémunération offerts au titulaire d'un poste devraient être cohérents avec son horizon d'influence. Ainsi, plus un poste est élevé au sein de l'organisation et plus son impact est grand sur les résultats consolidés de la Société, plus grande est la tranche de son enveloppe de rémunération qui sera à risque (variable), conditionnelle à l'atteinte d'objectifs corporatifs consolidés et alignée avec le rendement total à l'actionnaire.

Québecor considère la performance et les compétences comme étant des facteurs essentiels dans la progression salariale de ses employés et la détermination de leur rémunération globale. Ainsi, la rémunération globale des membres de la haute direction s'appuie aussi sur des principes d'équité dans la reconnaissance des attitudes, aptitudes et compétences tels que :

L'équité interne	Détermine la valeur relative des postes et leur classification dans la structure salariale répondant aux critères de l'équité salariale interne entre les membres de la haute direction.
L'équité externe	Offre une rémunération compétitive par rapport à celle offerte pour les postes équivalents dans le marché de référence.
L'équité individuelle	Tient compte de la performance individuelle et de la contribution de l'employé pour déterminer la rémunération individuelle.

Objectifs des éléments de rémunération

La rémunération du président et chef de la direction de Québecor, du chef de la direction financière de Québecor et des trois autres membres de la haute direction les mieux rémunérés qui exerçaient leurs fonctions à ce titre au 31 décembre 2020 (collectivement les « **membres de la haute direction visés** ») peut être composée d'un ou de plusieurs des éléments suivants selon les objectifs à prioriser :

	Éléments de rémunération	Description	Motifs	Admissibilité
Fixe	Salaire de base	Rémunération annuelle en espèces établie en fonction des compétences, des responsabilités, de la performance individuelle et du marché de référence.	Attirer, retenir, motiver et fournir une sécurité financière. Reconnaître les attitudes, aptitudes, compétences et accomplissement individuels.	Tous les employés
	Intéressement à court terme	Incitatif annuel payable en espèces si les objectifs financiers et stratégiques sont atteints.	Motiver à atteindre, voire même surpasser, les objectifs stratégiques et d'affaires à court terme.	Professionnels et niveaux supérieurs
À risque (variable)	Intéressement à long terme	Régime d'options d'achat d'actions de la Société et de TVA selon le cas. La valeur de rémunération varie selon l'importance du poste au sein de l'organisation, l'impact du poste sur les résultats, l'établissement et le déploiement de la stratégie. Cet élément de rémunération est à risque.	Fidéliser et agir comme élément de rétention pour les participants. Rapprocher les intérêts des participants de ceux des actionnaires. Favoriser les comportements et les prises de décision requis pour que la Société poursuive une trajectoire de croissance prudente à long terme. Lier la totalité de la rémunération à long terme à la performance ou à l'accroissement de la valeur des actions.	Certains cadres supérieurs et haute direction
	Avantages sociaux	Programme flexible pouvant varier d'une filiale à l'autre.	Soutenir et promouvoir la santé et le bien-être des employés (tant physiques que financiers).	Tous les employés
Indirecte	Retraite	Les types de régimes offerts peuvent varier d'une filiale à l'autre.	Procurer une sécurité financière durant la retraite.	La majorité des employés
	Autres avantages	Véhicule de fonction ou allocation automobile et évaluation médicale annuelle complète.	Favoriser l'optimisation des journées de travail. Promouvoir la santé sur une base concurrentielle.	Certains cadres supérieurs et haute direction

Horizon et objectifs des éléments de rémunération directe

En vertu du programme en vigueur, une partie de la rémunération des membres de la haute direction visés de la Société est liée à l'accroissement du cours de l'action de la Société. La Société estime que l'engagement personnel des hauts dirigeants dans l'actionnariat de la Société permet d'harmoniser les intérêts à long terme des hauts dirigeants avec ceux de ses actionnaires et qu'il décourage la prise de risques excessifs.

Au-delà du salaire de base, les éléments de rémunération à risque équilibrent plusieurs priorités. Le court terme relie la rémunération à l'accomplissement des priorités annuelles individuelles et collectives et le long terme aligne la rémunération avec le rendement total cumulatif à l'actionnaire. Ainsi, une portion de la rémunération des membres de la haute direction visés est à risque, différée dans le temps et alignée avec le cours des actions.

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
------	------	------	------	------	------	------	------	------

Salaire de base		<ul style="list-style-type: none"> Portion fixe de la rémunération directe.
	Espèces	
Intéressement à court terme		<ul style="list-style-type: none"> Payable après un an selon les BAIIA ajustés de QMI et des unités d'affaires, lorsqu'applicable, les flux de trésorerie d'exploitation de QMI et des unités d'affaires (la marge bénéficiaire pour TVA) et les priorités stratégiques de l'année. Païement plafonné entre 1,0 fois et 1,5 fois la cible d'intéressement à court terme selon la fonction occupée et l'objectif visé.
	Espèces	
Intéressement à long terme	Options de Québecor et/ou TVA	<ul style="list-style-type: none"> Les options d'achat d'actions sont acquises sur une période de cinq ans comme suit : 1/3 après trois ans, 2/3 après quatre ans et la totalité après cinq ans de la date de l'octroi, et expirent après une période de dix ans. Afin d'éviter une dilution excessive, les bénéficiaires d'options se sont engagés à obtenir le consentement de la Société avant d'exercer leur droit de souscrire aux actions à l'égard desquelles ils désirent lever leurs options.
	Options d'achat d'actions	

Le CRHR peut, lorsqu'il le juge à propos, bonifier l'un ou l'autre des éléments de rémunération afin de récompenser une promotion, d'améliorer la rétention, de démontrer de la reconnaissance ou d'offrir un équilibre face aux autres éléments de rémunération.

Aucune politique n'empêche le CRHR d'attribuer ou de recommander au conseil, selon le cas, le versement d'un incitatif même si un ou plusieurs objectifs de performance n'ont pas été atteints ou de diminuer ou d'augmenter une attribution ou un paiement. Tel qu'expliqué dans la rubrique « Faits saillants 2020 en matière de rémunération de la haute direction » dans le message aux actionnaires ci-dessus, en 2020, le CRHR a recommandé au conseil le versement d'un boni à titre d'incitatif à court terme aux membres de la haute direction visés et ce, même si les cibles de BAIIA ajustés de QMI et des unités d'affaires n'ont pas été atteints.

Marché de référence

Le CRHR révisé périodiquement la compétitivité de la rémunération des membres de la haute direction. La rémunération offerte par la Société est balisée en regard (i) du marché de référence (ii) du positionnement cible au marché souhaité (iii) de la performance de l'employé ainsi que (iv) des ressources financières de la Société. Hexarem Inc. (« **Hexarem** »), une firme conseil indépendante reconnue pour ses compétences en rémunération exécutive, a collaboré à l'élaboration de groupes de comparaison fiables et personnalisés que le CRHR a approuvés.

À l'exception du groupe de comparaison pour le poste de présidente et chef de la direction de TVA, nos groupes de comparaison en matière de rémunération, dont le dernier examen remonte à 2017, sont composés des sociétés suivantes:

Groupe 1 Sociétés canadiennes cotées en bourse du secteur des communications
BCE Inc.
Bell Média
Cineplex inc.
Cogeco inc.
Corus Entertainment Inc.
Manitoba Telecom Services Inc.
Pages Jaunes Limitée
Postmedia Network Canada Corp.
Rogers Communications inc.
Shaw Communications Inc.
TELUS Communications Inc.
Thomson Reuters Corporation
Torstar Corporation
Transcontinental inc.

Groupe 2 Sociétés cotées en bourse, dont le siège social est au Québec, avec un chiffre d'affaires supérieur à 1 \$G	
Aimia Inc.	Industrielle Alliance, Assurances et services financiers inc.
Air Canada	
Alimentation Couche-Tard Inc.	Industries Lassonde inc.
Amaya Inc.	Intact Corporation financière
Banque Nationale du Canada	Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc.
BCE Inc.	Les Industries Dorel Inc.
Bombardier inc.	Les Vêtements de Sport Gildan Inc.
BRP inc.	Metro inc.
CAE Inc.	Power Corporation du Canada
Cascades inc.	Produits forestiers Résolu Inc.
Cogeco inc.	RONA inc.
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	Saputo inc.
Dollarama inc.	Stella-Jones Inc.
Domtar Corporation	Tembec Inc.
Groupe CGI inc.	Transat A.T. inc.
Groupe Colabor Inc.	Transcontinental inc.
Groupe SNC-Lavalin inc.	TransForce Inc.
Groupe WSP Global Inc.	Uni-Sélect inc.
	Valeant Pharmaceuticals International, Inc.

En 2017, le groupe de comparaison suivant qui a été approuvé afin de baliser le poste de présidente et chef de la direction de TVA était, quant à lui, composé des sociétés suivantes:

Sociétés canadiennes du secteur des médias	
BCE Inc.	Postmedia Network Canada Corp.
Cineplex inc.	Rainmaker Entertainment Inc.
Corus Entertainment Inc.	Rogers Communications inc.
DHX Media Ltd.	Sirius XM Canada Holdings Inc.
Entertainment One Ltd.	Société Radio-Canada
Glacier Media Inc.	Stingray Digital Group Inc.
IMAX Corporation	Télé-Québec
Mood Media Corporation	theScore, Inc.
Newfoundland Capital Corporation Limited	Torstar Corporation
Pages Jaunes Limitée	Transcontinental inc.

Les données de marché peuvent être ajustées afin de refléter le chiffre d'affaires et l'envergure de chacun des postes par rapport aux postes comparables dans les groupes de comparaison.

Conseiller externe indépendant en rémunération

Le CRHR peut retenir les services de son propre conseiller externe indépendant pour l'appuyer dans l'établissement de la rémunération des membres de la haute direction visés, tel que le prévoit son mandat, et ainsi approuver leur rémunération. Le CRHR, en collaboration avec la direction, détermine et approuve tous les mandats qui sont confiés à son conseiller externe indépendant.

En 2019, Hexarem a fourni son expertise en rémunération des membres de la haute direction et en gouvernance de la rémunération lors de certaines réunions du CRHR et du conseil et revu la rubrique de la circulaire portant sur l'analyse de la rémunération des membres de la haute direction. En 2020, aucun honoraire n'a été versé.

Les honoraires versés à Hexarem au cours des deux derniers exercices financiers ont été les suivants :

Type d'honoraires	2020	2019
Rémunération de la haute direction – Honoraires connexes	-\$	-\$
Autres honoraires	-\$	5 000 \$

Pratiques en matière de gestion des risques liés à la rémunération

Afin de demeurer concurrentielle et d'inciter les membres de la haute direction à atteindre les objectifs de croissance attendus des actionnaires, il est nécessaire que la Société s'expose à certains risques. Cependant, le CRHR s'assure que les politiques et programmes de rémunération mis en place n'incitent pas les membres de la haute direction à prendre des risques démesurés. Il importe donc que les objectifs des membres de la haute direction n'encouragent pas ces derniers à prendre des décisions rentables à court terme, mais qui pourraient porter atteinte à la viabilité de la Société à long terme. À cette fin, les mesures suivantes ont été mises en place :

1. Plafonnement des paiements reliés au régime d'intéressement à court terme

Les paiements des primes sont plafonnés, selon les objectifs et le rôle du titulaire du poste, entre 1,0 fois et 1,5 fois la cible d'intéressement à court terme.

2. Intéressement à long terme fondé sur le cours des actions

Les options d'achat d'actions sont acquises sur une période de cinq ans comme suit : 1/3 après trois ans, 2/3 après quatre ans et la totalité après cinq ans de la date de l'octroi. Les options expirent dix ans après la date de l'octroi. Cet horizon à long terme décourage la prise de risque excessive qui pourrait faire perdre aux participants la valeur accumulée depuis l'octroi.

3. Politique de récupération de la rémunération incitative versée

Le conseil a mis en place une politique de récupération de la rémunération incitative versée à certains membres de la haute direction. Cette politique, applicable au président et chef de la direction et au chef de la direction financière de la Société et ceux de ses principales filiales et unités d'affaires (« **membre de la direction visé par la politique** »), prévoit que le conseil doit, dans la mesure où les lois applicables le lui permettent et qu'il juge qu'il est dans le meilleur intérêt de la Société de le faire, exiger le remboursement intégral ou partiel de toute prime ou rémunération incitative touchée par un membre de la direction visé par la politique ou procéder à l'annulation des octrois de rémunération incitative non acquis faits à un membre de la direction visé par la politique si :

- i. le montant de la prime ou de la rémunération incitative a été établi en fonction de l'atteinte de certains résultats financiers ou était conditionnel à l'atteinte de certains résultats financiers qui, par la suite, ont entraîné un redressement de la totalité ou d'une partie des états financiers consolidés de la Société;
- ii. le membre de la direction visé par la politique a fait preuve de grossière négligence, d'inconduite délibérée ou a commis une fraude ayant entraîné ou causé en partie le besoin de procéder au redressement; et

- iii. le montant de la prime ou de la rémunération incitative qui aurait été octroyé au membre de la direction visé par la politique, ou le profit qu'il aurait réalisé si les résultats financiers avaient été correctement dressés, aurait été moins élevé que le montant réellement touché ou octroyé.

Dans ces circonstances, le conseil a la discrétion d'exiger du membre de la direction visé par la politique la récupération de toute ou partie de la rémunération incitative versée au cours de la période pouvant aller jusqu'à trois ans précédant la date à laquelle la Société doit procéder à un redressement de ses états financiers consolidés.

4. Restrictions en matière de négociation et d'opérations de couverture

La politique relative à l'utilisation d'informations privilégiées et aux transactions d'initiés prévoit une interdiction pour les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société d'acheter, sous réserve de l'obtention d'une dispense préalable du CRHR, des titres, y compris des contrats à terme, des swaps sur actions, des parts de fonds d'échange ou des options, qui sont conçus en vue de couvrir ou de compenser une diminution de la valeur au marché des titres de participation (ou des équivalents, comme des UAD, dont la valeur découle de celle des titres de participation) qui leur ont été octroyés à titre de rémunération.

5. Politique de détention minimale des hauts dirigeants en matière d'actionariat

L'actionariat des hauts dirigeants favorise la gestion prudente de l'avoir des actionnaires. En vertu de la politique de détention minimale des hauts dirigeants approuvée par le conseil, tous les membres de la haute direction visés doivent, à l'intérieur d'un délai de cinq ans, rencontrer les exigences de cette politique correspondant à un multiple prédéterminé du salaire de base. L'actionariat total d'un membre de la haute direction visé est calculé comme étant la somme au 31 décembre de chaque année, du nombre de titres et équivalents de titres suivants détenus par le haut dirigeant multiplié par le cours de clôture du titre visé à cette même date:

- Actions catégorie A de Québecor;
- Actions catégorie B de Québecor;
- UAD acquises et non-acquises liées à l'action catégorie B de Québecor;
- Actions classe A de TVA;
- Actions classe B sans droit de vote de TVA;
- UAD acquises et non-acquises liées à l'action classe B sans droit de vote de TVA;
- Options d'achat d'actions de Québecor et de TVA (dans ce dernier cas, la valeur est établie selon la valeur la plus élevée entre le cours de clôture des actions sous-jacentes à la Bourse de Toronto au 31 décembre de chaque année ou le prix de levée de l'option à la date de l'octroi).

Il est à noter que le conseil se réserve le droit de prolonger la durée requise pour l'atteinte du seuil de détention minimale si une situation exceptionnelle devait survenir.

Le tableau ci-dessous indique le seuil de détention minimale, en multiple du salaire de base, applicable à chacun des niveaux de poste.

Niveau de poste	Seuil de détention minimale
Président et chef de la direction des principales filiales de la Société*	10 fois le salaire de base
Chef de l'exploitation*	9 fois le salaire de base
Chef de la direction financière*	8 fois le salaire de base

* ou toute fonction analogue

En date du 31 décembre 2020, les multiples applicables ainsi que l'actionnariat des membres de la haute direction visés s'établissaient comme suit :

Politique de détention minimale	Pierre Karl Péladeau	Hugues Simard	Jean-François Pruneau	Marc M. Tremblay	France Lauzière
Multiple du salaire	s.o.	8x	10x	9x	10x
Multiple du salaire (\$)	s.o.	3 600 000	7 800 000	6 300 000	5 284 000
Actionnariat de Québecor					
Actions (\$)	2 319 021 827	—	9 746 100	2 128 417	—
UAD (\$)	—	—	1 107 648	775 888	439 017
Options (\$)	—	2 969 900	9 215 800	8 560 600	8 222 250
Actionnariat de TVA					
Actions (\$)	—	—	—	—	—
UAD (\$)	—	—	44 346	32 213	138 633
Options (\$)	—	—	—	—	553 600
Valeur totale des titres (\$)	2 319 021 827	2 969 900	20 113 894	11 497 118	9 353 500
Situation /Date à laquelle la cible doit être atteinte	s.o.	7 janvier 2024	Atteinte	Atteinte	Atteinte

1 Le 31 décembre 2020, le cours de clôture des actions catégorie A et catégorie B de la Société à la Bourse de Toronto s'établissait à 32,80 \$ et 32,76 \$ l'action respectivement et celui des actions classe B sans droit de vote de TVA s'établissait à 2,11 \$ l'action. Les membres de la haute direction visés ne détiennent aucune action classe A de TVA.

Rémunération directe des membres de la haute direction visés

La rémunération des membres de la haute direction visés est établie et approuvée par CRHR, sauf en ce qui a trait au président et chef de la direction, au chef de l'exploitation et des affaires juridiques et au chef de la direction financière de la Société, dont la rémunération est recommandée par le CRHR et ensuite approuvée par le conseil. La rémunération de la présidente et chef de la direction, TVA et chef du contenu, Québecor Contenu est également revue par le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise de TVA et approuvée par le conseil d'administration de TVA. La rémunération du président et chef de la direction de Vidéotron, quant à elle, a été revue par le CRHR de la Société et approuvée par le conseil d'administration de Vidéotron.

Les détails concernant les différents éléments de la rémunération directe des membres de la haute direction visés sont présentés aux pages suivantes de la circulaire.

Salaire de base

La rémunération annuelle de base en espèces est établie en fonction des compétences, des responsabilités, de la performance individuelle et du marché de référence.

Les augmentations du salaire de base accordées aux membres de la haute direction sont fondées sur leur rendement, les données du marché concurrentiel, l'expérience dans leurs fonctions, la portée du poste qu'ils occupent et leur rémunération comparativement aux autres hauts dirigeants de la Société. Les ajustements du salaire de base prennent généralement effet au 1^{er} janvier de chaque année.

Intéressement à court terme

Le programme d'intéressement à court terme vise à attirer et à fidéliser les hauts dirigeants qui y participent et à les motiver à atteindre, voire dépasser, les objectifs d'affaires et stratégiques à court terme de la Société.

Bien que les objectifs financiers liés aux BAIIA ajustés et aux flux de trésorerie d'exploitation (à la marge bénéficiaire pour TVA) de QMI et de ses unités d'affaires soient les principaux indicateurs de performance utilisés aux fins du programme d'intéressement à court terme, des objectifs individuels sont également fixés pour chacun des membres de la haute direction

visés. Les objectifs stratégiques individuels sont fixés annuellement afin d'assurer un alignement avec les priorités d'affaires de la Société.

Les niveaux cibles du programme d'intéressement à court terme sont déterminés en fonction du salaire de base, du rôle des hauts dirigeants et de leur impact au sein de la Société. Les primes sont établies d'après une formule qui tient compte des éléments suivants :

- la cible d'intéressement à court terme, exprimée en pourcentage du salaire de base, pour chaque rôle;
- le BAIIA ajusté de QMI ou de l'unité d'affaires à laquelle le membre de la haute direction visé est lié, pour un tiers de la cible;
- les flux de trésorerie d'exploitation de QMI ou de l'unité d'affaires (la marge bénéficiaire pour TVA) pour un tiers de la cible;
- les objectifs stratégiques individuels pour un tiers de la cible.

Pour les fins du programme d'intéressement à court terme de l'exercice 2020, la cible d'intéressement, en pourcentage du salaire de base, était de 88 % pour Pierre Karl Péladeau, de 70 % pour Hugues Simard, de 140 % pour Jean-François Pruneau, de 100 % pour Marc M. Tremblay et de 88 % pour France Lauzière.

Les primes peuvent atteindre 1,5 fois la cible de l'intéressement à court terme pour certaines composantes en fonction du niveau du rendement de la Société, du rendement de l'unité d'affaires et du rendement individuel. Le versement de tout incitatif à court terme est conditionnel à l'atteinte du BAIIA ajusté cible.

Le tableau suivant présente la pondération de chacun des objectifs de performance ainsi que les facteurs multiplicateurs qui leur sont applicables.

Pondération	Objectifs	Sous le seuil	Seuil	Cible	Maximum	
33,33 %	BAIIA ajusté ¹	Niveau d'atteinte	s.o.	s.o.	100 %	100 %
		Facteur multiplicateur	0,00 x	0,00 x	1,00 x	1,00 x
33,33 %	Flux de trésorerie d'exploitation QMI ²	Niveau d'atteinte	Sous 95 %	95 %	100 %	105 % et plus
		Facteur multiplicateur	0,00 x	0,50 x	1,00 x	1,25 x
	Marge bénéficiaire ³	Niveau d'atteinte	Sous 75 %	75 %	100 %	125 % et plus
		Facteur multiplicateur	0,00 x	0,50 x	1,00 x	1,25 x
33,33 %	Stratégiques	Niveau d'atteinte	s.o.	s.o.	100 %	150 %
		Facteur multiplicateur	0,00 x	0,00 x	1,00 x	1,50 x

1. BAIIA ajusté de QMI à l'exception de Jean-François Pruneau, pour lequel l'objectif réfère au BAIIA ajusté de Vidéotron et de France Lauzière pour laquelle cet objectif réfère aux BAIIA ajustés de TVA, de Québec Contenu et de Vidéotron.
2. Flux de trésorerie d'exploitation de QMI à l'exception de Jean-François Pruneau, pour lequel l'objectif réfère au flux de trésorerie d'exploitation de Vidéotron.
3. Pour France Lauzière, l'objectif est la marge bénéficiaire de TVA.

Les objectifs stratégiques du président et chef de la direction, du chef de l'exploitation et des affaires juridiques et du chef de la direction financière sont examinés annuellement par le CRHR qui les recommande ensuite au conseil pour approbation. Le niveau d'atteinte des objectifs, tant financiers que stratégiques, permettant le paiement des incitatifs annuels est également soumis au préalable au CRHR pour recommandation au conseil.

La rémunération des membres de la haute direction visés est basée sur l'atteinte d'objectifs de performance. La Société ne donnera pas d'autres détails sur les objectifs de performance des membres de la haute direction visés puisqu'elle est d'avis que la communication de cette information serait gravement préjudiciable à ses intérêts dans le secteur extrêmement concurrentiel dans lequel elle exerce ses activités car il s'agit d'information confidentielle de nature stratégique.

En effet, les objectifs financiers fixés par la Société aux fins du programme d'intéressement à court terme, soit les BAIIA ajustés et les flux de trésorerie d'exploitation de QMI et de certaines unités d'affaires (la marge bénéficiaire pour TVA) ainsi que les objectifs stratégiques des membres de la haute direction visés tiennent compte de divers éléments stratégiques sensibles pour la Société et ses filiales. La Société est d'avis qu'il serait gravement préjudiciable de communiquer cette information. Les objectifs de performance fixés et approuvés par le CRHR, ou par le conseil ou par le conseil d'administration de TVA ou de Vidéotron, selon le cas, tant pour le volet financier que stratégique, sont guidés et orientés de manière à respecter le principe voulant que la rémunération soit liée à la performance.

La portion de la rémunération totale de chacun des membres de la haute direction visés reliée au programme d'intéressement à court terme pour laquelle les objectifs ne sont pas divulgués est de 27 % pour Pierre Karl Péladeau, 26 % pour Hugues Simard, 33 % pour Jean-François Pruneau, 31 % pour Marc M. Tremblay et de 27 % pour France Lauzière.

Intéressement à long terme

La rémunération à long terme qui, depuis 2018, prend la forme d'octrois d'options d'achat d'actions, permet quant à elle d'atteindre plusieurs objectifs sur une plus longue période de temps. Le premier objectif est d'inciter les participants à poser les bons gestes, parfois difficiles à court terme, afin que la Société puisse réaliser son plan d'affaires et construire pour le long terme. Le deuxième objectif est de faire en sorte que les intérêts des hauts dirigeants et ceux des actionnaires soient convergents. Le troisième objectif a vocation d'agir comme facteur de rétention.

Aucune cible en pourcentage du salaire de base n'a été établie pour la portion intéressement à long terme. Le conseil, sur recommandation du CRHR et en consultation avec le président et chef de la direction, procède à l'octroi d'options d'achat d'actions de la Société en fonction du niveau de responsabilités, de la performance et de l'apport individuel de chacun ainsi que du rendement de la Société. Les principales caractéristiques du régime d'options d'achat d'actions de la Société sont présentées à la rubrique « Régimes de rémunération à base de titres de capitaux propres » de la circulaire.

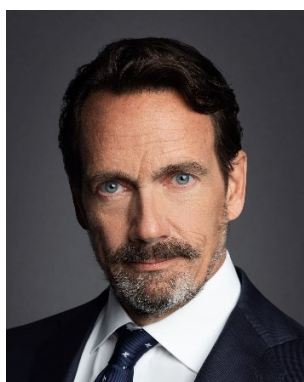
Court terme 2020

Pour l'exercice 2020, le CRHR et le conseil, le cas échéant, ont approuvé le versement d'un boni discrétionnaire à titre d'incitatifs annuels variant entre 52,88 % et 79,6 % du salaire de base des membres de la haute direction visés en lien avec la portion court terme du programme d'intéressement.

Long terme 2020

Pour l'exercice 2020, le conseil, et le conseil d'administration de TVA dans le cas de France Lauzière, ont approuvé l'octroi d'options d'achat d'actions de la Société qui tiennent compte du niveau de responsabilité et de la contribution du membre de la haute direction visé. Toutefois, en ce qui a trait à la portion intéressement à long terme, le CRHR et le conseil se réservent une entière discrétion sur les attributions octroyées à chaque membre de la haute direction visé.

Pour de plus amples informations au sujet de la rémunération totale des membres de la haute direction visés pour l'exercice 2020, veuillez consulter les fiches personnalisées ainsi que le tableau sommaire de la rémunération de la circulaire.



Pierre Karl Péladeau

Président et chef de la direction

Après avoir été président et chef de la direction de Québecor de 1999 à 2013, Pierre Karl Péladeau assure à nouveau ce poste depuis le 16 février 2017, en plus d'être président et chef de la direction de Québecor Groupe Sports et divertissement.

Rémunération 2020		
	Cible	Réelle
Fixe		
Salaire de base	1 373 400 \$	990 430 \$ ³
Variable		
Intéressement à court terme ¹		
<i>BAIIA ajusté de QMI</i>	402 864 \$	— \$
<i>Flux de trésorerie d'exploitation de QMI</i>	402 864 \$	— \$
<i>Stratégiques</i>	402 864 \$	— \$
<i>Boni discrétionnaire</i>		522 947 \$ ³
Intéressement à long terme		
<i>Options</i> ²	—	—
Rémunération directe totale	2 581 992 \$	1 513 377 \$

1. L'attribution de l'intéressement à court terme 2020 a été fondée sur les niveaux d'atteinte des objectifs financiers et stratégiques décrits ci-dessous et dont le BAIIA ajusté est l'élément déclencheur :

Objectifs	Cible	Résultat ⁽ⁱ⁾	Paiement ⁽ⁱⁱ⁾
BAIIA ajusté de QMI	100,0 %	—	—
Flux de trésorerie d'exploitation de QMI	100,0 %	—	—
Stratégiques	100,0 %	—	—

- (i) Veuillez consulter la rubrique « Intéressement à court terme » de la circulaire pour de plus amples renseignements.
- (ii) Bien que le déclencheur du programme d'intéressement à court terme soit le BAIIA ajusté de QMI n'ait pas été rencontré, le conseil a octroyé des bonis afin de tenir compte des efforts des membres de la haute direction visés pendant cette année de crise sanitaire ainsi que de l'atteinte des flux de trésorerie d'exploitation de QMI et de certains objectifs stratégiques. Veuillez consulter la rubrique « Faits saillants 2020 en matière de rémunération de la haute direction » de la circulaire pour de plus amples renseignements.
2. Depuis son retour en 2017, Pierre Karl Péladeau n'a reçu aucun octroi d'options d'achat d'actions.
3. Dans le cadre des mesures prises pour atténuer les impacts financiers de la pandémie de COVID-19 sur certains secteurs d'activités de la Société, Pierre Karl Péladeau a volontairement accepté de renoncer à 50 % de son salaire de base pour la période durant laquelle des employés de la Société ont reçu des prestations selon le programme de soutien de la Société, lequel programme est plus amplement décrit sous la rubrique « *Faits saillants 2020 en matière de rémunération de la haute direction* ». Par ailleurs, il a également renoncé à son boni discrétionnaire.



Hugues Simard

Chef de la direction financière

Hugues Simard est chef de la direction financière de la Société depuis janvier 2019. Ayant été à l'emploi de Québecor pendant près de 20 ans de 1998 à 2017, il a occupé plusieurs rôles clés dans différentes filiales de l'entreprise, dont notamment le poste de vice-président principal et chef de la direction financière de Vidéotron de 2014 à 2017. Il a également assumé le rôle de vice-président, Finances de Corporation Sun Media de janvier 2011 à août 2014 et de vice-président, Ventes publicité d'entreprises de décembre 2008 à janvier 2011. Il cumulait également les fonctions de vice-président principal, Développement et stratégie de Québecor Média de février 2007 à janvier 2011.

Rémunération 2020		
	Cible	Réelle
Fixe		
Salaire de base	450 000 \$	450 000 \$
Variable		
Intéressement à court terme ¹		
<i>BAlIA ajusté de QMI</i>	105 000 \$	— \$
<i>Flux de trésorerie d'exploitation de QMI</i>	105 000 \$	— \$
<i>Stratégiques</i>	105 000 \$	— \$
<i>Boni discrétionnaire</i>		253 500 \$
Intéressement à long terme		
<i>Options</i> ²	—	228 500 \$
Rémunération directe totale	765 000 \$	932 000 \$

1. L'attribution de l'intéressement à court terme 2020 a été fondée sur les niveaux d'atteinte des objectifs financiers et stratégiques décrits ci-dessous et dont le BAlIA ajusté est l'élément déclencheur :

Objectifs	Cible	Résultat ⁽ⁱ⁾	Paiement ⁽ⁱⁱ⁾
BAlIA ajusté de QMI	100,0 %	—	—
Flux de trésorerie d'exploitation de QMI	100,0 %	—	—
Stratégiques	100,0 %	—	—

- (i) Veuillez consulter la rubrique « Intéressement à court terme » de la circulaire pour de plus amples renseignements.
- (ii) Bien que le déclencheur du programme d'intéressement à court terme soit le BAlIA ajusté de QMI n'ait pas été rencontré, le conseil a octroyé des bonis afin de tenir compte des efforts des membres de la haute direction visés pendant cette année de crise sanitaire ainsi que de l'atteinte des flux de trésorerie d'exploitation de QMI et de certains objectifs stratégiques. Veuillez consulter la rubrique « Faits saillants 2020 en matière de rémunération de la haute direction » de la circulaire pour de plus amples renseignements.
2. Même si aucune cible en pourcentage du salaire de base n'a été établie pour la portion intéressement à long terme, Hugues Simard a bénéficié d'un octroi incitatif à long terme de 50 000 options d'achat d'actions de la Société dont la valeur estimative a été calculée en date de l'octroi selon le modèle Black-Scholes. Voir le tableau intitulé « Valeur Black-Scholes des options d'achat d'actions ».



Jean-François Pruneau

Président et chef de la direction - Vidéotron

Jean-François Pruneau est, depuis janvier 2019, président et chef de la direction de Vidéotron. Il était, depuis novembre 2010, vice-président principal et chef de la direction financière de Québecor. Œuvrant au sein de l'entreprise depuis mai 2001, il a assumé successivement les postes de directeur, Financement corporatif, trésorier adjoint, ainsi que trésorier et vice-président, Finances de Québecor, Québecor Média, Vidéotron et Corporation Sun Media.

Rémunération 2020		
	Cible	Réelle
Fixe		
Salaire de base	780 000 \$	780 000 \$
Variable		
Intéressement à court terme ¹		
<i>BAIIA ajusté de Vidéotron</i>	364 000 \$	— \$
<i>Flux de trésorerie d'exploitation de Vidéotron</i>	364 000 \$	— \$
<i>Stratégiques</i>	364 000 \$	— \$
<i>Boni discrétionnaire</i>		621 000 \$
Intéressement à long terme		
<i>Options</i> ²	—	457 000 \$
Rémunération directe totale	1 872 000 \$	1 858 000 \$

1. L'attribution de l'intéressement à court terme 2020 a été fondée sur les niveaux d'atteinte des objectifs financiers et stratégiques décrits ci-dessous et dont le BAIIA ajusté est l'élément déclencheur :

Objectifs	Cible	Résultat ⁽ⁱ⁾	Paiement ⁽ⁱⁱ⁾
BAIIA ajusté de Vidéotron	100,0 %	—	—
Flux de trésorerie d'exploitation de Vidéotron	100,0 %	—	—
Stratégiques	100,0 %	—	—

- (i) Veuillez consulter la rubrique « Intéressement à court terme » de la circulaire pour de plus amples renseignements.
- (ii) Bien que le déclencheur du programme d'intéressement à court terme soit le BAIIA ajusté de Vidéotron n'ait pas été rencontré, le conseil a octroyé des bonis afin de tenir compte des efforts des membres de la haute direction visés pendant cette année de crise sanitaire ainsi que de l'atteinte des flux de trésorerie d'exploitation de Vidéotron et de certains objectifs stratégiques. Veuillez consulter la rubrique « Faits saillants 2020 en matière de rémunération de la haute direction » de la circulaire pour de plus amples renseignements.
2. Même si aucune cible en pourcentage du salaire de base n'a été établie pour la portion intéressement à long terme, Jean-François Pruneau a bénéficié d'un octroi incitatif à long terme de 100 000 options d'achat d'actions de la Société dont la valeur estimative a été calculée en date de l'octroi selon le modèle Black-Scholes. Voir le tableau intitulé « Valeur Black-Scholes des options d'achat d'actions ».



Marc M. Tremblay

Chef de l'exploitation et des affaires juridiques

Marc M. Tremblay est chef de l'exploitation et des affaires juridiques depuis janvier 2019. Auparavant, il occupait les fonctions de vice-président principal, chef des affaires juridiques et publiques et secrétaire corporatif. Il s'est joint à Québecor en 2007 à titre de vice-président des affaires juridiques.

Rémunération 2020		
	Cible	Réelle
Fixe		
Salaire de base	700 000 \$	700 000 \$
Variable		
Intéressement à court terme ¹		
<i>BAlIA ajusté de QMI</i>	233 334 \$	— \$
<i>Flux de trésorerie d'exploitation de QMI</i>	233 334 \$	— \$
<i>Stratégiques</i>	233 334 \$	— \$
<i>Boni discrétionnaire</i>		541 666 \$
Intéressement à long terme		
<i>Options</i> ²	—	457 000 \$
Rémunération directe totale	1 400 000 \$	1 698 666 \$

1. L'attribution de l'intéressement à court terme 2020 a été fondée sur les niveaux d'atteinte des objectifs financiers et stratégiques décrits ci-dessous et dont le BAlIA ajusté est l'élément déclencheur :

Objectifs	Cible	Résultat ⁽ⁱ⁾	Paiement ⁽ⁱⁱ⁾
BAlIA ajusté de QMI	100,0 %	—	—
Flux de trésorerie d'exploitation de QMI	100,0 %	—	—
Stratégiques	100,0 %	—	—

- (i) Veuillez consulter la rubrique « Intéressement à court terme » de la circulaire pour de plus amples renseignements.
- (ii) Bien que le déclencheur du programme d'intéressement à court terme soit le BAlIA ajusté de QMI n'ait pas été rencontré, le conseil a octroyé des bonis afin de tenir compte des efforts des membres de la haute direction visés pendant cette année de crise sanitaire et de l'atteinte des flux de trésorerie d'exploitation de QMI et de certains objectifs stratégiques. Veuillez consulter la rubrique « Faits saillants 2020 en matière de rémunération de la haute direction » de la circulaire pour de plus amples renseignements.

2. Même si aucune cible en pourcentage du salaire de base n'a été établie pour la portion intéressement à long terme, Marc M. Tremblay a bénéficié d'un octroi incitatif à long terme de 100 000 options d'achat d'actions de la Société dont la valeur estimative a été calculée en date de l'octroi selon le modèle Black-Scholes. Voir le tableau intitulé « Valeur Black-Scholes des options d'achat d'actions ».



France Lauzière

Présidente et chef de la direction, TVA et chef du contenu, Québecor Contenu

France Lauzière a été nommée présidente et chef de la direction de Groupe TVA et chef du contenu de Québecor Contenu en octobre 2017. Au service de Groupe TVA depuis 2001, elle a occupé les postes de directrice des variétés ainsi que de directrice générale des programmes pour ensuite être nommée vice-présidente à la programmation de TVA en 2006. De 2013 à 2017, elle était également vice-présidente principale de Québecor Contenu.

Rémunération 2020		
	Cible	Réelle
Fixe		
Salaire de base	528 400 \$	528 400 \$
Variable		
Intéressement à court terme ¹		
<i>BAlIA ajustés de TVA, Québecor Contenu et Vidéotron</i>	154 998 \$	— \$
<i>Marge bénéficiaire de TVA</i>	154 997 \$	— \$
<i>Stratégiques</i>	154 997 \$	— \$
<i>Boni discrétionnaire</i>		353 995 \$
Intéressement à long terme		
<i>Options</i> ²	—	399 550 \$
Rémunération directe totale	993 392 \$	1 281 945 \$

1. L'attribution de l'intéressement à court terme 2020 a été fondée sur les niveaux d'atteinte des objectifs financiers et stratégiques décrits ci-dessous et dont le BAlIA ajusté est l'élément déclencheur :

Objectifs	Cible	Résultat ⁽ⁱ⁾	Paiement ⁽ⁱⁱ⁾
BAlIA ajustés – TVA, Québecor Contenu et Vidéotron	100,0 %	*	—
Marge bénéficiaire de TVA	100,0 %	—	—
Stratégiques	100,0 %	—	—

* La portion BAlIA ajustés couvre trois secteurs : Groupe TVA, Québecor Contenu et Vidéotron.

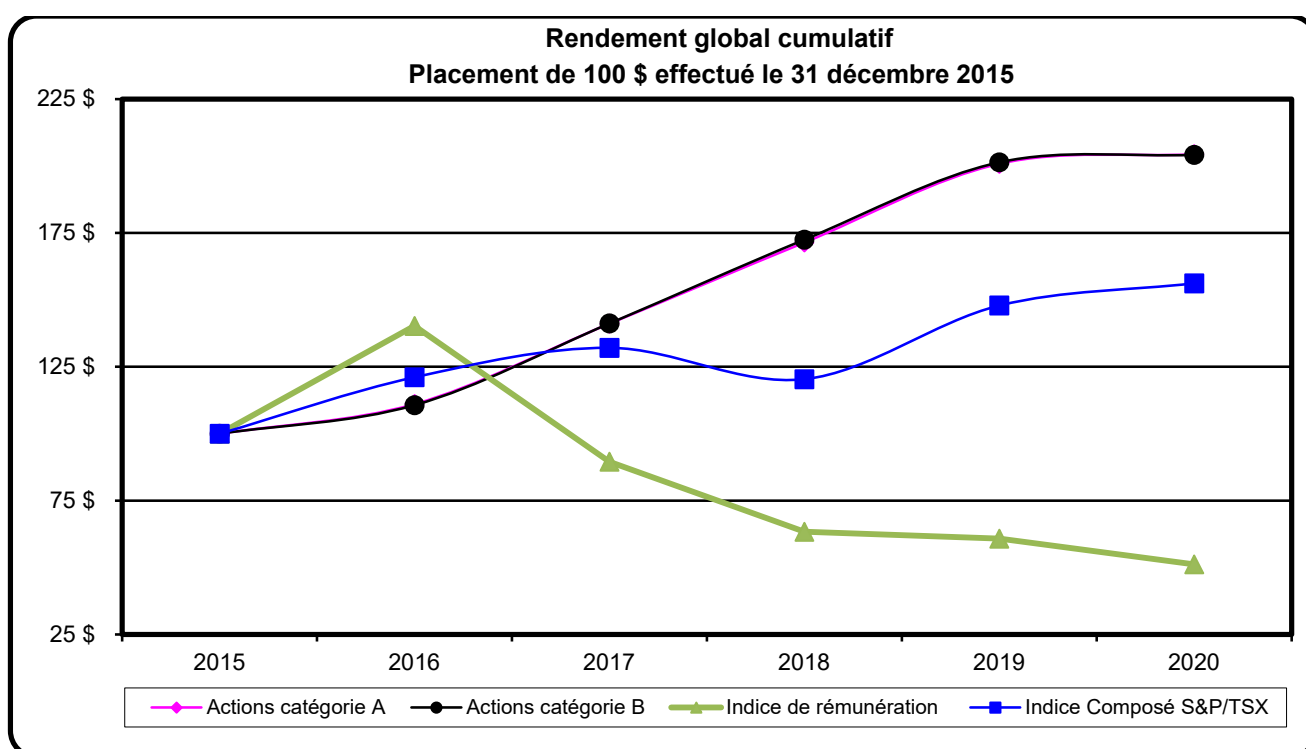
- (i) Veuillez consulter la rubrique « Intéressement à court terme » de la circulaire pour de plus amples renseignements.
- (ii) Bien que le déclencheur du programme d'intéressement à court terme soit le BAlIA ajusté – TVA, Québecor Contenu et Vidéotron n'ait pas été rencontré, le conseil a octroyé des bonis afin de tenir compte des efforts des membres de la haute direction visés pendant cette année de crise sanitaire et de l'atteinte de la marge bénéficiaire de TVA et de certains objectifs stratégiques. Veuillez consulter la rubrique « Faits saillants 2020 en matière de rémunération de la haute direction » de la circulaire pour de plus amples renseignements.
2. Même si aucune cible en pourcentage du salaire de base n'a été établie pour la portion intéressement à long terme, France Lauzière a bénéficié d'un octroi incitatif à long terme de 155 000 options d'achat d'actions, soit 75 000 options d'achat d'actions de la Société et 80 000 options d'achat d'actions de TVA dont les valeurs estimatives ont été calculées en date de l'octroi selon le modèle Black-Scholes. Voir le tableau intitulé « Valeur Black-Scholes des options d'achat d'actions ».

GRAPHIQUE DE RENDEMENT

Le graphique présenté ci-après illustre le rendement total cumulatif pour l'actionnaire sur cinq ans d'un placement de 100 \$ dans les actions catégorie A et dans les actions catégorie B de la Société, le tout comparativement à celui de l'indice composé S&P/TSX.

La valeur en fin d'exercice de chaque placement est basée sur l'évolution du cours des actions majorée des dividendes versés en espèces, ces dividendes ayant été réinvestis à la date à laquelle ils ont été versés. Les calculs ne comprennent pas les frais de courtage, les taxes et les impôts. Le rendement global de chaque placement peut être calculé d'après les valeurs de placement en fin d'exercice indiquées sous le graphique.

Le graphique comprend également un indice qui reflète l'évolution de la rémunération totale des membres de la haute direction visés au cours des cinq dernières années. L'indice de rémunération est composé du salaire de base et des attributions effectuées en fonction des régimes d'intéressement en vigueur pour une année donnée. Aux fins de cet indice, les informations apparaissant à la colonne « Rémunération totale » du tableau sommaire de la rémunération ont été annualisées.



	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Actions catégorie A	100 \$	111 \$	141 \$	171 \$	201 \$	204 \$
Actions catégorie B	100 \$	111 \$	141 \$	172 \$	201 \$	204 \$
Indice de la rémunération	100 \$	140 \$	90 \$	63 \$	61 \$	51 \$
Indice Composé S&P/TSX	100 \$	121 \$	132 \$	120 \$	148 \$	156 \$

L'évolution de la rémunération totale des membres de la haute direction visés correspond au rendement de la Société pour la période entre 2015 et 2016. L'année 2017 a marqué le retour de l'actionnaire de contrôle, Pierre Karl Péladeau, à titre de président et chef de la direction de la Société. La rémunération totale a depuis connu une diminution importante principalement liée au fait que ce dernier ne reçoit aucun intéressement à long terme. Cette tendance s'est poursuivie pour les années 2019 et 2020 alors que le rendement total cumulatif pour l'actionnaire s'est accru.

Par ailleurs, Québecor étant une société de portefeuille exerçant ses activités par l'intermédiaire de ses diverses filiales, la rémunération des membres de la haute direction visés est établie en fonction des résultats de la Société et des différentes unités d'affaires. En contrepartie, le cours de l'action de la Société à la Bourse de Toronto reflète les résultats de la Société sur une base consolidée. Ainsi, la performance du cours de l'action ne peut être utilisée seule afin de tirer des conclusions adéquates quant à la rémunération des membres de la haute direction visés.

Le CRHR est d'avis que le cours de l'action est également affecté par des facteurs externes sur lesquels la Société et ses membres de la haute direction visés ont peu de contrôle et qui ne reflètent pas nécessairement le rendement global de la Société ni celui des membres de la haute direction visés. Le rendement total cumulatif sur 5 ans pour l'actionnaire détenant des actions catégorie B de la Société a été de 104 % comparativement à 56 % pour l'indice composé S&P/TSX, tel qu'illustré au graphique de rendement ci-haut.

TABLEAU SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION

Le tableau qui suit présente les données sur la rémunération du président et chef de la direction, du chef de la direction financière et des trois autres dirigeants de la Société les mieux rémunérés au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020 pour leurs services rendus au cours des exercices terminés les 31 décembre 2020, 2019 et 2018. Le poste principal indiqué au tableau pour chacun des membres de la haute direction visés est en date du 31 décembre 2020.

Nom et poste principal	Exercice	Salaire (\$)	Attributions fondées sur des actions (\$)	Attributions fondées sur des options ¹ (\$)	Rémunération en vertu d'un plan incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres		Valeur du régime de retraite ² (\$)	Autre rémunération ³ (\$)	Rémunération totale (\$)
					Plans incitatifs annuels (\$)	Plans incitatifs à long terme (\$)			
Pierre Karl Péladeau Président et chef de la direction	2020	990 430 ⁴	—	—	—	—	51 800	—	1 042 230
	2019	1 336 000	—	—	1 273 653	—	41 500	—	2 651 153
	2018	1 300 000	—	—	1 225 730	—	43 200	—	2 568 930
Hugues Simard ⁵ Chef de la direction financière	2020	450 000	—	228 500 ⁶	253 500	—	49 500	—	981 500
	2019	392 308	—	209 600 ⁶	297 500	—	37 700	—	937 108
Jean-François Pruneau ⁷ Président et chef de la direction, Vidéotron	2020	780 000	—	457 000 ⁶	621 000	—	60 200	—	1 918 200
	2019	760 000	—	524 000 ⁶	1 150 066	—	44 300	—	2 478 366
	2018	525 300	—	428 800 ⁶	495 289	—	38 300	—	1 487 689
Marc M. Tremblay ⁸ Chef de l'exploitation et des affaires juridiques	2020	700 000	—	457 000 ⁶	541 666	—	51 900	—	1 750 566
	2019	650 000	—	419 200 ⁶	758 333	—	42 000	—	1 869 533
	2018	520 000	—	428 800 ⁶	490 292	—	43 600	—	1 482 692
France Lauzière Présidente et chef de la direction, TVA et chef du contenu, Québecor Contenu	2020	528 400	—	399 550 ⁹	353 995	—	50 900	—	1 332 845
	2019	514 000	—	467 400 ⁹	467 957	—	38 700	—	1 488 057
	2018	500 000	—	643 000 ⁹	178 444	—	41 200	—	1 362 644

1. La valeur de rémunération indiquée à cet élément représente une valeur estimative, calculée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes, lequel est basé sur différentes hypothèses.
2. Voir la rubrique « Prestations de retraite » de la circulaire pour de plus amples informations.
3. Les avantages indirects qui n'atteignent pas le seuil prescrit, soit 50 000 \$ ou 10 % du salaire pour l'exercice financier, ne sont pas inclus.
4. Afin d'atténuer les impacts financiers de la pandémie sur la Société, Pierre Karl Péladeau a volontairement accepté une réduction de son salaire de base pour l'exercice financier 2020 et a renoncé au paiement de son boni.
5. Hugues Simard a été nommé chef de la direction financière en janvier 2019.
6. Titres sous-jacents : actions catégorie B de la Société. Le montant indiqué représente la valeur des options à la date de l'octroi selon le modèle Black-Scholes. Pour 2020, voir le tableau intitulé « Valeur Black-Scholes des options d'achat d'actions » pour le détail du calcul des données apparaissant à la colonne « Attributions fondées sur des options » du présent tableau.
7. Jean-François Pruneau occupe les fonctions de président et chef de la direction de Vidéotron depuis janvier 2019. Avant cette date, il occupait le poste de vice-président principal et chef de la direction financière de la Société et de QMI.
8. Marc M. Tremblay occupe les fonctions de chef de l'exploitation et des affaires juridiques depuis janvier 2019, date à laquelle il a cessé d'occuper les fonctions de vice-président principal, chef des affaires juridiques et affaires publiques. De septembre 2014 à mai 2019, il cumulait également les fonctions de secrétaire corporatif.

⁹ Titres sous-jacents : actions catégorie B de la Société et actions classe B sans droit de vote de TVA. Le montant indiqué représente la valeur des options à la date de l'octroi selon le modèle Black-Scholes. Pour 2020, voir le tableau intitulé « Valeur Black-Scholes des options d'achat d'actions » pour le détail du calcul des données apparaissant à la colonne « Attributions fondées sur des options » du présent tableau.

Le montant de la rémunération totale inclut la valeur de rémunération des options d'achat d'actions calculée selon le modèle Black-Scholes qui est basé sur différentes hypothèses décrites au tableau suivant. Elle ne représente qu'une valeur estimative des options d'achat d'actions attribuées et ne constitue pas un montant en espèces reçu par le membre de la haute direction visé. Il s'agit d'une valeur à risque qui peut même s'avérer nulle, le cas échéant. Par conséquent, le montant de la rémunération totale indiquée au tableau ci-dessus ne constitue pas la rémunération en espèces réellement gagnée par le membre de la haute direction visé.

Valeur Black-Scholes des options d'achat d'actions

Dans le but de bien illustrer le calcul de la valeur Black-Scholes des attributions d'options d'achat d'actions pour les membres de la haute direction visés au cours de l'année 2020, les hypothèses clés et estimations sont présentées ci-après.

Date de l'octroi	Prix d'exercice (\$)	Rendement du dividende (%/an)	Volatilité (%)	Durée de vie (années)	Taux sans risque (%)	Valeur Black-Scholes (\$)
14 août 2020 ¹	33,19	2,42	20,83	6,00	0,576	4,57
14 août 2020 ²	1,40	0,00	55,10	6,00	0,576	0,71

¹ Titres sous-jacents: actions catégorie B de la Société. Période d'acquisition 1/3 après trois ans, 2/3 après quatre ans et la totalité après cinq ans de la date de l'octroi.

² Titres sous-jacents: actions classe B sans droit de vote de TVA. Période d'acquisition 1/3 après trois ans, 2/3 après quatre ans et la totalité après cinq ans de la date de l'octroi.

À noter : conformément à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, le passif relié à ces options est comptabilisé aux états financiers consolidés de la Société sur la base de leur juste valeur comptable déterminée à la fin de chaque période financière en utilisant le modèle Black-Scholes. Au moment de l'octroi, la juste valeur comptable de ces options est calculée en utilisant le même modèle. Ainsi, la juste valeur comptable au moment de l'octroi qui est calculée à des fins comptables est identique à celle calculée aux fins de la section 3.1 (5) de l'annexe 6 du Règlement 51-102.

Attributions fondées sur des actions et des options en cours

Le tableau suivant indique, pour chacun des membres de la haute direction visés, toutes les attributions d'options d'achat d'actions et d'UAD en cours de la Société, de QMI et de TVA et leurs valeurs au 31 décembre 2020.

Nom	Unités et/ou actions sous-jacentes	Attributions fondées sur des options				Attributions fondées sur des actions		
		Titres sous-jacents aux options non exercées (#)	Prix d'exercice des options ¹ (\$)	Date d'expiration des options	Valeur des options dans le cours non exercées ² (\$)	Actions ou unités d'actions dont les droits n'ont pas été acquis (#)	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions dont les droits n'ont pas été acquis ³ (\$)	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions dont les droits ont été acquis (non payées ou distribuées) (\$)
Pierre Karl Péladeau	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Hugues Simard	QI ⁴ QI ⁴	50 000 40 000	33,19 31,59	14 août 2030 4 juin 2029	0 46 800	s.o.	s.o.	s.o.
Jean-François Pruneau	QI ⁴ QI ⁴ QI ⁴ QMI ⁵ UAD-QI UAD-QI (TVA)	100 000 100 000 80 000 4 000	33,19 31,59 26,5246 51,888	14 août 2030 4 juin 2029 10 octobre 2028 22 juin 2022	0 117 000 498 832 301 336	33 811 21 017	1 107 648 44 346	0 0
Marc M. Tremblay	QI ⁴ QI ⁴ QI ⁴ UAD-QI UAD-QI (TVA)	100 000 80 000 80 000	33,19 31,59 26,5246	14 août 2030 4 juin 2029 10 octobre 2028	0 93 600 498 832	23 684 15 267	775 888 32 213	0 0
France Lauzière	QI ⁴ QI ⁴ QI ⁴ TVA ⁶ TVA ⁶ TVA ⁶ UAD-QI UAD-TVA	75 000 75 000 100 000 80 000 80 000 100 000	33,19 31,59 26,5246 1,40 2,05 2,16	14 août 2030 4 juin 2029 10 octobre 2028 14 août 2030 4 juin 2029 10 octobre 2028	0 87 750 623 540 56 800 4 800 0	13 401 65 703	439 017 138 633	0 0

^{1.} Le prix d'exercice des options de la Société est égal au prix moyen pondéré des actions catégorie B transigées à la Bourse de Toronto au cours des cinq derniers jours de négociation précédant immédiatement la date de l'octroi. Le prix d'exercice des options de QMI correspond à la juste valeur des actions ordinaires au moment de l'octroi, telle que déterminée par un expert externe dont les services sont retenus par le conseil de QMI sur une base trimestrielle. Le prix d'exercice des options de TVA ne peut être inférieur au cours de clôture d'un lot régulier d'actions classe B sans droit de vote de TVA à la Bourse de Toronto le dernier jour de négociation précédant la date de l'octroi.

^{2.} La valeur des options dans le cours non exercées de la Société et de TVA est la différence entre le prix d'exercice de l'option et le cours de clôture du titre sous-jacent à la Bourse de Toronto le 31 décembre 2020, ou la différence entre le prix d'exercice des options et la valeur des actions ordinaires dans le cas des options de QMI le 31 décembre 2020, telle que déterminée par un expert externe dont les services sont retenus par le conseil de QMI. **Ce gain n'a pas été réalisé et peut ne jamais l'être. Les options n'ont pas été exercées et peuvent ne pas l'être; et le gain réel, s'il en est, réalisé au moment de l'exercice, dépendra de la valeur de ces actions à la date d'exercice.** Le 31 décembre 2020, le cours de clôture des actions catégorie B de Québecor à la Bourse de Toronto s'établissait à 32,76 \$ l'action et celui des actions classe B sans droit de vote de TVA s'établissait à 2,11 \$ l'action. Aux fins d'octrois d'options d'achat d'actions, l'expert externe retenu par le conseil de QMI a évalué la valeur des actions de QMI au 31 décembre 2020 à 127,222 \$ l'action.

^{3.} La valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions dont les droits n'ont pas été acquis est établie en multipliant le nombre d'UAD par les cours de clôture des actions sous-jacentes (voir note 2 ci-dessus).

^{4.} Options de la Société. Les options peuvent être levées comme suit : ¼ après trois ans, ¾ après quatre ans et la totalité après cinq ans de la date de l'octroi.

^{5.} Options de QMI. Horizon un an. Les options peuvent être levées en portions égales sur une période de cinq ans, dont la première tranche de 20 % est acquise un an après la date de l'octroi.

^{6.} Options de TVA. Les options peuvent être levées comme suit : ½ après trois ans, ¾ après quatre ans et la totalité après cinq ans de la date de l'octroi.

Attributions en vertu d'un plan incitatif - Valeur à l'acquisition des droits ou valeur gagnée au cours de l'exercice

Le tableau suivant résume, pour chacun des membres de la haute direction visés, i) la valeur globale qui aurait été réalisée si les options visées par l'attribution à base d'options avaient été exercées à la date d'acquisition des droits survenue en 2020, ii) la valeur à l'acquisition des droits des attributions fondées sur des actions survenue en 2020, et iii) le montant de la prime gagnée pour l'exercice 2020.

Nom	Attributions fondées sur des options – Valeur à l'acquisition des droits au cours de l'exercice ¹ (\$)	Attributions fondées sur des actions – Valeur à l'acquisition des droits au cours de l'exercice ² (\$)	Rémunération en vertu d'un plan incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres – Valeur gagnée au cours de l'exercice ³ (\$)
Pierre Karl Péladeau	–	–	–
Hugues Simard	–	–	253 500
Jean-François Pruneau	–	778 260	621 000
Marc M. Tremblay	–	740 440	541 666
France Lauzière	53 441 ⁴⁻⁵	343 550	353 995

- La valeur à l'acquisition des droits est la différence entre la valeur au marché des titres sous-jacents à la date d'acquisition et le prix d'exercice des options visées par l'attribution à base d'options.
- La valeur à l'acquisition des droits correspond au nombre d'UAP de Québecor, ou de TVA selon le cas, octroyées en 2017 et ajusté pour tenir compte des UAP versées à titre d'équivalents de dividende, multiplié par le facteur d'ajustement à la performance approuvé par le conseil. Les UAP acquises sont ensuite réglées en espèces selon la valeur marchande de l'action à la date de règlement, soit le cours de clôture des actions sous-jacents à la Bourse de Toronto le dernier jour de bourse précédant la date de règlement.
- Correspond à la somme, pour 2020, des colonnes « Plans incitatifs annuels » et « Plans incitatifs à long terme » du tableau sommaire de la rémunération.
- Titres sous-jacents : actions ordinaires de QMI.
- Ces options ont été exercées en 2020.

Prestations de retraite

Certaines filiales de la Société maintiennent des régimes de retraite offerts, entre autres, à leurs hauts dirigeants. Les dispositions principales de ces régimes sont les suivantes :

	Régime de retraite de base	
Filiales	QMI ^{1,2}	Vidéotron ³
Membres de la haute direction visés	Pierre Karl Péladeau, Hugues Simard, Marc M. Tremblay, France Lauzière	Jean-François Pruneau
Cotisations du participant	Aucune	5 % du salaire de base n'excédant pas 7 731 \$
Âge normal de la retraite	65 ans	
Âge de la retraite sans réduction des rentes de retraite	61 ans	65 ans
Réduction en cas de départ à la retraite avant l'âge permis	6 % par année	Réduction de 3 % par année pour les années entre 60 et 65 ans et 4 % par année pour les années entre 55 et 60 ans.

Régime de retraite de base		
Filiales	QMI ^{1,2}	Vidéotron ³
Âge de la retraite anticipée	55 ans	
Calcul des rentes de retraite	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 % du salaire moyen des cinq années consécutives les mieux rémunérées (incluant les primes) multiplié par le nombre d'années de participation au régime en tant qu'exécutif. ▪ Sujet à la rente maximale prescrite par la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (Canada). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 % du salaire de base de chaque année. ▪ Sujet à la rente maximale prescrite par la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (Canada).
Coordination avec des régimes publics	Non	
Type de rente de retraite	Avec conjoint admissible au moment du départ à la retraite.	
	Rente à vie au conjoint correspondant à 60 % de la rente versée.	Rente à vie au conjoint correspondant à 50 % de la rente versée.
	Sans conjoint admissible au moment du départ à la retraite.	
	s.o.	Garantie de 120 paiements mensuels si sans conjoint admissible au moment du départ à la retraite.
Indexation	Après la retraite	Avant la retraite

- ¹ Les dispositions décrites sont applicables à certains dirigeants désignés, dont les membres de la haute direction visés.
- ² Le régime de retraite de base de QMI est fermé aux nouveaux entrants depuis le 1er janvier 2009. QMI se réserve le droit, dans des circonstances exceptionnelles, de permettre à un employé d'adhérer au régime.
- ³ Le régime de retraite de base de Vidéotron est fermé aux nouveaux entrants depuis le 1^{er} mai 2012. Vidéotron se réserve le droit, dans des circonstances exceptionnelles, de permettre à un employé d'adhérer au régime.

Le tableau suivant présente l'information relative aux régimes de retraite de QMI et Vidéotron, soit les régimes enregistrés et surcomplémentaires. En plus des prestations annuelles payables, le tableau illustre l'évolution de la valeur de ces prestations (obligation) du début à la fin de l'exercice. Les différences d'un individu à l'autre s'expliquent par l'âge de l'individu, son salaire et le service accumulé dans les régimes de base et surcomplémentaires.

Ces régimes procurent une rente basée sur les salaires au moment de la retraite (aux fins du tableau, les prestations payables présentées sont calculées sur la base des salaires au 31 décembre 2020).

Nom	Années décomptées (nombre)	Prestations annuelles payables (\$)		Valeur actuelle d'ouverture de l'obligation au titre des prestations définies ¹ (\$)	Variation attribuable à des éléments rémunérateurs (\$)	Variation attribuable à des éléments non rémunérateurs (\$)	Valeur actuelle de clôture de l'obligation au titre des prestations définies ² (\$)
		À la fin de l'exercice	À 65 ans				
Pierre Karl Péladeau ³	18,7	57 900	75 900	9 068 900	51 800	390 900	9 511 600
Hugues Simard	2,0	6 100	40 700	56 600	49 500	26 900	133 000
Jean-François Pruneau ⁴	15,2	46 900	92 000	837 700	60 200	204 200	1 102 100
Marc M. Tremblay	13,8	42 500	57 700	764 100	51 900	101 800	917 800
France Lauzière	8,0	24 700	58 200	412 500	50 900	80 000	543 400

- ¹ Les calculs sont effectués avec un taux d'actualisation de 3,1 %, un taux d'inflation de 2,0 % et la plus récente table de mortalité de l'Institut canadien des actuaires (« ICA »).
- ² Les calculs sont effectués avec un taux d'actualisation de 2,5 %, un taux d'inflation de 2,0 % et la plus récente table de mortalité de l'ICA.

3. Aux fins du calcul des « prestations annuelles payables », seules les prestations payables du régime enregistré sont incluses. La prestation payable du régime surcomplémentaire correspond à un montant s'accumulant avec intérêts jusqu'à la retraite et qui servira à acheter une rente auprès d'un assureur à ce moment; cette prestation ne dépend pas des années de service.
4. La participation au régime de retraite de QMI pour Jean-François Pruneau a été suspendue en date du 31 décembre 2018 et ce dernier participe dorénavant au régime de retraite de Vidéotron. Pour les fins de divulgation, nous vous présentons les chiffres combinés du régime de base de QMI et de Vidéotron.

Prestations en cas de cessation de fonctions et de changement de contrôle

La Société et ses filiales ont conclu des contrats d'emploi avec chacun des membres de la haute direction visés. Chacun de ces contrats est établi individuellement et aucune politique ne s'applique à tous, hormis les dispositions du régime d'intéressement à long terme. Les pratiques usuelles de la Société favorisent une harmonisation et une équité dans les conditions de terminaison d'emploi. Le tableau suivant présente, en date du 31 décembre 2020, les prestations en cas de cessation des fonctions et de changement de contrôle.

	Retraite	Congédiement pour motif sérieux	Démission	Congédiement sans motif sérieux (licenciement)	Congédiement sans motif sérieux suite à un changement de contrôle
Salaire de base	Cessation du versement	Cessation du versement	Cessation du versement	Indemnité de départ sous forme de maintien du salaire ou de somme forfaitaire conditionnelle à des engagements de non-concurrence, de non-sollicitation et de confidentialité : -P.K. Péladeau : 24 mois -H. Simard : 18 mois -J.-F. Pruneau : 20 mois -M.M. Tremblay : 18 mois -F. Lauzière : 18 mois	Indemnité de départ sous forme de maintien du salaire ou de somme forfaitaire conditionnelle à des engagements de non-concurrence, de non-sollicitation et de confidentialité : -P.K. Péladeau : 24 mois -H. Simard : 18 mois -J.-F. Pruneau : 20 mois -M.M. Tremblay : 18 mois -F. Lauzière : 18 mois
Incitatif annuel	Paiement au prorata de la fraction de l'exercice complétée avant la retraite	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité	Indemnité correspondant à la bonification annuelle cible calculée sur la portion financière et sera payable uniquement sur atteinte des résultats de l'année de départ	Indemnité correspondant à la bonification annuelle cible calculée sur la portion financière et sera payable uniquement sur atteinte des résultats de l'année de départ
UAD	Rachat au plus tard le 15 décembre de l'année qui suit la retraite. Accélération de l'acquisition des UAD non acquises au prorata en cas de retraite avant l'âge normal de la retraite	Fin de l'admissibilité en date du congédiement et rachat des unités acquises seulement	Fin de l'admissibilité en date de la démission et rachat des unités acquises seulement	Rachat des unités acquises suite à l'accélération de l'acquisition des UAD non acquises au prorata du temps travaillé en regard de la période d'acquisition	Rachat des unités acquises suite à l'accélération de l'acquisition des UAD non acquises
Options d'achat d'actions	Les options acquises peuvent être exercées dans un délai de 60 jours après la retraite pour le	Perte des options acquises en date du congédiement	Les options de QI et de TVA acquises peuvent être exercées dans un délai de 30	Les options acquises peuvent être exercées dans un délai de 30 jours du congédiement	Les options acquises peuvent être exercées dans un délai de 30 jours du congédiement

	Retraite	Congédiement pour motif sérieux	Démission	Congédiement sans motif sérieux (licenciement)	Congédiement sans motif sérieux suite à un changement de contrôle
	régime QI et 90 jours pour le régime QMI et 30 jours pour le régime de TVA et, sous réserve de certaines conditions, les droits en vertu des options pourront être conservés tels qu'ils existaient avant la retraite		jours de la démission. Perte des options de QMI acquises en date de la démission		
Avantages sociaux	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité
Avantages indirects	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité

Le tableau suivant présente la valeur des paiements additionnels estimatifs qui pourraient être faits ou des avantages additionnels estimatifs qui pourraient être accordés à chaque membre de la haute direction visé, selon le motif de cessation d'emploi, si une cessation d'emploi avait eu lieu le 31 décembre 2020. La valeur de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres est calculée d'après les cours de clôture des actions catégorie B de Québecor et des actions classe B sans droit de vote de TVA, s'il y a lieu, à la Bourse de Toronto lesquels s'établissaient respectivement à 32,76 \$ et à 2,11 \$ l'action.

Événement	Pierre Karl Péladeau	Hugues Simard	Jean-François Pruneau	Marc M. Tremblay	France Lauzière
Retraite					
Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres ¹	0 \$	0 \$	874 953 \$	592 507 \$	436 407 \$
Congédiement pour motif sérieux	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Démission	0 \$	0 \$	0 \$	s.o. ²	0 \$
Congédiement sans motif sérieux (licenciement)					
Indemnité de départ	4 358 095 \$	989 969 \$	2 513 212 \$	1 749 930 \$	1 257 546 \$
Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres	0 \$	0 \$	874 953 \$	592 507 \$	436 407 \$
Avantages sociaux	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Avantages indirects	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Congédiement sans motif sérieux suite à un changement de contrôle					
Indemnité de départ	4 358 095 \$	989 969 \$	2 513 212 \$	1 749 930 \$	1 257 546 \$
Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres	0 \$	0 \$	1 151 994 \$	808 101 \$	577 650 \$
Avantages sociaux	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Avantages indirects	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

¹. Étant donné que les conditions d'acquisition des options sont liées aux années de service, à l'âge au moment de la retraite et aux activités professionnelles du titulaire d'options pendant sa retraite, aucune acquisition n'est considérée dans cette valeur.

². Marc M. Tremblay est admissible à la retraite anticipée.

RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE DE TITRES DE CAPITAUX PROPRES

Régime d'options d'achat d'actions de la Société

La Société a établi un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des dirigeants, cadres supérieurs et employés clés de la Société et de ses filiales (le « Régime ») leur donnant la possibilité de profiter de l'appréciation de la valeur des actions catégorie B de la Société. Ce Régime prévoit l'octroi d'options visant l'achat d'un nombre maximal de 26 000 000 d'actions catégorie B, soit 10,5 % de la totalité des actions catégorie A et des actions catégorie B émises et en circulation au 31 décembre 2020. En date des présentes, 23 280 608 actions catégorie B, soit 9,1 % de la totalité des actions catégorie A et des actions catégorie B émises et en circulation sont toujours réservées auprès de la Bourse de Toronto aux fins du Régime.

Le conseil, sur recommandation du CRHR, administre le Régime, désigne les bénéficiaires des options et détermine la date d'acquisition des droits relatifs à chaque option, le prix de levée de chaque option, la date d'expiration et toute autre question relative aux options, dans chaque cas conformément à la réglementation applicable en matière de valeurs mobilières. Le nombre d'options octroyées est lié au mérite individuel, au positionnement face au marché et repose sur le niveau de responsabilité du bénéficiaire d'options. Le conseil entérine les recommandations qui lui sont présentées par le CRHR ou apporte les modifications qu'il juge appropriées. Les octrois antérieurs sont pris en considération et les comparables de marché sont analysés.

Le prix de levée de chaque option octroyée en vertu de ce Régime est égal au prix moyen pondéré des actions catégorie B transigées à la Bourse de Toronto au cours des cinq derniers jours de négociation précédant immédiatement la date de l'octroi.

Le bénéficiaire d'options peut, au moment de la levée de son option, choisir de (i) souscrire aux actions catégorie B à l'égard desquelles l'option est levée; ou (ii) recevoir de la Société un paiement en espèces égal au nombre d'actions à l'égard desquelles l'option est levée multiplié par le montant par lequel la valeur au marché excède le prix de levée des actions visées par cette option. La valeur au marché est définie comme le prix moyen pondéré des actions catégorie B négociées à la Bourse de Toronto au cours des cinq derniers jours de négociation précédant immédiatement la date de la levée de l'option. Si un bénéficiaire d'options choisit de recevoir de la Société un paiement en espèces lors de la levée de son option, le nombre d'actions catégorie B sous-jacentes à son option redeviendra disponible aux fins du Régime.

En signant l'avis d'octroi qu'il a reçu, le bénéficiaire s'est engagé à obtenir le consentement de la Société avant d'exercer son droit à souscrire aux actions à l'égard desquelles il désire lever son option.

Le texte du Régime prévoit que les options peuvent normalement être levées comme suit : $\frac{1}{3}$ après un an, $\frac{2}{3}$ après deux ans et la totalité après trois ans de la date de l'octroi. Le conseil de la Société peut, à sa discrétion, déterminer d'autres modalités de levée des options lors de l'octroi. Ainsi, depuis 2018, le conseil a déterminé que les options seraient acquises en portions égales sur une période de trois ans dont la première tranche de $33\frac{1}{3}\%$ serait acquise trois ans suivant la date de l'octroi. La durée maximale d'une option est de 10 ans à partir de la date de l'octroi.

Aucun titulaire d'options ne peut détenir d'options sur plus de 5 % des actions en circulation de la Société. Toutes les options sont incessibles.

Le droit de lever des options qui ont été octroyées expire à la première des éventualités suivantes :

- Immédiatement lors d'un congédiement pour motif sérieux;
- 30 jours suivant la date de cessation d'emploi du bénéficiaire d'options pour une autre raison que le décès ou le départ à la retraite;
- 60 jours suivant la date du départ à la retraite. Sous réserve de certaines conditions liées aux années de service, à l'âge du titulaire d'options au moment de sa retraite et aux activités professionnelles du titulaire d'options pendant sa retraite, il est permis au titulaire d'options qui prend sa retraite de conserver les droits en vertu de ses options tels qu'ils existaient avant sa retraite;

- 180 jours suivant la date du décès d'un bénéficiaire d'options;
- 10 ans suivant la date de l'octroi.

Le conseil de la Société peut, en tout temps, avec l'approbation préalable de la Bourse de Toronto, modifier ou mettre fin au Régime en tout ou en partie, sous réserve des droits des bénéficiaires d'options déjà octroyées en vertu du Régime et qui n'ont pas encore été levées. L'approbation des détenteurs d'actions de la Société est requise lors de toute modification apportée au Régime.

Même si le Régime prévoit la possibilité pour un bénéficiaire d'options, lors de la levée de son option, de demander un prêt à la Société pour un montant n'excédant pas 50 % du prix d'achat global des actions à l'égard desquelles l'option est levée, la Société n'a jamais accordé d'aide financière aux bénéficiaires d'options pour la levée de leurs options. De plus, en signant l'avis d'octroi qu'il a reçu, le bénéficiaire renonce à son droit d'obtenir un prêt de la Société dans le cadre de la levée d'une option.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020, 1 342 267 options ont été octroyées et aucune action a été émise suite à la levée d'options d'achat d'actions. En date des présentes, 3 608 366 options d'achat d'actions étaient en circulation, soit 1,47 % de la totalité des actions catégorie A et des actions catégorie B émises et en circulation.

Le tableau suivant donne des renseignements relatifs au régime de rémunération à base de titres de capitaux propres au sein de la Société au 31 décembre 2020.

Catégorie de régime	Nombre de titres devant être émis lors de l'exercice des options ou des bons ou droits en circulation	Prix d'exercice moyen pondéré des options, bons et droits en circulation	Nombre de titres restant à émettre en vertu de régimes de rémunération à base de titres de capitaux propres (sauf les titres indiqués dans la première colonne)
Régimes de rémunération à base de titres de capitaux propres approuvés par les actionnaires:			
Régime d'options d'achat d'actions de la Société	3 630 959 (ou 2,12 % du nombre d'actions catégorie B émises et en circulation)	30,57 \$	19 649 649 (ou 11,48 % du nombre d'actions catégorie B émises et en circulation)
Régimes de rémunération à base de titres de capitaux propres non approuvés par les actionnaires :	-	-	-

Le tableau suivant indique pour les trois derniers exercices financiers le taux d'épuisement du Régime.

Taux d'épuisement	2020	2019	2018
Nombre d'options d'achat d'actions émises au cours d'un exercice divisé par le nombre moyen pondéré des actions catégorie A et des actions catégorie B de la Société au cours de l'exercice applicable.	0,53 %	0,55 %	0,55 %

Régime d'options d'achat d'actions de QMI

QMI a mis en place d'un régime d'options d'achat d'actions comme incitatif au rendement à long terme pour les dirigeants, cadres supérieurs, administrateurs et autres employés clés de QMI ou de l'une de ses filiales (le « régime de QMI »). Le nombre maximal d'actions ordinaires de QMI pouvant être émises en vertu du régime de QMI est de 6 180 140. Aucun octroi n'a été fait en vertu de ce régime depuis 2015. Au 31 décembre 2020, 47 950 options étaient en circulation.

Dans le but général d'encourager le développement et la croissance de QMI, le régime de QMI a été mis en place afin d'établir un lien entre la rémunération des cadres et dirigeants et l'accroissement à long terme de la valeur de QMI. De plus, le régime de QMI a été conçu dans l'optique de développer le sentiment d'appartenance de chaque cadre et dirigeant, tout en renforçant le pouvoir de rétention de l'entreprise. Le régime de QMI permet ainsi à cette société d'attirer de nouveaux cadres et dirigeants et de retenir les cadres et dirigeants en place.

Conformément au régime de QMI, certains dirigeants et cadres admissibles peuvent se voir octroyer des options visant l'achat d'actions ordinaires à un prix déterminé et pendant une certaine période de temps. Le CRHR de QMI, composé d'administrateurs indépendants, est chargé d'administrer le régime de QMI et de désigner les dirigeants et les cadres qui y sont admissibles. Le régime de QMI est ouvert aux employés de QMI et de ses filiales occupant des postes de direction pouvant influencer le rendement à long terme de QMI. Un niveau a été attribué aux cadres et dirigeants admissibles en fonction du poste qu'ils occupent et de leur champ de responsabilité, le tout en concordance avec le marché pour des postes comparables. Le nombre d'options pouvant être octroyées aux dirigeants et cadres admissibles est déterminé par le CRHR de QMI conformément au niveau qui a été attribué à chacun des cadres et dirigeants. Le CRHR de QMI entérine les recommandations qui lui sont présentées par la direction ou apporte les modifications qu'il juge appropriées (à l'exception des octrois au président et chef de la direction, au chef de l'exploitation et des affaires juridiques et au chef de la direction financière qui sont approuvés par le conseil). Les octrois antérieurs sont pris en considération et les comparables de marché sont analysés.

Chaque option peut être levée au cours des dix années suivant la date d'octroi, à un prix de levée n'étant pas inférieur à la juste valeur des actions ordinaires de QMI, au moment de l'octroi, telle que déterminée par un expert externe dont les services sont retenus par le conseil de QMI (advenant que les actions ordinaires de QMI ne soient pas inscrites à une bourse reconnue au moment de l'octroi) ou le cours moyen pondéré des cinq jours de bourse précédant la date de l'octroi pour les actions ordinaires de QMI sur les marchés boursiers où ces actions sont inscrites. Tant et aussi longtemps que les actions ordinaires de QMI ne sont pas inscrites à une bourse reconnue, les options acquises peuvent être levées uniquement durant les périodes suivantes : du 1^{er} mars au 30 mars; du 1^{er} juin au 29 juin; du 1^{er} septembre au 29 septembre; et du 1^{er} décembre au 30 décembre de chaque année. De plus, au moment de la levée d'une option, les bénéficiaires d'options peuvent, à leur discrétion (i) demander que la plus-value des actions sous-jacentes à une option acquise leur soit versée ou (ii) souscrire, sous certaines conditions, à des actions ordinaires de QMI.

À l'exception de certaines circonstances et à moins que le CRHR de QMI n'en décide autrement, les options sont acquises sur une période de cinq ans selon l'une des méthodes suivantes, déterminée par le CRHR de QMI au moment de l'octroi :

- i) en portions égales sur une période de cinq ans, dont la première tranche de 20 % est acquise un an suivant la date de l'octroi (horizon un an);
- ii) en portions égales sur une période de quatre ans, dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi (horizon trois ans – le bénéficiaire reçoit à l'avance trois fois la valeur de son octroi annuel et n'en reçoit plus les deux années suivantes); ou
- iii) en portions égales sur une période de trois ans, dont la première tranche de 33 ⅓ % est acquise trois ans suivant la date de l'octroi (horizon cinq ans – le bénéficiaire reçoit à l'avance cinq fois la valeur de son octroi annuel et n'en reçoit plus les quatre années suivantes).

Aucun bénéficiaire d'options ne peut détenir d'options sur plus de 5 % des actions ordinaires émises et en circulation de QMI.

Régime d'options d'achat d'actions de TVA

TVA a mis en place un régime d'options d'achat d'actions (le « régime de TVA ») permettant aux dirigeants et employés de TVA ou de ses filiales de profiter de l'appréciation de la valeur des actions classe B sans droit de vote de TVA. Le nombre maximum d'actions classe B sans droit de vote de TVA pouvant être émises en vertu du régime de TVA est de 2 200 000.

Le comité de ressources humaines et de régie d'entreprise de TVA administre le régime de TVA, désigne les bénéficiaires d'options, détermine la date d'expiration et toute autre question relative aux options, dans chaque cas conformément à la réglementation applicable en matière de valeurs mobilières. Le nombre d'options octroyées est lié au mérite individuel et repose sur le niveau de responsabilité du bénéficiaire d'options. Le comité de ressources humaines et de régie d'entreprise de TVA entérine les recommandations qui lui sont présentées par la direction ou apporte les modifications qu'il juge appropriées (à l'exception des octrois au président et chef de la direction et au chef de la direction financière (ou toute autre personne occupant des fonctions analogues qui sont approuvés par le conseil). Les octrois antérieurs sont pris en considération et les comparables de marché sont analysés.

Le prix de levée d'une option ne peut être inférieur au cours de clôture d'un lot régulier d'actions classe B sans droit de vote de TVA à la Bourse de Toronto, le dernier jour de négociation précédant la date de l'octroi. En l'absence de cours de clôture à l'égard d'un lot régulier d'actions classe B sans droit de vote de TVA à la Bourse de Toronto ce jour-là, le prix de levée ne peut être inférieur à la moyenne des cours vendeurs et acheteurs des actions classe B sans droit de vote de TVA à la Bourse de Toronto ce même jour. Les bénéficiaires d'options peuvent, au moment de la levée de leur option, choisir de (i) souscrire aux actions classe B sans droit de vote de TVA à l'égard desquelles l'option est levée; ou (ii) recevoir de TVA un paiement en espèces, égal au nombre d'actions à l'égard desquelles l'option est levée, multiplié par le montant par lequel la valeur au marché excède le prix de levée de l'option. La valeur au marché est définie comme la moyenne des cours de clôture des cinq derniers jours de négociation précédant immédiatement le jour où l'option est levée. Si un bénéficiaire d'options choisit de recevoir de TVA un paiement en espèces lors de la levée de son option, le nombre d'actions classe B sans droit de vote de TVA sous-jacentes à son option redeviendra disponible aux fins du régime de TVA.

En signant l'avis d'octroi qu'il a reçu, le bénéficiaire s'est engagé à obtenir le consentement de TVA avant d'exercer son droit à souscrire aux actions à l'égard desquelles il désire lever son option. Ce consentement n'est pas requis pour les options octroyées avant 2018.

À moins que le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise de TVA n'en décide autrement au moment de l'octroi, les options sont acquises sur une période de cinq ans selon l'une des modalités suivantes :

- i) en portions égales sur une période de cinq ans, dont la première tranche de 20 % est acquise un an suivant la date de l'octroi;
- ii) en portions égales sur une période de quatre ans, dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi; ou
- iii) en portions égales sur une période de trois ans, dont la première tranche de 33 ⅓ % est acquise trois ans suivant la date de l'octroi.

Depuis 2018, le comité de ressources humaines et de régie d'entreprise de TVA a déterminé que les options seraient acquises en portions égales sur une période de trois ans dont la première tranche de 33 ⅓ serait acquise trois ans suivant la date de l'octroi.

Le droit de lever des options qui ont été octroyées expire à la première des éventualités suivantes :

- Immédiatement lors d'un congédiement pour motif sérieux;
- 30 jours suivant la date de cessation d'emploi du bénéficiaire d'options pour une autre raison que le décès ou le départ à la retraite;
- 30 jours suivant la date du départ à la retraite. Sous réserve de certaines conditions liées aux années de service, à l'âge du titulaire d'options au moment de sa retraite et aux activités professionnelles du titulaire d'option pendant sa retraite, il est permis au titulaire d'option qui prend sa retraite de conserver les droits en vertu de ses options tels qu'ils existaient avant sa retraite;
- 180 jours suivant la date du décès d'un bénéficiaire d'options;
- 10 ans suivant la date de l'octroi.

Aucun initié ne peut se voir émettre, à l'intérieur d'une période d'un an, un nombre d'actions classe B sans droit de vote de TVA excédant 5 % du total des actions ordinaires classe A et des actions classe B sans droit de vote de TVA émises et en circulation de temps à autre, moins les actions émises en vertu de mécanismes de compensation au cours de l'année précédente.

Le tableau suivant indique pour les trois derniers exercices financiers le taux d'épuisement du régime de TVA.

Taux d'épuisement	2020	2019	2018
Nombre d'options d'achat d'actions émises au cours d'un exercice divisé par le nombre moyen pondéré des actions ordinaires classe A et des actions classe B sans droit de vote de TVA au cours de l'exercice applicable.	0,72 %	0,67 %	0,65 %

AUTRE RÉGIME DE RÉMUNÉRATION

Régime d'unités d'actions différées

Les UAD donnent le droit de recevoir, en espèces, l'équivalent de la valeur marchande d'une action catégorie B ou d'une action de classe B sans droit de vote de TVA au moment du rachat lors de la retraite ou de la fin d'emploi, dans la mesure où elle est acquise. Aucune action du capital-actions autorisé ne peut être émise.

Le CRHR et le comité de ressources humaines et de régie d'entreprise de TVA, le cas échéant, déterminent et approuvent la valeur cible des UAD octroyées aux participants, et font les recommandations appropriées au conseil, ou au conseil de TVA, lorsque requis. Le nombre d'UAD octroyé est établi en divisant (i) la valeur cible de l'octroi approuvée par les comités par (ii) la valeur marchande de l'action catégorie B ou de l'action classe B sans droit de vote de TVA selon le cas.

La valeur marchande des actions est établie en fonction du cours moyen pondéré des actions catégorie B ou des actions classe B sans droit de vote de TVA, selon le cas, à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours de bourse précédant immédiatement la date d'octroi.

À moins que le CRHR et le comité de ressources humaines et de régie d'entreprise de TVA n'en décident autrement, les UAD deviennent acquises à la fin de la période d'acquisition de six ans, ou selon les dispositions du régime en cas de terminaison d'emploi avant cette date.

Les équivalents de dividende crédités en regard d'un octroi d'UAD deviennent acquis au même rythme que les UAD de l'octroi.

Les UAD acquises créditées au compte d'un participant peuvent être rachetées en espèces par la Société et leur valeur devient payable après que le participant cesse d'être un employé de la Société.

AUTRES RENSEIGNEMENTS IMPORTANTS

PRÊTS AUX ADMINISTRATEURS ET AUX DIRIGEANTS

En date des présentes, aucune somme n'est due à la Société par l'un de ses administrateurs ou dirigeants ou l'une des personnes ayant des liens avec ceux-ci. D'ailleurs, il n'est pas dans les pratiques de la Société d'accorder des prêts à ses administrateurs et dirigeants. Le conseil d'administration de QMI a approuvé une politique qui interdit à la société de consentir tout prêt personnel aux administrateurs et dirigeants.

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES APPARENTÉES

À la connaissance de la Société, sauf comme indiqué à la note 29 aux états financiers consolidés et audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, aucun initié n'avait d'intérêt dans une opération importante réalisée depuis le début du dernier exercice de la Société ou dans une opération proposée qui a eu ou aurait vraisemblablement une incidence importante sur la Société ou l'une de ses filiales.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020, la Société et ses filiales ont fait affaire, à des prix compétitifs avec diverses entreprises de leur groupe. La Société et ses principales filiales prévoient continuer à faire ce genre d'opérations selon des modalités qui ne sont généralement pas moins favorables pour la Société que celles qui lui seraient offertes par des tiers ne faisant pas partie de son groupe. La Société considère que les sommes payées relativement aux diverses opérations mentionnées ci-dessus sont raisonnables et concurrentielles.

PROPOSITIONS D'ACTIONNAIRES

Les propositions relatives à toute question que les personnes habiles à voter à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires veulent soumettre à cette assemblée doivent être reçues par la Société, à l'attention du secrétaire corporatif de la Société, au plus tard le 26 décembre 2021.

DISPONIBILITÉ DES DOCUMENTS

Des renseignements financiers sont donnés dans les états financiers consolidés comparatifs et le rapport de gestion de la Société relatifs à son dernier exercice terminé le 31 décembre 2020. Des exemplaires de la notice annuelle, des états financiers consolidés audités et du rapport de gestion y afférent les plus récents de la Société peuvent être obtenus sur demande adressée au Secrétariat corporatif de la Société, 612, rue Saint-Jacques, 18^e étage, Montréal (Québec) Canada, H3C 4M8. Tous ces documents ainsi que des renseignements supplémentaires concernant la Société sont disponibles sur SEDAR au www.sedar.com et sur le site Web de la Société au www.quebecor.com.

APPROBATION

Le conseil de la Société a approuvé le contenu de la circulaire ainsi que son envoi aux actionnaires de la Société.

/s/ Sophie Riendeau

Sophie Riendeau
Directrice, Affaires juridiques et secrétaire

Montréal (Québec)
Le 26 mars 2021

ANNEXE A

PROPOSITIONS D'ACTIONNAIRE

PROPOSITIONS DU MOUVEMENT D'ÉDUCATION ET DE DÉFENSE DES ACTIONNAIRES (MÉDAC)

Le Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires ("MÉDAC") situé au 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H1X 1X3, est un actionnaire de la Société depuis septembre 2005 et détient 93 actions catégorie B. Trois propositions ont été soumises par le MÉDIAC à des fins d'examen par les actionnaires à l'assemblée annuelle de la Société.

À la suite de discussions avec la Société, le MÉDAC a accepté, sur la base des réponses fournies, que les propositions ne soient pas soumises au vote des actionnaires.

À la demande du MÉDAC, chacune des propositions ainsi que l'argumentaire du MÉDAC sont reproduits textuellement ci-dessous, accompagnés de la réponse du conseil.

PROPOSITION NO 1 – RAISON D'ÊTRE ET ENGAGEMENT

Il est proposé que le conseil d'administration et la direction précisent la *raison d'être* de Québecor inc. en tant qu'organisation et qu'un des comités du conseil d'administration ait pour mandat d'assurer le suivi du déploiement des politiques, engagements et initiatives mis en œuvre pour concrétiser cette nouvelle orientation stratégique notamment en termes de santé, d'environnement, de ressources humaines et de relations avec les parties prenantes.

Argumentaire

En août 2019, la *Business Roundtable*, association qui a pour membres les dirigeants de grandes entreprises américaines, publiait une déclaration selon laquelle la *raison d'être* d'une entreprise ne pouvait être limitée à la seule poursuite du profit et devait prendre en compte l'ensemble des parties prenantes qui peuvent être affectées par son activité : clients, employés, fournisseurs, communautés et actionnaires. Sans utilité sociale, les entreprises perdent toute raison d'exister.

La *raison d'être* d'une entreprise désigne la façon dont elle entend jouer un rôle dans la société au-delà de sa seule activité économique. Selon Jean-Dominique Sénard, président de Renault, « La *raison d'être* permet de joindre le passé au présent; c'est l'ADN de l'entreprise. Elle n'a pas de signification économique, mais relève plutôt de la vision et du sens¹. » Au fond, c'est « la contribution que l'entreprise souhaite apporter aux principaux enjeux sociaux, sociétaux, environnementaux et économiques de son domaine d'activité en impliquant ses principales parties prenantes. »

Bien que nombres d'entreprises aient pris plusieurs bonnes initiatives dans cette direction au fil des temps, la lecture des différents rapports institutionnels ne permet pas de dégager une *raison d'être* qui répondrait à la définition préalablement citée. De plus, il n'existe aucun comité du conseil ayant pour mandat de coordonner l'ensemble des actions venant appuyer la concrétisation de la *raison d'être* choisie. Plus précisément, ce comité devrait avoir pour mission :

- de préparer et d'éclairer les travaux du conseil en ce qui concerne le déploiement des politiques, engagements et initiatives mis en œuvre par Québecor inc. dans le cadre de ses orientations stratégiques, notamment en termes de santé, d'environnement, de ressources humaines;
- de dialoguer avec les différentes parties prenantes en regard de sa progression vers de tels objectifs et de rendre compte de ses rencontres au conseil;

¹ Jean-Dominique Senard : « Le sens et le pourquoi nourrissent la motivation », *Les Échos*, 8 juin 2018
<https://business.lesechos.fr/directions-generales/innovation/innovation-sociale/0301754783119-jean-dominique-senard-president-de-michelin-le-sens-et-le-pourquoi-nourrissent-la-motivation-321483.php>

- d'examiner les systèmes de reddition de compte et de contrôle extrafinanciers ainsi que les principaux résultats de l'information extrafinancière publiée par Québecor inc.
- de renseigner les actionnaires sur les différents enjeux soulevés par ses travaux.

Pour qu'une telle notion de raison d'être devienne une réalité concrète et qu'elle ne reste pas seulement un slogan *marketing*, il est important qu'elle trouve une expression tangible dans les pratiques de gouvernance d'une institution.

Rappelons en terminant que, pour une partie grandissante des investisseurs, les organisations sans utilité sociale perdent toute raison d'exister.

Réponse du conseil d'administration

Depuis plus de 70 ans, Québecor contribue à la vitalité économique, technologique, culturelle et sociale du Québec.

Consciente de sa responsabilité sociale en tant qu'entreprise, Québecor pose au quotidien une multitude d'actions concrètes intégrées au sein même de ses processus ainsi que plusieurs projets d'impacts et d'actions philanthropiques visant à faire rayonner la culture, propulser la relève entrepreneuriale, préserver l'environnement, soutenir sa communauté et offrir à ses employés une expérience de travail mobilisante.

Nous ne pensons pas qu'il serait utile d'officialiser cet engagement davantage en adoptant un énoncé de notre raison d'être, puisque nous avons d'ores et déjà exprimé nos valeurs et notre engagement dans notre rapport d'activités annuel et dans notre code d'éthique auquel nos administrateurs, dirigeants et employés adhèrent.

Tel que le prévoit son mandat, le conseil examine et approuve annuellement la planification stratégique de la Société. Lorsqu'il définit des objectifs et prend des décisions, le conseil soupèse attentivement différents facteurs, y compris les intérêts des diverses parties prenantes, les impacts sur l'environnement et la communauté, ainsi que les intérêts à long terme de la Société.

De plus, le conseil a confié au CRHR la responsabilité de surveiller que le code d'éthique est diffusé et appliqué et qu'il soit régulièrement mis à jour. Le CRHR est également responsable de revoir annuellement les orientations, et les initiatives de la Société en matière de responsabilité sociale d'entreprise. Le CRHR consacre une partie importante de son temps à la stratégie du capital humain, à la culture, à la gestion des compétences et à la planification de la relève. Parmi les travaux du CRHR au cours de l'année 2020, on y retrouve la révision des résultats d'un sondage auprès des employés; des programmes de soutien liés à la santé, à la sécurité et au bien-être des employés; de la stratégie de retour au bureau dans un cadre de protection de la santé; ainsi que les progrès réalisés dans le cadre de la stratégie d'inclusion et de diversité de la Société.

Conséquemment, le conseil ne croit pas que l'ajout de rapports supplémentaires ou la création de nouveaux comités contribueront davantage aux efforts déjà soutenus de la Société en matière de santé, d'environnement et de ressources humaines. Les fondements qui orientent notre raison d'être sont déjà au cœur des préoccupations et des responsabilités du conseil d'administration dans son ensemble, qui agit sur la foi des recommandations du CRHR, et occupent déjà une partie importante de ses travaux.

Toutefois, la Société convient que le mandat du CRHR devrait énoncer clairement les responsabilités dont le CRHR s'acquitte déjà et convient de modifier son mandat afin d'y prévoir qu'il aura la responsabilité de superviser la manière dont la Société se conforme à sa raison d'être et mène à bien ses initiatives connexes.

Le MÉDAC a accepté de ne pas soumettre cette proposition d'actionnaire à un vote. Toutefois, la Société s'est engagée à l'inclure dans la circulaire à titre informatif seulement. Cette proposition n'est pas à l'ordre du jour formel de l'assemblée.

PROPOSITION NO 2 – ASSEMBLÉES VIRTUELLES ET DROIT DES ACTIONNAIRES

Il est proposé que le conseil d'administration adopte une politique précisant les modalités de la tenue d'assemblées annuelles virtuelles.

Argumentaire

Au cours de la dernière année, les banques et plusieurs autres organisations ont fait appel aux nouvelles technologies de téléconférence pour tenir leurs assemblées générales annuelles en raison de la pandémie. Tout en étant bien conscient que ces nouvelles technologies étaient utilisées souvent pour la première fois par les organisations, le MÉDAC comme d'autres personnes ou organismes déposant des propositions d'actionnaires ou souhaitant faire part de commentaires ou de suggestions lors de ces assemblées virtuelles, ont malheureusement vécu des situations problématiques qui ont limité l'envergure de leur participation. Plus particulièrement, notre perception des assemblées annuelles virtuelles 2020 fut la suivante : « nous n'avons malheureusement pas eu droit de parole à ces assemblées. En effet, il a été impossible pour les actionnaires de prendre le micro lors de ces assemblées virtuelles. Les seuls à avoir pris la parole lors de ces assemblées sont les représentants [des sociétés], soit la présidence (du conseil, donc de l'assemblée), les PDG, etc.¹ » Pour les actionnaires de petite taille, cette présence réduite aux assemblées annuelles peut avoir un impact sur le succès de leurs propositions à long terme, ceux-ci ne pouvant les défendre en personne et ainsi bâtir des appuis additionnels dans l'éventualité d'un dépôt subséquent de leurs propositions.

Ces menaces sont préoccupantes pour la participation actionnariale qui, suite à un échec de dialogue avec l'émetteur ou pour tout autre raison, prend la voie du dépôt de propositions d'actionnaires dans les circulaires de la direction et lors des assemblées annuelles.

L'expérience des vingt dernières années en matière de participation actionnariale et de propositions d'actionnaires a permis de constater la valeur ajoutée de celles-ci en matière de gouvernance telles que la séparation des fonctions du président et chef de la direction et celle du président du conseil d'administration, le vote consultatif sur la rémunération des hauts dirigeants, la divulgation de la rémunération des auditeurs et des conseillers en rémunération, la présence des femmes aux conseils d'administration et dans la haute direction, l'accès aux procurations pour la nomination d'administrateurs, etc.

Nous recommandons que le conseil d'administration adopte une politique précisant les modalités de participation des actionnaires aux assemblées annuelles virtuelles :

- présentation verbale des propositions d'actionnaires par les personnes ou les organisations qui les ont déposées d'une durée au moins équivalente au temps nécessaire à lire les propositions;
- visualisation électronique des actionnaires lors de leurs interventions ainsi que des membres de la haute direction;
- possibilité de poser des questions spontanées à la suite des interventions de la direction;
- interaction en temps réel entre les actionnaires et avec le président de l'assemblée;
- dans l'éventualité où des questions soulevées par les actionnaires ne pourraient être traitées dans le cadre de l'assemblée annuelle, mise en ligne des réponses de la direction sur le site de la société et dans SEDAR dans les dix jours suivant la tenue de l'assemblée.

Réponse du conseil d'administration

Comme pour l'an passé, notre assemblée se tiendra exclusivement de façon virtuelle, par webdiffusion vidéo. Les actionnaires ne pourront pas assister à l'assemblée en personne, mais ils auront la possibilité d'y participer en temps réel et d'y voter en ligne, par le biais d'une plateforme sur Internet, peu importe leur emplacement géographique.

¹ <https://medac.qc.ca/1798/>

La Société a toujours encouragé un dialogue ouvert avec les actionnaires lors de son assemblée annuelle et elle estime que le format entièrement virtuel ne limite pas la capacité des actionnaires à participer de manière significative à l'assemblée. Elle encourage d'ailleurs les actionnaires à faire parvenir leurs questions à l'avance par courriel ou lors de l'assemblée, via le même site Internet qui permet de voter en ligne.

Le microphone habituellement utilisé lors des assemblées en personne a été remplacé par une séance de questions et réponses en direct, pour permettre aux actionnaires de poser des questions par écrit ou par téléphone. Les actionnaires qui le souhaitent peuvent également soumettre des questions par écrit à l'avance; ces questions seront abordées elles aussi pendant la séance de questions et réponses. Comme dans le cas des assemblées annuelles physiques, les actionnaires qui ont présenté une proposition d'actionnaire auront toujours la possibilité de s'adresser à l'assemblée au sujet de la proposition pendant une période raisonnable.

Nous demeurons résolus à nous assurer que les prochaines assemblées, qu'elles soient virtuelles, en personne ou hybrides, favorisent la participation et la mobilisation des actionnaires. Après l'assemblée, nous accueillerons tout commentaire sur la façon d'améliorer encore davantage l'expérience des actionnaires.

Les Règles de conduite pour l'assemblée virtuelle qui sont incluses dans la circulaire ont été développées afin d'assurer le bon déroulement de l'assemblée virtuelle. Ces règles incluent les modalités du déroulement de l'Assemblée, lesquelles sont similaires aux règles que nous avons par le passé pour nos assemblées en personne. Le texte complet des règles se trouve dans la section « Règles de conduite pour l'assemblée virtuelle » qui figure précédemment dans le présent document.

Il est néanmoins important que les actionnaires inscrits et non inscrits (propriétaires véritables) suivent attentivement les instructions qui figurent dans la circulaire et dans leur formulaire de procuration ou formulaire d'instructions de vote, selon le cas, afin d'assister et de participer à l'assemblée. Soit dit en passant, la Société comprend que la grande majorité des situations problématiques qui ont limité l'envergure de la participation des actionnaires aux autres assemblées annuelles virtuelles venaient du fait qu'ils n'avaient pas suivi ces instructions. Pour obtenir les instructions en vue d'assister et de participer à l'assemblée, se reporter aux rubriques « Exercice des droits de vote » et « Règles de conduite pour l'assemblée virtuelle » qui figurent précédemment dans le présent document.

Le MÉDAC a accepté de ne pas soumettre cette proposition d'actionnaire à un vote. Toutefois, la Société s'est engagée à l'inclure dans la circulaire à titre informatif seulement. Cette proposition n'est pas à l'ordre du jour formel de l'assemblée.

PROPOSITION NO 3 – FONDS DE PENSION DÉFICITAIRE

Il est proposé que le conseil d'administration divulgue les actions qu'il entend prendre afin de rétablir la bonne santé financière du fonds de pension de ses employés.

Argumentaire

Dans un article publié dans La Presse du 5 juillet dernier, le journaliste Martin Vallières présentait l'état de la situation du fonds de pension des 15 plus gros employeurs du secteur privé et parapublic au Québec.

Le régime de retraite de Québecor inc. affichait un déficit de 146,9 \$ millions ce qui représentait un déficit en regard de ses obligations de -9,8 %. Une telle situation est préoccupante pour ses 9 900 employés travaillant au Québec.

Nous nous permettrons de rappeler ici la situation des retraités des journaux du Groupe Capitales Médias leurs fonds de retraite a été amputé de 25 % à 30 % suite à la faillite du Groupe.

Tant les actionnaires que les employés doivent être rassurés par les actions que prendra le conseil d'administration afin de rétablir la bonne santé financière du fonds de pension de ses employés.

Réponse du conseil d'administration

Tout d'abord, veuillez noter que l'article en question fait référence à l'évaluation comptable de nos régimes de retraite et n'est donc pas représentatif de la santé financière de nos régimes sur une base de continuité. Par ailleurs, le déficit en question inclut le passif de nos régimes surcomplémentaires de retraite auquel aucun actif n'est associé. N'eut été de cette inclusion, le déficit en aurait été réduit d'autant.

La santé financière de nos régimes à prestations déterminées sur base de continuité et sur base de solvabilité est en fait excellente, soit entre 102 % et 138 % en continuité et entre 88 % et 107 % en solvabilité, selon le régime. Québecor suit à la lettre les diverses législations applicables (fédérale – québécoise ou ontarienne, selon le cas) quant aux méthodes de financements de ses régimes de retraite et respecte donc ses obligations en matière de financement des régimes de retraite.

De plus, il est important de mentionner que la société est en excellente santé financière. En date des présentes, Québecor Média inc. jouit d'une cote de crédit de BB+ de la part de S&P et de Ba1 de la part de Moody's. Québecor Média inc. s'est d'ailleurs vu octroyer un profil positif par Moody's en septembre 2020. Au 31 décembre 2020, la Société et ses filiales détenues à part entière détenaient des liquidités disponibles nettes pro forma de 2,6 milliards \$. La situation des journaux du Groupe Capitales Médias n'est donc pas comparable puisque le déficit en question pourrait facilement être absorbé par les liquidités disponibles nettes pro forma de la Société.

Le MÉDAC a accepté de ne pas soumettre cette proposition d'actionnaire à un vote. Toutefois, la Société s'est engagée à l'inclure dans la circulaire à titre informatif seulement. Cette proposition n'est pas à l'ordre du jour formel de l'assemblée.

ANNEXE B

MANDAT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration (le « **Conseil** ») de Québecor inc. (la « **Société** ») est chargé de la supervision de la gestion des affaires commerciales et internes de celle-ci, avec comme objectif l'augmentation de la valeur pour ses actionnaires. Le Conseil est responsable de la bonne gestion de la Société et à ce titre, doit superviser de façon efficace et indépendante les activités et les affaires de la Société, lesquelles sont gérées au quotidien par la direction. Le Conseil peut déléguer certaines tâches à des comités du Conseil. Cette délégation ne dégage pas le Conseil de ses responsabilités générales de gestion de la Société.

Toutes les décisions du Conseil doivent être prises dans l'intérêt de la Société.

COMPOSITION ET QUORUM

La majorité des membres du Conseil doivent être jugés indépendants par le Conseil tel que défini aux lois et règlements applicables¹. Le Conseil détermine annuellement, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, le statut d'indépendance de chacun de ses membres. Conformément aux statuts de la Société, 25 % de la totalité des membres du Conseil sont élus par les détenteurs d'actions subalternes catégorie B (comportant droit de vote) et les autres membres du Conseil sont élus par les détenteurs d'actions catégorie A (droits de vote multiple). En cours de mandat, les membres du Conseil en fonction peuvent, s'il y a quorum, pourvoir à toute vacance au Conseil en nommant un nouvel administrateur qui restera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires.

Le Conseil peut nommer un ou plusieurs administrateurs supplémentaires dont le mandat expirera au plus tard à la clôture de l'assemblée annuelle des actionnaires suivant leur nomination à condition que le nombre total des administrateurs ainsi nommés n'excède pas le tiers du nombre des administrateurs élus à l'assemblée annuelle des actionnaires précédant leur nomination.

Tous les membres du Conseil doivent posséder les compétences et les aptitudes pertinentes à leur nomination à titre d'administrateur. Le Conseil, dans son ensemble, doit refléter une diversité d'expériences et de compétences particulières pour répondre aux besoins spécifiques de la Société, incluant la représentation féminine.

Lors de toute réunion du Conseil, le quorum est fixé à la majorité des administrateurs en fonction.

RESPONSABILITÉS

Le Conseil a les responsabilités suivantes:

A. En ce qui concerne la planification stratégique

1. Examiner et approuver annuellement la planification stratégique de la Société incluant sa stratégie financière et ses priorités d'affaires.

¹ Un administrateur est indépendant s'il n'a pas de relation importante, directe ou indirecte, avec la Société, i.e. qu'il n'a pas une relation dont le Conseil pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elle nuise à son indépendance de jugement.

2. Examiner et, au gré du Conseil, approuver toute décision stratégique pour la Société incluant notamment les acquisitions ou dispositions d'actions, d'actifs ou d'entreprises excédant les pouvoirs d'approbation délégués.

B. En ce qui concerne les ressources humaines et l'évaluation du rendement

1. Nommer le président et chef de la direction. Choisir parmi les administrateurs un président du Conseil et, le cas échéant, un vice-président du Conseil. Si le président du Conseil n'est pas un administrateur indépendant, choisir parmi les administrateurs indépendants, un administrateur en chef. L'un des vice-présidents du Conseil peut cumuler les deux fonctions.
2. Approuver, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, la nomination des autres membres de la haute direction relevant directement du président et chef de la direction.
3. S'assurer que le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise évalue annuellement le rendement du chef de la direction, du chef de la direction financière et du chef de l'exploitation, en tenant compte des attentes du Conseil et des objectifs fixés.
4. Approuver, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, la rémunération du chef de la direction, du chef de la direction financière et du chef de l'exploitation ainsi que les objectifs que ces derniers doivent atteindre.
5. Approuver, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, la rémunération du président du Conseil, du ou des vice-présidents du conseil et des administrateurs.
6. S'assurer qu'un processus de planification de la relève de la direction est en place.
7. S'assurer que le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise prenne en compte les conséquences des risques associés aux politiques et pratiques en matière de rémunération de la Société.

C. En ce qui concerne les finances et les contrôles internes

1. S'assurer de l'intégrité et de la qualité des états financiers de la Société et le caractère adéquat de l'information communiquée.
2. Revoir et approuver les états financiers intermédiaires et annuels et le rapport de gestion. Revoir le communiqué de presse s'y rapportant.
3. Dans le cadre de la politique de récupération de la rémunération incitative, approuver tout redressement des états financiers de la Société jugé nécessaire par le comité d'audit et de gestion des risques et, le cas échéant, exiger le remboursement de toute prime ou rémunération incitative touchée par un membre de la haute direction visé par la politique.
4. Approuver les budgets d'exploitation et les budgets d'immobilisation, l'émission de titres et, sous réserve de la politique de limites d'autorité de Québecor Média inc., toute opération hors du cours normal des activités, y compris les propositions relatives aux fusions, aux acquisitions ou aux autres opérations importantes comme les investissements ou les désinvestissements.
5. Définir les politiques en matière de dividendes et déclarer des dividendes lorsque jugé à propos.
6. S'assurer que le comité d'audit et de gestion des risques passe en revue régulièrement et surveille que les systèmes pertinents ont été établis afin d'identifier les risques et les occasions d'affaires et superviser la mise

en œuvre d'un processus approprié d'évaluation des risques et de gestion des principaux risques associés à la Société dans son ensemble.

7. S'assurer que le comité d'audit et de gestion des risques passe en revue régulièrement et surveille la qualité et l'intégrité des systèmes comptables et des systèmes de présentation de l'information financière, des contrôles et des procédures internes de validation de l'information.
8. S'assurer que la Société respecte les exigences législatives et réglementaires pertinentes à ses opérations.
9. Réviser lorsque requis et sur recommandation du comité d'audit et de gestion des risques, la politique de la Société en matière de communication de l'information, superviser la façon dont la Société interagit avec les analystes, les investisseurs et le public, et s'assurer que des mesures sont en place pour recevoir les commentaires des actionnaires.
10. Recommander aux actionnaires la nomination de l'auditeur externe.
11. Approuver les honoraires d'audit de l'auditeur externe.

D. En ce qui concerne les régimes de retraite et le Régime d'options d'achat d'actions

1. S'assurer que des mécanismes sont en place pour la gestion des caisses de retraite.
2. Approuver tout octroi d'options en vertu du Régime d'options d'achat d'actions.

E. En ce qui concerne la régie d'entreprise

1. S'assurer que la direction gère la Société avec compétence et dans le respect des lois applicables, ce qui comprend la divulgation en temps opportun des renseignements pertinents sur l'entreprise et les déclarations réglementaires.
2. Réviser, sur une base périodique, les structures et procédures touchant la régie d'entreprise, y compris les décisions nécessitant l'approbation du Conseil.
3. S'assurer qu'un code d'éthique est en place, qu'il est communiqué aux employés et appliqué.
4. Revoir périodiquement les politiques de la Société qui sont sous la responsabilité du Conseil.
5. Mettre en place une politique permettant aux comités du Conseil et, sous réserve de l'autorisation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, un administrateur, à retenir les services de conseillers externes aux frais de la Société, lorsque les circonstances le justifient. Le président du Conseil doit être tenu au courant de ces démarches.
6. Examiner la taille et la composition du Conseil et de ses comités en fonction des compétences, des aptitudes et des qualités personnelles que l'on doit retrouver chez les membres du Conseil. Revoir annuellement la composition des comités et en désigner les présidents. Réviser annuellement, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, les mandats des comités et du Conseil ainsi que les descriptions de fonctions.
7. S'assurer que l'efficacité de la politique sur la sélection du Conseil et la diversité soit mesurée.
8. Approuver annuellement les candidats au poste d'administrateur en vue de leur élection par les actionnaires.

9. Établir annuellement, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, l'indépendance des administrateurs aux termes des règles sur l'indépendance des administrateurs.
10. Examiner et approuver la circulaire de sollicitation de procurations ainsi que la notice annuelle de la Société de même que tous documents ou ententes requérant son approbation.
11. Recevoir annuellement la confirmation des différents comités qu'ils ont bien couvert les éléments requis de leur mandat.
12. Recevoir le rapport du président du Conseil (ou du vice-président du conseil et administrateur en chef) sur l'évaluation annuelle de l'efficacité du Conseil dans son ensemble.
13. S'assurer que les administrateurs reçoivent tout le support nécessaire pour les aider à jouer pleinement leur rôle.

MODE DE FONCTIONNEMENT

1. Les réunions du Conseil ont lieu trimestriellement ou plus fréquemment au besoin. Des réunions spéciales sont tenues annuellement pour revoir et approuver la planification stratégique de même que les budgets d'exploitation et d'immobilisation de la Société.
2. Le président du Conseil, de concert avec le chef de la direction et le secrétaire, établit l'ordre du jour de chaque réunion du Conseil. L'ordre du jour et les documents pertinents sont remis aux administrateurs suffisamment à l'avance.
3. Les administrateurs indépendants se réunissent après chacune des réunions du Conseil, ou plus souvent au besoin.